RAPPORT ANNUEL

POUR L'EXERCICE SE TERMINANT
LE 31 MARS 2008

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2008

Cat. n° F40-2008
ISBN 978-0-662-05491-7
ISSN 0846-6629
Accessible sur le site Web du Tribunal au www.tcce-citt.gc.ca
English copies also available

Canadian International Trade Tribunal
Tribunal canadien du commerce extérieur

Le 6 juin 2008

L'honorable Jim Flaherty, c.p., député
Ministre des Finances
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre, pour dépôt à la Chambre des communes, conformément à l'article 41 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, le rapport annuel du Tribunal pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Le président,

André F. Scott

333 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario K1A 0G7
Tel.: (613) 990-2452
Fax.: (613) 990-2439
www.citt-tcce.gc.ca

333, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario) K1A 0G7
Tél. : (613) 990-2452
Téléc. : (613) 990-2439
www.tcce-citt.gc.ca

Avant-propos

Départ de M. Pierre Gosselin

En décembre 2007, le deuxième mandat de M. Gosselin à titre de président du Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal) a pris fin. Le Tribunal aimerait profiter de l'occasion pour reconnaître l'importante contribution de M. Gosselin au travail du Tribunal au cours des 10 dernières années. Il est arrivé au Tribunal avec une vaste expérience dans le domaine du commerce international et a aussi permis aux membres et au personnel du Tribunal de bénéficier du leadership de gestion remarquable dont il a fait preuve tout au long de ses deux mandats. Par exemple, le Tribunal a entrepris, sous sa direction, d'importantes initiatives dans le domaine de la gestion électronique des dossiers, de sorte que le Tribunal s'est retrouvé au premier rang dans ce domaine. Il a aussi pris des mesures afin de renforcer la capacité des services de gestion du Tribunal afin d'être en mesure d'assurer la responsabilité accrue demandée par les agences centraux du gouvernement pendant son mandat.

M. Gosselin a lui-même dirigé plusieurs dossiers importants, plus particulièrement, l'*Enquête de sauvegarde sur l'importation de certaines marchandises de l'acier* de 2002. Son approche innovatrice face aux défis logistiques que présentait l'enquête et le leadership dont il a fait preuve à titre de membre présidant du panel formé lors de l'enquête ont fait en sorte que le Tribunal puisse livrer son rapport dans les délais établis par le gouvernement, malgré la longueur et la complexité apparentes de l'enquête.

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I — Faits saillants 1
Chapitre II — Mandat, organisation et activités 5
Chapitre III — Enquêtes de dommage et réexamens en matière de dumping et de subventionnement 9
Chapitre IV — Examen des marchés publics 19
Chapitre V — Appels 27
Chapitre VI — Saisine permanente sur les textiles 33

CHAPITRE I

FAITS SAILLANTS

Membres

Le 29 février 2008, M. André F. Scott a été nommé président du Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal). Il a remplacé M. Pierre Gosselin qui a terminé son deuxième mandat le 15 décembre 2007. Le 25 septembre 2007, M[me] Diane Vincent a été nommée vice-président du Tribunal. Le 10 mars 2008, M. Pasquale Michaele Saroli a été nommé membre du Tribunal.

Au cours de l'exercice, M[me] Elaine Feldman a démissionné de son poste de membre du Tribunal. De plus, M[me] Meriel V. M. Bradford et M. Zdenek Kvarda ont terminé leur mandat. Le Tribunal profite de l'occasion pour reconnaître l'excellent travail de ces membres.

Enquêtes et réexamens en matière de dumping et de subventionnement

Au cours de l'exercice, le Tribunal a rendu deux décisions provisoires de dommage aux termes du paragraphe 37.1(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (*LMSI*). Le Tribunal a également rendu des conclusions de dommage, à la suite de deux enquêtes, aux termes de l'article 43 et deux ordonnances à la suite de réexamens intermédiaires aux termes de l'article 76.01. Le Tribunal a rendu trois ordonnances à la suite de réexamens relatifs à l'expiration aux termes de l'article 76.03. À la fin de l'exercice, un réexamen relatif à l'expiration était en cours.

Examen des marchés publics

En 1994, en vertu de l'*Accord de libre-échange nord-américain* (*ALÉNA*), le gouvernement a donné au Tribunal le mandat d'agir à titre d'organisme d'examen pour les contestations des offres relatives aux marchés publics. Le mandat a été étendu afin d'ajouter le mécanisme de contestations des offres aux termes de l'*Accord sur les marchés publics* (*AMP*) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'*Accord sur le commerce intérieur* (*ACI*) du Canada.

En ce qui concerne les marchés publics assujettis à ces accords, le Tribunal, conformément aux objectifs énoncés dans la nouvelle *Loi fédérale sur la responsabilité*, offre aux fournisseurs un moyen de recours efficace lorsqu'ils sont d'avis qu'une mesure prise à l'égard d'un marché public n'est pas juste, ouverte et transparente.

Le Tribunal a reçu 95 plaintes relatives aux marchés publics au cours de l'exercice. Le Tribunal a rendu 23 décisions afférentes à ses conclusions et à ses recommandations. Huit d'entre elles concernaient des causes qui étaient en cours à la fin de l'exercice 2006-2007. Une décision a été renvoyée au Tribunal.

En 2007-2008, le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSGC), à lui seul, a adjugé environ 17 200 contrats ayant une valeur se situant entre 25 000 $ et 400 millions de dollars, pour une valeur totale de 8,8 milliards de dollars. Les 95 plaintes reçues au cours de l'exercice visaient 91 contrats différents, ce qui représente environ 0,6 p. 100 du nombre total des contrats adjugés par TPSGC en 2007-2008. Bien que ces plaintes ne représentent qu'un faible pourcentage des marchés publics passés par le gouvernement fédéral, les plaintes jugées fondées ont eu un effet marqué sur l'intégrité des marchés publics étant donné le caractère disciplinaire des décisions et les leçons apprises.

Appels

Le Tribunal a rendu des décisions concernant 22 appels interjetés à l'égard de décisions rendues par le président de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et le ministre du Revenu national aux termes de la *Loi sur les douanes* et de la *Loi sur la taxe d'accise*. De plus, le Tribunal a rendu une décision à la suite d'un renvoi par la Cour d'appel fédérale.

Saisine permanente sur les textiles

En 1994, le ministre des Finances a confié au Tribunal le mandat, en vertu d'une saisine permanente, d'enquêter sur les demandes présentées par les producteurs nationaux qui souhaitaient obtenir des allégements tarifaires sur les intrants textiles importés dans le cadre de leurs activités de fabrication et de formuler des recommandations au ministre des Finances. Au cours de l'exercice, le Tribunal a remis quatre rapports au ministre des Finances concernant quatre demandes d'allégement tarifaire. Une demande a été retirée. À la fin de l'exercice, une cause était en cours et deux demandes étaient à l'étude.

Accès aux avis, décisions et publications du Tribunal

Le site Web du Tribunal consiste en un répertoire complet des avis, des décisions et des publications du Tribunal, de même que d'autres renseignements relatifs aux activités courantes du Tribunal. Le Tribunal offre un service d'annonce permettant d'aviser les abonnés de tout nouvel affichage sur son site Web. Les personnes inscrites peuvent choisir les domaines qui les intéressent. Ce service est gratuit.

Les avis et décisions du Tribunal sont publiés dans la *Gazette du Canada*. Ceux qui concernent les plaintes relatives aux marchés publics sont également publiés sur MERX (le service électronique d'appel d'offres du Canada).

Dépôt électronique

Le Tribunal offre un Service de dépôt électronique sécurisé. Le service permet aux parties de déposer par voie électronique des documents publics et confidentiels auprès du Tribunal. Tous les documents transmis au moyen du service sont chiffrés afin d'assurer leur nature confidentielle. L'accès au Service de dépôt électronique sécurisé se fait à partir du site Web du Tribunal (www.tcce-citt.gc.ca). Le service utilise le système epass du gouvernement du Canada, lequel permet la transmission sécurisée de renseignements commerciaux de nature confidentielle.

Respect des délais législatifs

Toutes les enquêtes du Tribunal ont été menées à terme en temps opportun et les décisions ont été rendues dans les délais prévus par la loi. En ce qui concerne les appels interjetés à l'égard de décisions en matière de douanes et d'accise, pour lesquels aucun délai législatif n'est prévu, le Tribunal rend habituellement, dans les 120 jours suivant l'audience, une décision sur la question en litige, accompagnée d'un énoncé des motifs de sa décision.

Déclaration améliorée

Dans le présent rapport, le Tribunal présente pour le première fois diverses statistiques relatives aux décisions rendues au cours de l'exercice, telles que celles qui sont liées aux directives et aux décisions administratives. Ces statistiques, présentées dans le tableau qui suit, complètent le tableau de la charge de travail.

Charge de travail

	Causes provenant du dernier exercice	Causes reçues pendant l'exercice	Total	Décisions rendues/ rapports publiés	Décisions de ne pas ouvrir d'enquête	Causes retirées/closes	Causes en suspens (au 31 mars 2008)
Activités liées à la *LMSI*							
Enquêtes préliminaires de dommage	-	2	2	2	-	-	-
Enquêtes	1	1	2	2	-	-	-
Enquêtes d'intérêt public	1	-	1	-	1	-	-
Réexamens intermédiaires	2	-	2	2	-	-	-
Expirations	1[1]	4	5	3	-	-	2
Réexamens relatifs à l'expiration	1	3	4	3	-	-	1
TOTAL	**6**	**10**	**16**	**12**	**1**	**-**	**3**
Activités liées à l'examen des marchés publics							
Plaintes	8[2]	96[1]	104	23[3]	58	5	18
Appels							
Prorogations du délai							
Loi sur les douanes	-	4	4	4	-	-	-
Loi sur la taxe d'accise	-	1	1	1	-	-	-
TOTAL	**-**	**5**	**5**	**5**	**-**	**-**	**-**
Appels							
Loi sur les douanes	59[2]	27[1]	86	21[3]	-	39	26
Loi sur la taxe d'accise	53	1	54	2	-	8	44
LMSI	-	1	1	-	-	1	-
TOTAL	**112**	**29**	**141**	**23[3]**	**-**	**48[4]**	**70**
Saisine permanente sur les textiles							
Demandes d'allégement tarifaire	1	7	8	4	-	1	3

1. Chiffre redressé à cause d'une nouvelle méthode de déclarer les expirations.
2. Chiffre redressé à cause d'une erreur de déclaration dans le rapport annuel de 2006-2007.
3. Est incluse une cause qui a été renvoyée par la Cour d'appel fédérale.
4. Est incluse une ordonnance de rejet de procédure.

Statistiques relatives aux décisions rendues au cours de l'exercice

	Activités liées à la *LMSI*	Activités liées à l'examen des marchés publics	Appels	Saisine permanente sur les textiles	TOTAL
Ordonnances					
Ordonnance de divulgation	18	-	-	-	18
Ordonnance de remboursement de frais	-	13	-	-	13
Ordonnance d'indemnisation	-	2	-	-	2
Ordonnance de production	-	2	-	-	2
Ordonnance de report d'adjudication	-	6	-	-	6
Ordonnance d'annulation de report d'adjudication	-	4	-	-	4
Directives/décisions administratives					
Demandes de renseignements	95	-	-	-	95
Marchandises similaires	2	-	-	-	2
Requêtes	-	6	-	-	6
Assignations à comparaître	1	3	-	-	4
Autres statistiques					
Jours d'audience publique	17	1	11	-	29
Audiences sur pièces[1]	8	81	6	4	99
Témoins	53	7	19	-	79
Participants	80	116	48	12	92
Répondants aux questionnaires[2]	166	-	-	18	184
Pièces[3]	1 740	1 524	672	156	4 092
Pages aux dossiers officiels[3]	66 289	N/D	N/D	932	67 221

1. Il s'agit d'une audience sur pièces lorsque le Tribunal rend une décision en se fondant sur les renseignements au dossier, sans tenir d'audience publique.
2. Comprend ceux qui ont répondu qu'ils n'importent pas ou ne produisent pas les marchandises visées par l'enquête ou le réexamen relatif à l'expiration et ceux qui ont fourni des réponses non sollicitées.
3. Chiffre estimatif.

N/D = Non disponible

CHAPITRE II

MANDAT, ORGANISATION ET ACTIVITÉS

Introduction

Le Tribunal est un tribunal administratif qui exerce ses activités dans le cadre des mécanismes de recours commerciaux du Canada. Organisme quasi judiciaire et indépendant, il s'acquitte de ses responsabilités législatives de façon impartiale et autonome et relève du Parlement par l'entremise du ministre des Finances.

Les principaux documents législatifs qui régissent les travaux du Tribunal sont la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* (*Loi sur le TCCE*), la *LMSI*, la *Loi sur les douanes*, la *Loi sur la taxe d'accise*, le *Règlement sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, le *Règlement sur les enquêtes du Tribunal canadien du commerce extérieur sur les marchés publics* et les *Règles du Tribunal canadien du commerce extérieur* (*Règles*).

Mandat

Le mandat principal du Tribunal est le suivant :

- enquêter afin de déterminer si l'importation de produits qui font l'objet de dumping ou de subventionnement a causé, ou menace de causer, un dommage à une branche de production nationale;
- enquêter sur des plaintes déposées par des fournisseurs potentiels concernant les marchés publics fédéraux visés par l'*ALÉNA*, l'*ACI* et l'*AMP*;
- entendre les appels des décisions de l'ASFC aux termes de la *Loi sur les douanes* et de la *LMSI* ou du ministre du Revenu national aux termes de la *Loi sur la taxe d'accise*;
- enquêter sur des demandes présentées par des producteurs canadiens qui souhaitent obtenir des allégements tarifaires sur des intrants textiles importés aux fins de production et de faire des recommandations au ministre des Finances quant aux bénéfices relatifs qui en découleraient pour le Canada;
- enquêter sur des plaintes déposées par des producteurs nationaux qui soutiennent que l'augmentation des importations de toutes provenances leur cause, ou menace de leur causer, un dommage grave;
- mener des enquêtes sur les mesures de sauvegarde relativement aux importations accrues en provenance de la République populaire de Chine (Chine);
- enquêter et donner son avis sur des questions économiques, commerciales et tarifaires dont le gouverneur en conseil ou le ministre des Finances saisit le Tribunal.

Documents législatifs applicables

Article	Attributions
Loi sur le TCCE	
18	Enquêtes sur des questions touchant les intérêts économiques ou commerciaux du Canada sur saisine du gouverneur en conseil
19	Enquêtes sur les questions relatives aux tarifs douaniers sur saisine du ministre des Finances
19.01	Enquêtes sur les mesures de sauvegarde concernant les marchandises importées des États-Unis et du Mexique
19.02	Examens à mi-période des mesures de sauvegarde et rapport
20	Enquêtes sur les mesures de sauvegarde concernant l'importation au Canada de marchandises et enquêtes sur la prestation de services au Canada par des personnes n'y résidant pas habituellement
23	Plaintes des producteurs nationaux visant des mesures de sauvegarde
23(1.01) et (1.02)	Plaintes des producteurs nationaux visant des mesures de sauvegarde concernant les marchandises importées des États-Unis et du Mexique
30.08 et 30.09	Mesures de sauvegarde
30.11	Plaintes des fournisseurs potentiels visant des contrats spécifiques
30.21 à 30.26	Enquêtes de sauvegarde relatives à la désorganisation du marché, au détournement des échanges et à la prorogation en cas de désorganisation du marché concernant des marchandises en provenance de la Chine à la demande du gouvernement ou d'un producteur national
LMSI	
33 et 37	Avis concernant une saisine du Tribunal
34(2) et 35(3)	Enquête préliminaire de dommage
37.1	Décision provisoire de dommage
42	Enquêtes concernant le dommage causé par le dumping et le subventionnement de marchandises
43	Conclusions du Tribunal concernant le dommage
44	Reprise de l'enquête (sur renvoi de la Cour d'appel fédérale ou d'un groupe spécial binational)
45	Intérêt public
46	Avis donné à l'ASFC
61	Appels de réexamens de l'ASFC effectués en application de l'article 59 concernant la question de savoir si les marchandises importées sont de même description que les marchandises auxquelles s'appliquent les conclusions du Tribunal, les valeurs normales et les prix à l'exportation ou les subventions à l'exportation
76	Réexamens des conclusions de dommage entrepris par le Tribunal ou à la demande de l'ASFC ou d'autres personnes intéressées
76.01	Réexamens intermédiaires d'ordonnances du Tribunal
76.02	Réexamens sur renvoi d'ordonnances rendues par le Tribunal et nouvelles auditions
76.03	Réexamens relatifs à l'expiration
76.1	Réexamens des conclusions de dommage entrepris à la demande du ministre des Finances
89	Décisions sur l'identité de l'importateur
Loi sur les douanes	
60.2	Demande pour une prolongation du délai pour présenter une demande de réexamen
67	Appels de décisions de l'ASFC visant la valeur en douane et l'origine et le classement de marchandises importées
67.1	Demandes de prorogation du délai pour déposer des avis d'appel
68	Appels interjetés auprès de la Cour d'appel fédérale
70	Consultations demandées par l'ASFC relativement au classement tarifaire ou à la valeur en douane de marchandises
Loi sur la taxe d'accise	
81.19, 81.21, 81.22, 81.23, 81.25 et 81.33	Appels à l'égard de cotisations et de déterminations du ministre du Revenu national
81.32	Demandes de prolongation du délai pour opposition ou appel
Loi sur l'administration de l'énergie	
13	Déclarations des redevances d'exportation sur le pétrole

Mode de fonctionnement

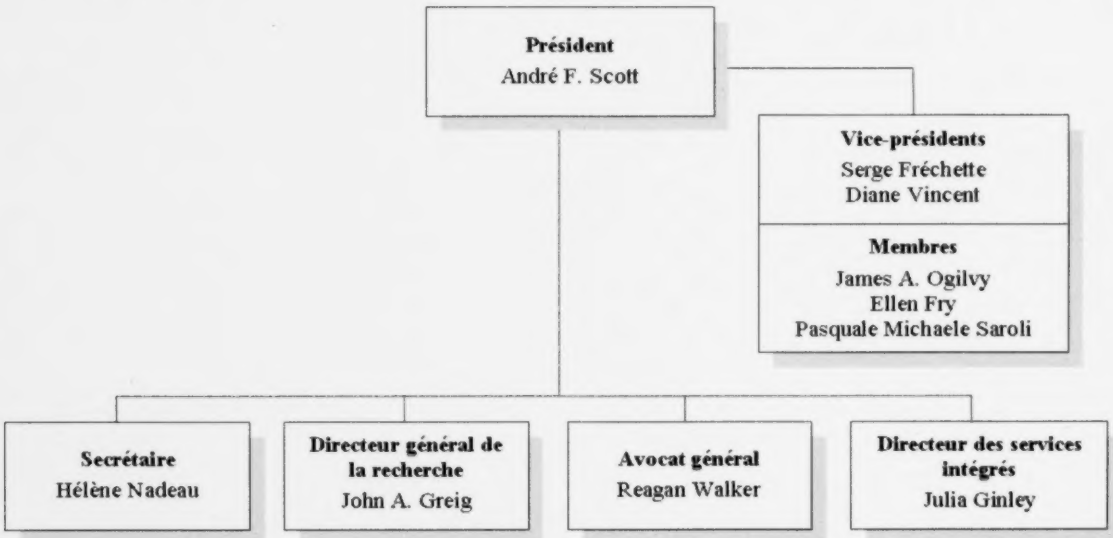
Le Tribunal tient des audiences publiques dans le cadre de presque toutes ses responsabilités d'enquête. Celles-ci se tiennent habituellement dans les locaux du Tribunal à Ottawa (Ontario), mais elles peuvent se tenir ailleurs au Canada, soit en personne soit par voie de vidéoconférence. Le Tribunal applique des règles et une procédure semblables à celles d'une cour de justice; cependant, afin de faciliter l'accès, elles sont appliquées d'une façon plus souple. La *Loi sur le TCCE* prévoit que les causes sont entendues en général par trois membres, de la manière « la plus efficace, la plus équitable et la plus expéditive » dans les circonstances. Le Tribunal peut citer des témoins à comparaître et exiger des parties qu'elles produisent des renseignements. La *Loi sur le TCCE* renferme des dispositions qui protègent les renseignements confidentiels. Seuls les conseillers indépendants qui ont déposé un acte de déclaration et d'engagement de confidentialité peuvent avoir accès aux renseignements confidentiels. La protection de renseignements commercialement sensibles contre la divulgation non autorisée est, et continue d'être, d'une importance considérable pour le Tribunal.

Membres

Le Tribunal peut compter neuf membres à plein temps, dont un président et deux vice-présidents. Tous sont nommés par le gouverneur en conseil pour un mandat d'au plus cinq ans, qui peut être renouvelé une fois. Le président est le premier dirigeant et est responsable de l'affectation des membres aux causes et de la gestion des travaux du Tribunal. Les membres viennent de diverses régions et leurs antécédents scolaires et professionnels sont des plus variés.

Organisation

Il y a présentement 6 membres du Tribunal qui peuvent compter sur l'appui d'un effectif de 71 employés permanents. Ses principaux administrateurs sont le secrétaire, responsable des relations avec le public et les parties ainsi que des fonctions de greffier du Tribunal; le directeur général de la recherche, chargé de la recherche dans le cadre des enquêtes, y compris la recherche des faits liés aux questions commerciales, économiques et tarifaires; l'avocat général, responsable de la prestation de services juridiques; et le directeur des services intégrés, responsable des services de gestion.



Consultations

Par l'intermédiaire du Comité de la magistrature et du barreau, le Tribunal fournit un forum pour discuter des questions de procédure. Le comité inclut des représentants de l'Association du Barreau canadien, des conseillers du ministère de la Justice et des experts-conseils en commerce qui comparaissent devant le Tribunal. Le Tribunal tient également des réunions avec des avocats, des représentants des divers secteurs industriels et autres qui comparaissent ou qui peuvent comparaître devant le Tribunal, et ce, afin d'échanger des opinions sur les nouvelles procédures considérées par le Tribunal avant qu'elles ne soient publiées sous forme de lignes directrices ou de notes de procédures. Le Tribunal tient aussi des séances d'information sur sa procédure à l'intention des ministères du gouvernement fédéral et des associations professionnelles.

Réexamen judiciaire et appel devant la Cour d'appel fédérale

Toute personne touchée par des conclusions ou des ordonnances du Tribunal aux termes de l'article 43, 44 ou 76 de la *LMSI* peut demander un réexamen judiciaire devant la Cour d'appel fédérale, par exemple, pour des motifs de prétendus dénis de justice naturelle ou erreurs de fait ou de droit. De façon similaire, toute personne touchée par des conclusions et des recommandations du Tribunal concernant les marchés publics rendues aux termes de la *Loi sur le TCCE* peut également demander un réexamen judiciaire devant la Cour d'appel fédérale. Enfin, les décisions et les ordonnances du Tribunal concernant les appels, aux termes de la *Loi sur les douanes*, peuvent être portées en appel devant la Cour d'appel fédérale ou, aux termes de la *Loi sur la taxe d'accise*, devant la Cour fédérale.

Réexamen judiciaire devant un groupe binational formé en vertu de l'ALÉNA

Les conclusions ou les ordonnances du Tribunal rendues aux termes des articles 43, 44 ou 76 de la *LMSI* touchant les marchandises en provenance des États-Unis et du Mexique peuvent être réexaminées par un groupe binational formé en vertu de l'*ALÉNA*.

Règlement des différends selon l'OMC

Les gouvernements membres de l'OMC peuvent contester devant l'instance d'appel de l'OMC les conclusions de dommage ou les ordonnances rendues par le Tribunal dans des causes de droits antidumping et compensateurs. Ce processus est amorcé par des consultations intergouvernementales en vertu du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends de l'OMC.

CHAPITRE III

ENQUÊTES DE DOMMAGE ET RÉEXAMENS EN MATIÈRE DE DUMPING ET DE SUBVENTIONNEMENT

Processus

Aux termes de la *LMSI*, l'ASFC peut imposer des droits antidumping et compensateurs lorsqu'un dommage est causé aux producteurs nationaux par des marchandises importées au Canada, soit :

- vendues à des prix inférieurs aux prix de vente sur le marché intérieur ou à des prix inférieurs au coût de production (dumping), ou
- qui ont été produites grâce à certains types de subventions gouvernementales ou à d'autres formes d'aide (subventionnement).

Les décisions concernant l'existence de dumping et de subventionnement relèvent de l'ASFC. Le Tribunal détermine si ce dumping ou ce subventionnement a causé un « dommage » ou un « retard », ou menace de causer un dommage à une branche de production nationale.

Enquêtes préliminaires de dommage

Le processus débute lorsqu'un producteur canadien ou une association de producteurs canadiens demande redressement du prétendu dumping ou subventionnement dommageable en déposant une plainte auprès de l'ASFC. Si l'ASFC ouvre alors une enquête de dumping ou de subventionnement, le Tribunal procède à une enquête préliminaire de dommage aux termes du paragraphe 34(2) de la *LMSI*. Le Tribunal essaie de s'assurer que toutes les parties intéressées en sont informées. Il publie un avis d'ouverture d'enquête préliminaire de dommage dans la *Gazette du Canada* et en envoie une copie aux personnes qui, à sa connaissance, sont des parties intéressées.

Dans le cadre d'une enquête préliminaire de dommage, le Tribunal détermine si les éléments de preuve indiquent, « de façon raisonnable », que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage ou un retard, ou menace de causer un dommage. Il se fonde principalement sur les renseignements reçus de l'ASFC et les exposés reçus des parties. Le Tribunal tente d'obtenir l'opinion des parties sur la question de savoir quelles sont les marchandises similaires et quels sont les producteurs nationaux compris dans la branche de production nationale. Il ne distribue normalement pas de questionnaires et ne tient normalement pas d'audience et termine son enquête dans les 60 jours.

Si le Tribunal conclut que les éléments de preuve indiquent, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage ou un retard, ou menace de causer un dommage, il rend sa décision en ce sens et l'ASFC continue l'enquête de dumping ou de subventionnement. Si les éléments de preuve n'indiquent pas, de façon raisonnable, que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage ou un retard, ou menace de causer un dommage, le Tribunal met alors fin à l'enquête et l'ASFC met fin à l'enquête de dumping ou de subventionnement. Le Tribunal publie des motifs de sa décision dans les 15 jours suivant sa décision.

Activités relatives aux enquêtes préliminaires de dommage

Enquête préliminaire de dommage n°	PI-2007-001	PI-2007-002
Produit	Caissons sans soudure en acier au carbone ou en acier allié pour puits de pétrole et de gaz	Tubes soudés en acier au carbone
Pays	Chine	Chine
Date de la décision	12 octobre 2007	25 mars 2008
Décision	Dommage	Dommage
Participants	10	4
Pages au dossier officiel	4 953	4 993

Enquêtes préliminaires de dommage menées à terme au cours de l'exercice

Le Tribunal a mené à terme deux enquêtes préliminaires de dommage au cours de l'exercice. Il n'y avait pas d'enquêtes préliminaires de dommage en cours à la fin de l'exercice.

Enquêtes définitives de dommage

Lorsque l'ASFC rend une décision provisoire de dumping ou de subventionnement, le Tribunal ouve une enquête définitive de dommage aux termes de l'article 42 de la *LMSI*. L'ASFC peut imposer des droits provisoires sur les importations à compter de la date de la décision provisoire. L'ASFC poursuit son enquête jusqu'à ce qu'une décision définitive soit rendue à l'égard du dumping ou du subventionnement.

Comme pour une enquête préliminaire de dommage, le Tribunal essaie de s'assurer que toutes les parties intéressées sont informées de l'ouverture de l'enquête. Il fait donc publier un avis d'ouverture d'enquête dans la *Gazette du Canada* et en envoie une copie aux personnes qui, à sa connaissance, sont des parties intéressées.

Lorsqu'il mène une enquête définitive de dommage, le Tribunal demande des renseignements aux parties intéressées, reçoit des observations et tient des audiences publiques. Le personnel du Tribunal effectue des recherches poussées pour chacune des enquêtes. Le Tribunal envoie des questionnaires aux producteurs nationaux, aux importateurs, aux acheteurs et aux producteurs étrangers. Les données provenant des réponses aux questionnaires servent de fondement aux rapports du personnel, ces derniers mettant l'accent sur les facteurs dont le Tribunal doit tenir compte pour rendre des décisions concernant le dommage ou le retard, ou la menace de dommage à une branche de production nationale. Ce rapport devient une partie du dossier et est mis à la disposition des conseillers juridiques et des parties.

Les parties à la procédure peuvent défendre leur propre cause ou se faire représenter par des conseillers. Les renseignements confidentiels ou délicats d'un point de vue commercial sont protégés conformément aux dispositions de la *Loi sur le TCCE*.

Le *Règlement sur les mesures spéciales d'importation* prévoit des facteurs qui peuvent être examinés par le Tribunal lorsqu'il détermine si le dumping ou le subventionnement de marchandises a causé un dommage ou un retard, ou menace de causer un dommage à une branche de production nationale. Ces facteurs comprennent, entre autres, le volume des marchandises qui font l'objet de dumping ou de subventionnement, les effets qu'ont ces marchandises sur les prix et l'incidence des marchandises qui font l'objet de dumping ou de subventionnement sur la production, les ventes, la part du marché, les bénéfices, les emplois et l'utilisation de la capacité de production.

Le Tribunal tient une audience publique environ 90 jours après l'ouverture de l'enquête, celle-ci débutant normalement une fois que l'ASFC a rendu une décision définitive de dumping ou de subventionnement. À l'audience publique, les producteurs nationaux essaient de convaincre le Tribunal que

le dumping ou le subventionnement des marchandises a causé un dommage ou un retard, ou menace de causer un dommage à une branche de production nationale. La position des producteurs nationaux est alors contestée par les importateurs et les exportateurs. Après contre-interrogatoire par les parties et interrogation par le Tribunal, chaque partie a l'occasion de répondre aux arguments de l'autre partie et de résumer ses propres arguments. Dans de nombreuses enquêtes, le Tribunal convoque des témoins qui connaissent bien la branche de production et le marché en cause. Dans certaines circonstances, des parties peuvent demander que certaines marchandises soient exclues des effets des conclusions du Tribunal.

Le Tribunal doit rendre ses conclusions dans les 120 jours suivant la date de la décision provisoire de dumping ou de subventionnement de l'ASFC. Il dispose d'une période supplémentaire de 15 jours pour présenter un exposé des motifs à l'appui de ses conclusions. Les conclusions de dommage ou de retard, ou de menace de dommage à une branche de production nationale rendues par le Tribunal, représentent l'autorité légale pour l'imposition de droits antidumping ou compensateurs par l'ASFC.

Activités relatives aux enquêtes définitives de dommage

Enquête n°	NQ-2006-004	NQ-2007-001
Produit	Culottes jetables pour incontinence pour adulte	Caissons sans soudure en acier au carbone ou en acier allié pour puits de pétrole et de gaz
Pays	France	Chine
Date des conclusions	20 juin 2007	10 mars 2008
Conclusions	Aucun dommage	Menace de dommage
Questionnaires envoyés	52	58
Réponses aux questionnaires reçues	46	49
Participants	6	14
Pièces	300	432
Pages au dossier officiel	5 623	13 288
Jours d'audience publique	3	5
Témoins	7	16

Enquêtes définitives de dommage menées à terme au cours de l'exercice

Le Tribunal a mené à terme deux enquêtes définitives de dommage au cours de l'exercice. Il s'agissait des *Culottes jetables pour incontinence pour adulte* (NQ-2006-004) et des *Caissons sans soudure en acier ou en acier allié pour puits de pétrole et de gaz* (NQ-2007-001). En 2006, le marché canadien pour ces produits était évalué, respectivement, à 90 millions de dollars et 1,5 milliard de dollars. Les sommaires suivants ont été préparés à titre informatif et n'ont aucun statut juridique.

NQ-2006-004 — Culottes jetables pour incontinence pour adulte

Il s'agissait d'une enquête concernant des importations sous-évaluées provenant de la France.

Dans le cadre de son enquête, le Tribunal a fait parvenir des questionnaires détaillés au seul producteur national connu, à 16 des plus importants importateurs, à 4 producteurs étrangers des marchandises en question dans le pays visé et à 31 acheteurs de culottes jetables pour incontinence pour adulte. Des 52 questionnaires envoyés, 46 questionnaires remplis ont été retournés. Il y avait 6 parties à l'enquête, au cours de laquelle 7 témoins ont comparu devant le Tribunal pendant 3 jours d'audience publique. Le dossier officiel comprenait 300 pièces, pour un total de 5 623 pages de documents.

Le Tribunal a conclu que les marchandises en question avaient causé un certain dommage à la branche de production nationale sous la forme de baisse du prix et de perte de recettes de ventes. Cependant, lorsqu'il était évalué en fonction de l'ensemble de la production nationale, comme le prescrit la *LMSI*, et

compte tenu de l'analyse des autres facteurs pertinents menée par le Tribunal, tout dommage subi par la branche de production nationale causé par les importations en question n'avait pas atteint le seuil du caractère sensible. En ce qui concerne la menace de dommage, le Tribunal a conclu que, même si les importations, exprimées en pourcentage, avaient augmenté de façon importante en 2006, le volume était si petit qu'il ne constituait pas une menace. De plus, il n'était pas d'avis que les importations en question pouvaient maintenir ce taux d'augmentation, étant donné la capacité excédentaire limitée de l'exportateur en France. En outre, les prix auxquels les marchandises en question étaient importées sur le marché canadien n'auraient vraisemblablement pas eu pour effet de faire baisser ou de comprimer les prix de marchandises similaires de façon significative à l'avenir. Par conséquent, le Tribunal a conclu que les éléments de preuve n'indiquaient pas que les marchandises sous-évaluées menaçaient, d'une manière clairement prévue et imminente, de causer un dommage à la branche de production nationale.

NQ-2007-001 — Caissons sans soudure en acier ou en acier allié pour puits de pétrole et de gaz

Il s'agissait d'une enquête concernant des importations sous-évaluées et subventionnées provenant de la Chine.

Dans le cadre de son enquête, le Tribunal a fait parvenir des questionnaires détaillés aux 5 producteurs nationaux connus, à 17 des plus importants importateurs, à 11 producteurs étrangers des marchandises en question dans le pays visé et à 25 acheteurs de caissons sans soudure en acier ou en acier allié pour puits de pétrole et de gaz. Des 58 questionnaires envoyés, 49 questionnaires remplis ont été retournés. Il y avait 14 parties à l'enquête, au cours de laquelle 16 témoins ont comparu devant le Tribunal pendant 5 jours d'audience publique. Le dossier officiel comprenait 432 pièces, pour un total de 13 288 pages de documents.

Le Tribunal a premièrement déterminé que les caissons pour puits de pétrole et de gaz soudés par résistance électrique (SRE) constituaient des marchandises similaires aux caissons sans soudure pour puits de pétrole et de gaz. Le Tribunal a procédé à son analyse de dommage à partir du fait que les marchandises similaires de production nationale comprennent les caissons sans soudure pour puits de pétrole et de gaz et les caissons pour puits de pétrole et de gaz SRE.

Le Tribunal a conclu que la branche de production nationale n'avait pas subi de dommage de 2004 à 2006, mais qu'elle avait subi un dommage au cours de la période de janvier à septembre 2007, la dernière période couverte par la période visée par l'enquête du Tribunal. Toutefois, le dommage subi au cours de cette période était attribuable à un fléchissement du marché apparent et n'était pas causé par les importations visées.

Le Tribunal a ensuite examiné si les importations visées menaçaient de causer un dommage. De l'avis du Tribunal, comme le marché canadien des caissons pour puits de pétrole et de gaz s'était amélioré au cours des 18 à 24 mois suivants, celui-ci serait une destination attrayante pour des volumes croissants de marchandises en question, qui s'étaient déjà avérées être une solution de rechange acceptable aux sources nationales d'approvisionnement. L'accroissement prévu du volume des importations visées, combiné aux éléments de preuve de sous-cotation des prix due aux importations sous-évaluées et subventionnées au cours de 2006 et 2007, a convaincu le Tribunal que, en l'absence d'un droit antidumping et d'un droit compensateur, les importations visées causeraient un dommage à la branche de production nationale. Par conséquent, le Tribunal a conclu que le dumping et le subventionnement des marchandises en question menaçaient de causer un dommage à la branche de production nationale.

Enquête d'intérêt public aux termes de l'article 45 de la LMSI

À la suite de conclusions de dommage, le Tribunal avise toutes les parties intéressées que tout exposé présentant une demande d'enquête d'intérêt public doit être déposé dans les 45 jours. Il peut ouvrir, de sa propre initiative ou sur demande présentée par toute personne intéressée, une enquête d'intérêt public après avoir rendu des conclusions de dommage causé par des importations sous-évaluées ou

subventionnées. Le Tribunal peut décider, en se fondant sur des motifs raisonnables, que l'assujettissement des marchandises en cause à une partie ou au plein montant des droits prévus pourrait être contraire à l'intérêt public. Le cas échéant, il tient une enquête d'intérêt public aux termes de l'article 45 de la *LMSI*. À l'issue de l'enquête, le Tribunal peut transmettre au ministre des Finances un rapport énonçant son avis que les droits devraient être réduits ainsi que le niveau de réduction qu'il recommande.

Dans le cadre de l'enquête d'intérêt public n° PB-2006-001, *Raccords de tuyauterie en cuivre*, à la suite de ses conclusions de dommage du 19 février 2007 dans le cadre de l'enquête n° NQ-2006-002, le 14 mai 2007, le Tribunal a rendu sa décision selon laquelle il n'était pas d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables, que l'assujettissement des marchandises en question à des droits antidumping ou compensateurs ou au plein montant des droits prévus serait ou pourrait être contraire à l'intérêt public. Par conséquent, le Tribunal n'a pas entrepris une enquête d'intérêt public en la matière.

Réexamens intermédiaires

Le Tribunal peut, de sa propre initiative ou à la demande du ministre des Finances, de l'ASFC, de toute autre personne ou d'un gouvernement, procéder à un réexamen (article 76.01 de la *LMSI*). Il entreprend un réexamen intermédiaire lorsqu'il est convaincu de son bien-fondé et détermine si les conclusions ou l'ordonnance (ou un de leurs aspects) doivent être annulées ou prorogées jusqu'à leur date normale d'expiration, avec ou sans modifications.

Le réexamen intermédiaire peut être justifié lorsqu'il existe une indication raisonnable de l'existence de changements ou faits postérieurs au prononcé de l'ordonnance ou des conclusions ou d'un changement des circonstances qui ont mené à l'ordonnance ou aux conclusions initiales. Par exemple, depuis le prononcé de l'ordonnance ou des conclusions, la branche de production nationale peut avoir mis fin à la production de marchandises similaires ou des subventions étrangères peuvent avoir été éliminées. Le bien-fondé d'un réexamen intermédiaire peut aussi s'appuyer sur des faits qui, bien que réels, ne pouvaient être connus lors du prononcé de l'ordonnance ou des conclusions par l'exercice d'une diligence raisonnable.

Activités relatives aux réexamens intermédiaires

Réexamen intermédiaire n°	RD-2006-005	RD-2006-006
Produit	Pièces d'attache	Raccords filetés de tuyaux en acier au carbone, manchons filetés et raccords d'adaptateur
Pays	Chine et Taipei chinois	Chine
Date de l'ordonnance	11 mai 2007	8 juin 2007
Ordonnance	Conclusions prorogées	Conclusions modifiées
Participants	7	3
Pièces	61	36
Pages au dossier officiel	473	284

Réexamens intermédiaires menés à terme au cours de l'exercice

Le Tribunal a mené à terme deux demandes de réexamens intermédiaires pendant l'exercice.

Dans le cadre du réexamen intermédiaire n° RD-2006-005, *Pièces d'attache*, il y avait 7 parties. Le dossier officiel comprenait 61 pièces, pour un total de 473 pages de documents.

Dans le cadre du réexamen intermédiaire, il s'agissait d'une demande d'exclusion de certaines vis. Le 11 mai 2007, le Tribunal a déterminé que l'exclusion des vis en question causerait un dommage à la branche de production nationale. Par conséquent, la demande d'exclusion n'a pas été accueillie.

Dans le cadre du réexamen intermédiaire n° RD-2006-006, *Raccords filetés de tuyaux en acier au carbone, manchons filetés et raccords d'adaptateur*, il y avait 3 parties. Le dossier officiel comprenait 36 pièces, pour un total de 284 pages de documents.

Dans le cadre du réexamen intermédiaire, il s'agissait d'une demande d'annulation des conclusions concernant les raccords filetés de tuyaux et les manchons filetés. Le 3 mai 2007, le Tribunal a déterminé qu'un réexamen intermédiaire n'était pas justifié par rapport aux raccords filetés mais qu'un réexamen intermédiaire était justifié par rapport aux manchons filetés. Le 8 juin 2007, le Tribunal a déterminé que, en l'absence d'une production nationale de manchons filetés, la demande d'exclusion pour les manchons filetés pouvait être accueillie sans causer de dommage. Le Tribunal a modifié ses conclusions, rendues le 16 juillet 2003 dans le cadre de l'enquête n° NQ-2002-004, afin d'exclure les manchons filetés.

Expirations

Le paragraphe 76.03(1) de la *LMSI* prévoit qu'une ordonnance ou des conclusions sont annulées après cinq ans, à moins qu'un réexamen relatif à l'expiration ne soit entrepris. Le secrétaire publie dans la *Gazette du Canada*, au plus tard 10 mois avant la date d'expiration de l'ordonnance ou des conclusions, un avis d'expiration. L'avis invite les personnes et les gouvernements à présenter des observations sur la question de savoir si l'ordonnance ou les conclusions doivent faire l'objet d'un réexamen et précise les points sur lesquels le mémoire doit porter.

Activités relatives aux expirations

Expiration n°	LE-2006-003	LE-2007-001	LE-2007-002	LE-2007-003	LE-2007-004
Produit	Tôles d'acier au carbone laminées à chaud	Xanthates	Raccords filetés de tuyaux en acier au carbone et raccords d'adaptateur	Tubes structuraux	Tôles d'acier au carbone et tôles d'acier allié résistant à faible teneur, laminées à chaud
Pays	Chine, Afrique du Sud et Russie	Chine	Chine	Corée, Afrique du Sud et Turquie	Bulgarie, République tchèque et Roumanie
Date de l'ordonnance/l'avis de réexamen relatif à l'expiration	25 avril 2007	20 juin 2007	31 octobre 2007		
Décision	Réexamen relatif à l'expiration ouvert	Réexamen relatif à l'expiration ouvert	Réexamen relatif à l'expiration ouvert	En cours	En cours
Participants	7	3	1		
Pages au dossier officiel	329	696	108		

En 2007-2008, le Tribunal a décidé qu'il y avait lieu d'ouvrir des réexamens relatifs à l'expiration dans trois causes.

Après examen des exposés de parties intéressées, le Tribunal était d'avis que des réexamens relatifs à l'expiration étaient justifiés et a ouvert le réexamen relatif à l'expiration n° RR-2007-001 concernant les *Tôles d'acier au carbone laminées à chaud*, le réexamen relatif à l'expiration n° RR-2007-002 concernant les *Xanthates* et le réexamen relatif à l'expiration n° RR-2007-003 concernant les *Raccords filetés de tuyaux en acier au carbone et raccords d'adaptateur*.

L'examen de l'expiration n° LE-2007-003, *Tubes structuraux*, et de l'expiration n° LE-2007-004, *Tôles d'acier au carbone et tôles d'acier allié résistant à faible teneur, laminées à chaud*, était en cours à la fin de l'exercice.

Réexamens relatifs à l'expiration

Si une demande de réexamen est présentée et que le Tribunal est convaincu de son bien-fondé, le Tribunal procède à un tel réexamen. Lorsqu'il décide de procéder au réexamen, il fait publier un avis de réexamen et avise l'ASFC de sa décision. L'avis de réexamen relatif à l'expiration est publié dans la *Gazette du Canada* et une copie est envoyée à toutes les parties intéressées connues. Si le Tribunal détermine qu'il n'est pas convaincu du bien-fondé de procéder à un réexamen relatif à l'expiration, il rendra une ordonnance et les motifs de sa décision.

L'objet d'un réexamen relatif à l'expiration est de déterminer si les droits antidumping ou compensateurs sont toujours nécessaires. Le réexamen relatif à l'expiration comporte deux étapes. La première étape est l'enquête de l'ASFC pour décider si l'expiration de l'ordonnance ou des conclusions causera vraisemblablement la poursuite ou la reprise du dumping ou du subventionnement. Si l'ASFC décide qu'une telle poursuite ou reprise est vraisemblable à l'égard de certaines marchandises, la deuxième étape commence, à savoir l'enquête du Tribunal pour décider si l'expiration des conclusions causera vraisemblablement un dommage ou un retard. Dans le cas où l'ASFC détermine, à l'égard de certaines des marchandises, qu'un tel dommage ou retard ne sera vraisemblablement pas causé, le Tribunal ne tient pas compte de ces marchandises dans sa décision subséquente sur la probabilité d'un dommage et rend une ordonnance en vue d'annuler l'ordonnance ou les conclusions à leur égard.

La procédure du réexamen relatif à l'expiration est semblable à celle de l'enquête définitive de dommage.

À la fin du réexamen relatif à l'expiration, le Tribunal rend une ordonnance avec motifs à l'appui, annulant ou prorogeant l'ordonnance ou les conclusions avec ou sans modification. Dans le cas où le Tribunal les proroge, les conclusions ou l'ordonnance sont en vigueur pour une période supplémentaire de cinq ans, à moins qu'un réexamen intermédiaire ne soit entrepris et que les conclusions ou l'ordonnance ne soient annulées. Si les conclusions ou l'ordonnance sont annulées, les droits antidumping ou compensateurs ne sont plus prélevés sur les importations.

Activités relatives aux réexamens relatifs à l'expiration

Réexamen n°	RR-2006-001	RR-2007-001	RR-2007-002	RR-2007-003
Produit	Bicyclettes et cadres de bicyclettes	Tôles d'acier au carbone laminées à chaud	Xanthates	Raccords filetés de tuyaux en acier au carbone et raccords d'adaptateur
Pays	Taipei chinois et Chine	Chine, Afrique du Sud et Russie	Chine	Chine
Date de l'ordonnance	10 décembre 2007	9 janvier 2008	3 mars 2008	
Ordonnance	Ordonnance prorogée à l'égard des bicyclettes Ordonnance annulée à l'égard des cadres de bicyclettes	Ordonnance prorogée à l'égard de la Chine Ordonnance annulée à l'égard de l'Afrique du Sud et de la Russie	Conclusions annulées	En cours
Questionnaires envoyés[1]	334	61	56	
Réponses aux questionnaires reçues[2]	47	14	10	
Participants	12	4	3	
Pièces	495	247	158	
Pages au dossier officiel	22 358	9 892	3 130	
Jours d'audience publique	4	3	2	
Témoins	15	7	8	

1. Les questionnaires dans le cadre d'un réexamen relatif à l'expiration sont envoyés aux sociétés qui figurent sur une liste exhaustive des producteurs nationaux connus et à tous les importateurs et exportateurs éventuels et sont utilisés par l'ASFC et le Tribunal.
2. Comme pour les enquêtes définitives de dommage, le Tribunal assure le suivi des réponses aux questionnaires provenant de tous les producteurs nationaux connus et des plus importants importateurs qui, en général, représentent au moins 80 p. 100 des importations en question au cours de la période de réexamen.

Réexamens relatifs à l'expiration menés à terme au cours de l'exercice

Pendant l'exercice, le Tribunal a mené à terme trois réexamens relatifs à l'expiration.

RR-2006-001 — Bicyclettes et cadres de bicyclettes

Dans le cadre de son enquête, le Tribunal a fait parvenir des questionnaires détaillés aux 8 producteurs nationaux connus, à 167 des plus importants importateurs et à 159 producteurs étrangers des marchandises en question dans les pays visés. Des 334 questionnaires envoyés, 47 questionnaires remplis ont été retournés. Il y avait 12 e parties à l'enquête, au cours de laquelle 15 témoins ont comparu devant le Tribunal pendant 4 jours d'audience publique. Le dossier officiel comprenait 495 pièces, pour un total de 22 358 pages de documents.

Le 10 décembre 2007, le Tribunal a prorogé son ordonnance rendue le 9 décembre 2002 dans le cadre du réexamen relatif à l'expiration n° RR-2002-001 concernant les bicyclettes assemblées ou démontées, avec des roues d'un diamètre de 16 pouces (40,64 cm) et plus, originaires ou exportées du Taipei chinois et de la Chine, à l'exclusion des bicyclettes dont le prix de vente FAB Taipei chinois ou Chine est supérieur à 225 $CAN et à l'exclusion des bicyclettes avec cadres et potences pliables, et a annulé son ordonnance concernant tous les cadres de bicyclettes originaires ou exportés du Taipei chinois et de la Chine.

RR-2007-001 — Tôles d'acier au carbone laminées à chaud

Dans le cadre de son enquête, le Tribunal a fait parvenir des questionnaires détaillés aux 2 producteurs nationaux connus, à 13 des plus importants importateurs et à 46 producteurs étrangers des marchandises en question dans les pays visés. Des 61 questionnaires envoyés, 14 questionnaires remplis ont été retournés. Il y avait 4 parties à l'enquête, au cours de laquelle 7 témoins ont comparu devant le Tribunal pendant 3 jours d'audience publique. Le dossier officiel comprenait 247 pièces, pour un total de 9 892 pages de documents.

Le 9 janvier 2008, le Tribunal a prorogé son ordonnance rendue le 10 janvier 2003 dans le cadre du réexamen relatif à l'expiration n° RR-2001-006 concernant les tôles d'acier au carbone laminées à chaud originaires ou exportées de la Chine et a annulé son ordonnance concernant les tôles d'acier au carbone laminées à chaud originaires ou exportées de l'Afrique du Sud et de la Russie.

RR-2007-002 — Xanthates

Dans le cadre de son enquête, le Tribunal a fait parvenir des questionnaires détaillés au seul producteur national connu, à 17 des plus importants importateurs et à 38 producteurs étrangers des marchandises en question dans le pays visé. Des 56 questionnaires envoyés, 10 questionnaires remplis ont été retournés. Il y avait 3 parties à l'enquête, au cours de laquelle 8 témoins ont comparu devant le Tribunal pendant 2 jours d'audience publique. Le dossier officiel comprenait 158 pièces, pour un total de 3 130 pages de documents.

Le 3 mars 2008, le Tribunal a annulé ses conclusions rendues le 4 mars 2003 dans le cadre de l'enquête n° NQ-2002-003 concernant les xanthates sous-évalués provenant de la Chine.

Réexamens relatifs à l'expiration en cours à la fin de l'exercice

Un réexamen relatif à l'expiration était en cours à la fin de l'exercice.

RR-2007-003 — Raccords filetés de tuyaux en acier au carbone et raccords d'adaptateur

Il s'agit d'un réexamen des conclusions rendues 16 juillet 2003 dans le cadre de l'enquête n° NQ-2002-004, modifiées le 8 juin 2007 dans le cadre du réexamen intermédiaire n° RD-2006-006, concernant les raccords filetés de tuyaux en acier au carbone et raccords d'adaptateur.

Réexamen judiciaire ou révision par un groupe spécial des décisions rendues en vertu de la LMSI

En ce qui concerne l'enquête n° NQ-2004-005, *Pièces d'attache*, le 21 mars 2006, la Cour d'appel fédérale a renvoyé la décision du Tribunal qui rejetait les demandes d'exclusion de produits présentées par GRK Fasteners relativement à des vis en acier inoxydable brevetés. Le 26 septembre 2006, dans le cadre de l'enquête n° NQ-2004-005R, le Tribunal a conclu qu'accorder les exclusions menacerait de causer un dommage à la branche de production nationale et, par conséquent, a rejeté les demandes. Le 25 octobre 2006, GRK Fasteners a interjeté appel de la décision du Tribunal dans le cadre de l'enquête n° NQ-2004-005R devant la Cour d'appel fédérale.

En ce qui concerne l'enquête n° NQ-2005-001, *Maïs-grain à l'état brut*, le 5 juin 2007, la Cour d'appel fédérale a rejeté la demande déposée par l'Association de producteurs de maïs de l'Ontario, la Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec et la Manitoba Corn Growers Association, Inc.

Décisions rendues par le Tribunal aux termes de l'article 43, 44 ou 76 de la *LMSI* qui ont fait l'objet d'un réexamen judiciaire à la Cour d'appel fédérale

Cause n°	Produit	Pays d'origine	Dossier n°/état
NQ-2004-005R	Pièces d'attache	Chine et Taipei chinois	A—468—06
NQ-2005-001	Maïs-grain à l'état brut	États-Unis	A—267—06 Demande rejetée (5 juin 2007)

Nota : Le Tribunal a fait des efforts valables pour s'assurer que l'information indiquée ci-dessus était complète. Néanmoins, puisque le Tribunal ne participe pas toujours aux appels interjetés auprès de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale, il ne peut affirmer que la liste contient toutes les décisions du Tribunal portées en appel devant la Cour d'appel fédérale et la Cour fédérale.

Aide internationale

Puisqu'il fait partie des mécanismes de recours commerciaux du Canada, le Tribunal fournit souvent de l'aide à des pays qui cherchent à établir des systèmes de recours commerciaux ou à des pays qui négocient en vue de devenir membres de l'OMC. Le Tribunal participe aussi à des échanges techniques avec d'autres organismes antidumping. En 2007-2008, le Tribunal a accueilli une délégation de la Chine. De plus, certains membres et employés du Tribunal ont offert de la formation en Chine.

Présentations et échanges techniques par les membres et le personnel

Les membres et le personnel du Tribunal sont aussi invités à faire des présentations devant divers organismes internationaux, juridiques et administratifs. En 2007-2008, certains membres et employés ont fait des présentations devant l'Association du Barreau canadien, lors du congrès annuel de la Foundation of Administrative Justice, devant le Government Accountability Office aux États-Unis, devant le Seoul International Forum on Trade Remedies, devant l'Organisation mondiale du commerce (réunions du Groupe technique) et devant des étudiants de l'Université d'Ottawa inscrits au programme de MBA.

Conclusions et ordonnances aux termes de la LMSI en vigueur au 31 mars 2008

Réexamen n° ou enquête n°	Date de la décision	Produit	Pays	Numéro de la décision connexe et date
NQ-2002-004	16 juillet 2003	Raccords filetés de tuyaux en acier au carbone, manchons filetés et raccords d'adaptateur	Chine	
NQ-2003-001	23 décembre 2003	Tubes structuraux	Corée, Afrique du Sud et Turquie	
NQ-2003-002	9 janvier 2004	Tôles d'acier au carbone et tôles d'acier allié résistant à faible teneur, laminées à chaud	Bulgarie, République tchèque et Roumanie	
NQ-2003-003	18 juin 2004	Stores vénitiens et lamelles en bois	Chine et Mexique	
NQ-2004-001	30 juillet 2004	Fils en acier inoxydable	Corée, Suisse, États-Unis et Inde	
NQ-2004-005	7 janvier 2005	Pièces d'attache	Chine et Taipei chinois	
NQ-2004-006	16 juin 2005	Planchers laminés	Chine et France	
NQ-2006-002	19 février 2007	Raccords de tuyauterie en cuivre	États-Unis, Corée et Chine	
NQ-2007-001	10 mars 2008	Caissons sans soudure en acier au carbone ou en acier allié pour puits de pétrole et de gaz	Chine	
RR-2004-006	12 septembre 2005	Pommes de terre entières	États-Unis	RR-99-005 (13 septembre 2000) RR-94-007 (14 septembre 1995) RR-89-010 (14 septembre 1990) CIT-16-85 (18 avril 1986) ADT-4-84 (4 juin 1984)
RR-2004-007	2 novembre 2005	Sucre raffiné	États-Unis, Danemark, Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni et Union européenne	RR-99-006 (3 novembre 2000) NQ-95-002 (6 novembre 1995)
RR-2004-008	7 décembre 2005	Chaussures et semelles extérieures étanches	Chine	NQ-2000-004 (8 décembre 2000)
RR-2005-002	16 août 2006	Feuillards et tôles plats en acier au carbone et en acier allié, laminés à chaud	Brésil, Chine, Taipei chinois, Inde, Afrique du Sud et Ukraine	NQ-2001-001 (17 août 2001)
RR-2006-001	10 décembre 2007	Bicyclettes et cadres de bicyclettes	Taipei chinois et Chine	RR-2002-001 (9 décembre 2002) RR-97-003 (10 décembre 1997) NQ-92-002 (11 décembre 1992)
RR-2007-001	9 janvier 2008	Tôles d'acier au carbone laminées à chaud	Chine, Afrique du Sud et Russie	RR-2001-006 (10 janvier 2003) NQ-97-001 (27 octobre 1997)

Nota : Pour obtenir la description précise d'un produit, se reporter aux conclusions ou à l'ordonnance les plus récentes disponibles au www.tcce-citt.gc.ca..

CHAPITRE IV

EXAMEN DES MARCHÉS PUBLICS

Introduction

Les fournisseurs potentiels, qui estiment ne pas avoir été traités équitablement au cours d'un appel d'offres visé par l'*ALÉNA*, l'*ACI* ou l'*AMP*, peuvent déposer une plainte officielle auprès du Tribunal. Ils sont encouragés cependant à résoudre, dans un premier temps, la question avec l'institution fédérale responsable du marché.

Le rôle du Tribunal est de déterminer si l'institution fédérale responsable du marché a suivi la procédure de passation des marchés et les autres exigences énoncées dans l'*ALÉNA*, l'*ACI* et l'*AMP*.

Une fois la plainte déposée, le Tribunal l'examine en fonction des critères établis à cet effet. Si la plainte présente des lacunes, la partie plaignante est invitée à les corriger dans le délai prescrit. Si le Tribunal décide d'effectuer une enquête, il envoie à l'institution fédérale et à toutes les autres parties intéressées un avis de plainte officiel et une copie de la plainte. L'avis officiel est également publié sur MERX et dans la *Gazette du Canada*. Si le contrat en cause n'a pas encore été adjugé, le Tribunal peut ordonner à l'institution fédérale d'en reporter l'adjudication en attendant qu'il ait statué sur la plainte.

Après avoir reçu une copie de la plainte, l'institution fédérale compétente dépose une réponse intitulée le Rapport de l'institution fédérale. Une copie de la réponse est envoyée à la partie plaignante et à tout intervenant, qui ont la possibilité de présenter leurs observations. Le Tribunal transmet ces observations à l'institution fédérale et aux autres parties à l'enquête.

Des copies de tout autre exposé ou rapport préparé aux fins de l'enquête sont également envoyées aux parties afin d'obtenir leurs commentaires. Lorsque cette étape de l'enquête est terminée, le Tribunal étudie les renseignements recueillis et décide s'il y a lieu de tenir une audience.

Le Tribunal décide ensuite si la plainte est fondée ou non. Si la plainte est jugée fondée, le Tribunal peut recommander des recours tels qu'un nouvel appel d'offres, une réévaluation des soumissions ou un versement d'une indemnité. L'institution fédérale, ainsi que les autres parties et personnes intéressées, est avisée de la décision du Tribunal. Les recommandations que le Tribunal fait dans sa décision doivent, en vertu de la loi, être mises en œuvre dans toute la mesure du possible. Le Tribunal peut aussi accorder à la partie plaignante ou à l'intimé le remboursement des frais raisonnables engagés, selon la nature et les circonstances de l'affaire.

Plaintes portant sur un marché public

Sommaire des activités

	2006-2007	2007-2008
Nombre de plaintes		
Reportées du dernier exercice	7	8
Reçues au cours de l'exercice	53	95
Décisions renvoyées	1	1
Total	**61**	**104**
Plaintes réglées		
Retirées ou réglées entre les parties	3	4
Abandonnées pendant le dépôt	-	1
Total partiel	**3**	**5**
Pas d'enquête		
Absence de compétence	6	3
Dépôts tardifs ou incorrects	7	10
Aucun fondement valable/aucune indication d'une infraction/plainte prématurée	14	45
Total partiel	**27**	**58**
Résultats des enquêtes		
Plaintes rejetées	3	2
Plaintes non fondées	6	6
Plaintes fondées ou fondées en partie	13[1]	13
Décisions renvoyées	1	1
Enquêtes annulées	0	1
Total partiel	**23**[1]	**23**
En suspens à la fin de l'exercice	**8**[1]	**18**

1. Chiffres redressés à cause d'une erreur de déclaration dans le rapport annuel de 2006-2007.

En 2007-2008, TPSGC a adjugé environ 17 200 contrats ayant une valeur se situant entre 25 000 $ et 400 millions de dollars, pour une valeur totale de 8,8 milliards de dollars. Les 95 plaintes reçues au cours de l'exercice visaient 91 contrats différents, ce qui représente environ 0,6 p. 100 du nombre total des contrats adjugés par TPSGC en 2007-2008.

Sommaire de décisions choisies

Au cours de l'exercice, le Tribunal a rendu 23 décisions présentant ses conclusions et recommandations. Dans 13 de ces 23 décisions, il a été déterminé que la plainte était fondée ou fondée en partie. Dix-huit plaintes étaient toujours à l'étude à la fin de l'exercice. Ces activités sont résumées dans le tableau qui figure à la fin du présent chapitre.

Parmi les affaires qui ont fait l'objet d'enquêtes dans le cadre des fonctions du Tribunal relatives à l'examen des marchés publics, certaines décisions ont été marquantes du fait de leur importance juridique. Des sommaires de ces causes sont compris ci-dessous. Ces sommaires ont été préparés à titre d'information et n'ont aucun statut juridique.

PR-2007-009 — Information Builders (Canada) Inc.

Le Tribunal a étudié cette cause sur la foi des exposés écrits. Il y avait 3 parties à l'enquête. Le dossier officiel comprenait 42 pièces.

Il s'agissait d'une plainte déposée par Information Builders (Canada) Inc. (IBI) à l'égard d'un marché passé par TPSGC au nom du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien pour la fourniture d'un logiciel d'exploitation des données. IBI alléguait que le recours à une procédure d'appel d'offres limité avait enfreint les accords commerciaux. IBI a soutenu que TPSGC avait, d'une manière irrégulière, écarté des renseignements qu'elle avait fournis dans sa contestation du Préavis d'adjudication de contrat.

Le Tribunal était convaincu que TPSGC, dans un premier temps, avait pris en compte la contestation d'IBI, puisqu'il avait accusé réception de la contestation et avait amorcé un dialogue avec le fournisseur. Toutefois, selon le Tribunal, ce dialogue s'était révélé insuffisant en bout de ligne et avait mené à la violation du droit à l'équité procédurale à IBI. Étant donné que les motifs valables pour fonder le recours par l'institution fédérale aux procédures d'appel d'offres limité sont étroitement définis dans les accords commerciaux, le Tribunal était d'avis que le seuil pour avoir gain de cause lors d'une contestation de ce genre devait être plutôt bas.

Le Tribunal a conclu que l'affirmation d'IBI selon laquelle elle pouvait offrir une solution de rechange était suffisamment convaincante pour exiger sa prise en considération dans un environnement de concurrence. À ce titre, le Tribunal a déterminé que la plainte d'IBI était fondée et a recommandé que TPSGC applique, conformément aux accords commerciaux pertinents, une procédure de marché public concurrentielle à l'égard du besoin visé par la présente plainte. Si, à la suite de la tenue d'une procédure de marché public concurrentielle, le contrat était accordé à un fournisseur autre que Cognos Inc., le Tribunal a aussi recommandé que le contrat de Cognos Inc. en vigueur soit résilié et qu'un nouveau contrat soit octroyé. Des frais ont été accordés à IBI.

PR-2007-011 — Surespan Construction Ltd.

Le Tribunal a étudié cette cause sur la foi des exposés écrits. Le dossier officiel comprenait quatre pièces.

Il s'agissait d'une plainte déposée par Surespan Construction Ltd. (Surespan) à l'égard d'un marché passé par TPSGC pour la prestation de services de construction. Surespan alléguait que TPSGC 'avait, à tort, rejeté sa proposition car la page couverture de l'invitation à soumissionner n'avait pas été signée. Surespan soutenait que ce n'était pas un critère obligatoire ou, si ce l'était, que l'omission de signer était une omission sans importance qui ne rendait pas sa proposition non conforme.

Le Tribunal a examiné l'exposé de Surespan et n'y a trouvé aucune indication raisonnable que l'exigence n'était pas obligatoire ou que Surespan satisfaisait à cette exigence ailleurs dans sa proposition. Par conséquent, le Tribunal était d'avis que la plainte ne démontrait pas que TPSGC n'avait pas respecté les modalités de l'invitation à soumissionner lorsqu'il avait déclaré que la proposition de Surespan était non conforme. À ce titre, le Tribunal a conclu que la plainte de Surespan ne donnait aucune indication raisonnable que la passation du marché n'avait pas été faite conformément aux accords commerciaux et a décidé de ne pas enquêter sur la plainte.

La décision du Tribunal a été contestée devant la Cour d'appel fédérale. La contestation a été rejetée.

PR-2007-053 et PR-2007-054 — Serco Facilities Management Inc.

Le Tribunal a étudié ces causes sur la foi des exposés écrits. Il y avait 2 parties à l'enquête. Le dossier officiel comprenait 42 pièces.

Il s'agissait de deux plaintes déposées par Serco Facilities Management Inc. (Serco) à l'égard de marchés publics passés par Construction de Défense Canada (CDC) pour la prestation de services de construction au nom du ministère de la Défense nationale. Serco soutenait que sa proposition avait été rejetée car CDC avait appliqué après le fait des critères qui n'avaient pas été publiés dans les documents d'invitation.

Le Tribunal était d'avis que, puisque Serco avait participé à la préparation des invitations en question et qu'on s'attendait qu'elle joue un rôle de supervision dans l'administration des contrats, CDC avait une raison fondée d'exclure Serco à titre de soumissionnaire potentiel, car ceci aurait suscité, à tout le moins, une crainte raisonnable de partialité chez CDC au moment de l'évaluation des soumissions. Cependant, CDC ne s'était pas conformée à la bonne procédure pour ce faire, puisque les documents d'invitation ne renfermaient aucune disposition particulière précisant qu'une entreprise dans la situation de Serco ne pouvait être le soumissionnaire retenu. Étant une entité gouvernementale assujettie à l'*ACI*, CDC est tenue de se conformer aux exigences de l'*ACI* à l'intention de tous les soumissionnaires, y compris Serco.

Le Tribunal a conclu que la décision de CDC d'exclure Serco était fondée sur des critères qui n'étaient pas clairement indiqués dans les documents d'invitation et, par conséquent, que les plaintes étaient fondées.

Le Tribunal a accordé à Serco le remboursement de ses frais pour le dépôt de la plainte, mais n'a recommandé aucun autre recours. La décision du Tribunal a été contestée par CDC devant la Cour d'appel fédérale. Une décision est toujours en attente.

Examen judiciaire des décisions concernant les marchés publics

Décisions portées en appel devant la Cour d'appel fédérale et/ou sur lesquelles la Cour a statué

Dossier n°	Partie plaignante au Tribunal	Demandeur devant la Cour d'appel fédérale	Dossier n°/état
PR-2004-054R	Envoy Relocation Services	Procureur général du Canada	A—243—06 Demande rejetée (3 mai 2007)
		Envoy Relocation Services	A—246—06 Demande rejetée (3 mai 2007)
PR-2006-026	Canadian North Inc.	Bradley Air Services Limited (faisant affaire sous le nom commercial de First Air)	A—110—07 Demande abandonnée (5 octobre 2007)
		Canadian North Inc.	A—95—07 Demande abandonnée (26 septembre 2007)
		Procureur général du Canada	A—106—07 Demande rejetée (20 novembre 2007)

Décisions portées en appel devant la Cour d'appel fédérale et/ou sur lesquelles la Cour a statué (suite)

Dossier n°	Partie plaignante au Tribunal	Demandeur devant la Cour d'appel fédérale	Dossier n°/état
PR-2006-031	The Access to Information Agency Inc.	The Access to Information Agency Inc.	A—184—07 Demande rejetée (18 janvier 2008)
PR-2006-035	Zenix Engineering Ltd.	Construction de Défense Canada	A—238—07 Demande rejetée (31 mars 2008)
PR-2006-039	Europe Displays, Inc.	Europe Displays, Inc.	A—88—07 Demande rejetée (12 décembre 2007)
PR-2006-045	Les Systèmes Equinox Inc.	Les Systèmes Equinox Inc.	A—128—07 Demande admise (29 janvier 2008) A—336—07
		Procureur général du Canada	A—343—07
PR-2006-050	TPG Technology Consulting Ltd.	TPG Technology Consulting Ltd.	A—193—07 Demande admise (18 septembre 2007)
PR-2007-003	Ready John Inc.	Ready John Inc.	A—247—07 Demande abandonnée (1er octobre 2007)
PR-2007-008	Northrop Grumman Overseas Services Corporation	Procureur général du Canada	A—310—07
	Northrop Grumman Overseas Services Corporation	Procureur général du Canada	A—398—07
	Northrop Grumman Overseas Services Corporation	Lockheed Martin Corporation	A—418—07
	Northrop Grumman Overseas Services Corporation	Northrop Grumman Overseas Services Corporation	A—424—07
PR-2007-010 et PR-2007-012	Bureau d'études stratégiques et techniques en économique	Bureau d'études stratégiques et techniques en économique	A—455—07
		Jean-Marc Bergevin	A—553—07 Demande rejetée (19 mars 2008)
PR-2007-011	Surespan Construction Ltd.	Surespan Construction Ltd.	A—258—07 Demande rejetée (12 février 2008)
PR-2007-025	TPG Technology Consulting Limited	TPG Technology Consulting Limited	A—518—07 Demande abandonnée (7 mars 2008)
		CGI Group Inc.	A—551—07 Demande abandonnée (13 mars 2008)
PR-2007-053 et PR-2007-054	Serco Facilities Management Inc.	Construction de Défense Canada	A—32—08
PR-2007-060	TPG Technology Consulting Limited	CGI Group Inc.	A—506—07 Demande abandonnée (13 mars 2008)
PR-2007-070	Davis Pontiac Buick GMC (Medicine Hat) Ltd.	Procureur général du Canada	A—102—08

Nota : Le Tribunal a fait des efforts valables pour s'assurer que l'information indiquée ci-dessus était complète. Néanmoins, puisque le Tribunal ne participe pas toujours aux appels interjetés auprès de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale, il ne peut affirmer que la liste contient toutes les décisions du Tribunal portées en appel devant la Cour d'appel fédérale et la Cour fédérale.

Règlement des plaintes concernant les marchés publics

Dossier n°	Partie plaignante	État/décision
PR-2006-026R	Canadian North Inc.	Plainte rejetée
PR-2006-045R	Les Systèmes Equinox Inc.	Renvoyée au Tribunal
PR-2006-031	The Access Information Agency Inc.	Décision rendue le 16 mars 2007 Plainte fondée
PR-2006-035	Zenix Engineering Ltd.	Décision rendue le 20 avril 2007 Plainte fondée
PR-2006-041	Marathon Management Company	Décision rendue le 26 avril 2007 Plainte non fondée
PR-2006-042	EDS Canada Inc.	Décision rendue le 1er mai 2007 Plainte rejetée
PR-2006-044	Chaussures Régence	Décision rendue le 26 avril 2007 Plainte non fondée
PR-2006-045	Les Systèmes Equinox Inc.	Décision rendue le 20 juin 2007 Plainte fondée
PR-2006-046	Acron Capability Engineering Inc.	Décision rendue le 10 juillet 2007 Plainte fondée
PR-2006-049	BDMK Consultants Inc.	Décision rendue le 11 juin 2007 Plainte fondée
PR-2007-001	Chaussures Régence inc.	Décision de ne pas enquêter, aucune compétence
PR-2007-002	BSI Management Systems Canada Inc.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-003	Ready John Inc.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-004	Ecosfera Inc.	Décision rendue le 11 juillet 2007 Plainte fondée
PR-2007-005	ArchiDATA Inc.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-006	PSC The Public Sector Company Limited	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-007	Valcom Consulting Group Inc.	Décision rendue le 20 juin 2007 Plainte non fondée
PR-2007-008	Northrop Grumman Overseas Services Corporation	Décision rendue le 30 août 2007 Plainte fondée en partie
PR-2007-009	Information Builders (Canada) Inc.	Décision rendue le 16 juillet 2007 Plainte fondée
PR-2007-010	Bureau d'études stratégiques et techniques en économique	Décision rendue le 5 septembre 2007 Plainte fondée
PR-2007-011	Surespan Construction Ltd.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-012	Bureau d'études stratégiques et techniques en économique	Décision rendue le 5 septembre 2007 Plainte fondée
PR-2007-013	Helicopter Engineers and Pilots Association, Canada	Décision de ne pas enquêter, aucune compétence
PR-2007-014	Script Services Corporation	Décision de ne pas enquêter, dépôt tardif
PR-2007-015	Papp Plastics & Distributing Ltd.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-016	GlaxoSmithKline Inc.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-017	Maxxam Analytics Inc.	Décision rendue le 20 septembre 2007 Plainte non fondée
PR-2007-018	Intersources (9107-6364 Québec inc.)	Plainte retirée
PR-2007-019	Inforex Inc.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-020	TPG Technology Consulting Ltd.	Décision rendue le 30 août 2007 Enquête annulée
PR-2007-021	Trust Business Systems	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-022	Mega-Technical Holdings Inc.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-023	Quantum Marine Ltd.	Décision de ne pas enquêter, dépôt tardif

Règlement des plaintes concernant les marchés publics (suite)

Dossier n°	Partie plaignante	État/décision
PR-2007-024	Les logiciels Lingua Technologies Inc.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-025	TPG Technology Consulting Limited	Décision rendue le 2 novembre 2007 Plainte fondée
PR-2007-026	1075773 Ontario Inc. faisant affaire sous le nom de ctc TrainCanada	Décision de ne pas enquêter, dépôt tardif
PR-2007-027	Mega-Technical Holdings Ltd.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-028	Papp Plastics & Distribution Limited	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-029	Quantum Marine Ltd.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-030	Serco Facilities Management Inc.	Décision de ne pas enquêter, plainte prématurée
PR-2007-031	GHK Group	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-032	Canadian Boat Works	Décision de ne pas enquêter, aucune compétence
PR-2007-033	TPG Technology Consulting Ltd.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-034	Trust Business Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-035	Trust Business Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-036	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-037	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-038	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-039	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-040	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-041	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-042	Trust Business Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-043	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-044	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-045	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-046	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-047	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-048	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-049	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-050	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-051	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-052	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-053	Serco Facilities Management Inc.	Décision rendue le 18 décembre 2007 Plainte fondée
PR-2007-054	Serco Facilities Management Inc.	Décision rendue le 18 décembre 2007 Plainte fondée
PR-2007-055	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-056	IPSS Inc.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-057	Barer Engineering International	Plainte retirée
PR-2007-058	Solartech Inc.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-059	Gear Up Motors	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-060	TPG Technology Consulting Limited	Décision rendue le 20 décembre 2007 Plainte non fondée
PR-2007-061	Tenaquip Limited	Décision rendue le 18 décembre 2007 Plainte non fondée
PR-2007-062	CB Richard Ellis Quebec Ltd. a/s de CBRE Ottawa en association avec CBRE (Global)	Plainte retirée
PR-2007-063	West Atlantic Systems	Décision de ne pas enquêter, dépôt tardif

Règlement des plaintes concernant les marchés publics (suite)

Dossier n°	Partie plaignante	État/décision
PR-2007-064	Trust Business Systems	Décision de ne pas enquêter, pas un fournisseur potentiel
PR-2007-065	CB Richard Ellis Quebec Ltd. a/s de CBRE Ottawa en association avec CBRE (Global)	Décision de ne pas enquêter, dépôt tardif
PR-2007-066	CB Richard Ellis Quebec Ltd. a/s de CBRE Ottawa en association avec CBRE (Global)	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-067	CMI Interlangues Inc.	Décision rendue le 13 février 2008 Plainte fondée
PR-2007-068	Bureau d'études stratégiques et techniques en économique	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-069	École de langues ABCE inc.	Plainte retirée
PR-2007-070	Davis Pontiac Buick GMC (Medicine Hat) Ltd.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-071	NETGEAR, Inc.	Décision de ne pas enquêter, dépôt tardif
PR-2007-072	OrthoCanada Medical Products (SVM) Orthopedic Solutions Inc.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction
PR-2007-073	Siva & Associates Inc.	Décision de ne pas enquêter, dépôt tardif
PR-2007-074	Marathon Management Company	Abandonnée après le dépôt
PR-2007-075	NETGEAR, Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-076	NETGEAR, Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-077	NETGEAR, Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-078	NETGEAR, Inc.	Plainte rejetée
PR-2007-079	Immeubles Yvan Dumais Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-080	NETGEAR, Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-081	NETGEAR, Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-082	NETGEAR, Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-083	NETGEAR, Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-084	Cifelli Systems Corporation	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-085	Sandman Signature Hotel Toronto Airport	Décision de ne pas enquêter, dépôt tardif
PR-2007-086	Electric Services Grand Centre Ltd.	Décision de ne pas enquêter, dépôt tardif
PR-2007-087	Canadian Bio Services	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-088	NETGEAR, Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-089	NETGEAR, Inc.	Décision de ne pas enquêter, dépôt tardif
PR-2007-090	NETGEAR, Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-091	NETGEAR, Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-092	NETGEAR, Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-093	NETGEAR, Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-094	NETGEAR, Inc.	Décision d'enquêter, cause en cours
PR-2007-095	Competition Composites Inc.	Décision de ne pas enquêter, aucune indication d'une infraction

CHAPITRE V

APPELS

Introduction

Le Tribunal entend les appels des décisions de l'ASFC aux termes de la *Loi sur les douanes* et de la *LMSI* ou du ministre du Revenu national aux termes de la *Loi sur la taxe d'accise*. Les appels aux termes de la *Loi sur les douanes* concernent l'origine, le classement tarifaire, la valeur en douane et le marquage de marchandises importées au Canada. Les appels aux termes de la *LMSI* concernent l'application, à des marchandises importées, de conclusions ou d'une ordonnance du Tribunal concernant le dumping ou le subventionnement et la valeur normale ou le prix à l'exportation ou le subventionnement de marchandises importées. Aux termes de la *Loi sur la taxe d'accise*, une personne peut faire appel d'une décision du ministre du Revenu national concernant une cotisation ou une détermination de la taxe de vente fédérale ou de la taxe d'accise.

Le Tribunal essaie d'être informel et accessible. Cependant, il existe certaines procédures et certains délais imposés par la loi et par les *Règles*. Par exemple, un appel est interjeté par le dépôt d'un avis par écrit ou d'une lettre d'appel auprès du secrétaire du Tribunal dans le délai prévu par la loi aux termes de laquelle l'appel est interjeté.

Règles

Conformément aux *Règles*, la personne qui interjette appel (l'appelante) dispose habituellement de 60 jours pour déposer auprès du Tribunal un document appelé « mémoire ». En règle générale, le mémoire indique la loi aux termes de laquelle l'appel est interjeté, décrit les marchandises en cause et les points en litige entre l'appelante et le ministre du Revenu national ou l'ASFC (l'intimé) et les motifs pour lesquels l'appelante croit que la décision de l'intimé est incorrecte. Une copie du mémoire doit également être remise à l'intimé.

L'intimé doit aussi respecter des délais et suivre une procédure établie. Habituellement, dans les 60 jours qui suivent la réception du mémoire de l'appelante, l'intimé doit remettre au Tribunal et à l'appelante un mémoire dans lequel la position de l'intimé est énoncée. Le secrétaire du Tribunal communique ensuite avec les deux parties pour fixer la date d'audience. Les audiences se déroulent habituellement en public, devant des membres du Tribunal. Le Tribunal fait paraître un avis d'audience dans la *Gazette du Canada* afin de permettre aux autres personnes intéressées d'y assister. Selon la complexité des questions en litige et du précédent susceptible d'en découler, les appels seront entendus par un ou trois membres. Des personnes peuvent intervenir dans un appel en indiquant la nature de leur intérêt dans l'appel et la raison pour l'intervention et comment elles peuvent aider le Tribunal à résoudre l'appel.

Audiences

Une personne peut défendre sa propre cause devant le Tribunal ou se faire représenter par un conseiller juridique. L'intimé est généralement représenté par un conseiller juridique du ministère de la Justice.

La procédure à suivre au cours de l'audience a été établie de sorte que l'appelante et l'intimé puissent tous deux avoir l'occasion de présenter leurs arguments. Elle permet également au Tribunal d'obtenir les renseignements les plus justes pour prendre une décision. Tout comme dans une cour, l'appelante et l'intimé peuvent citer des témoins à comparaître, et ces témoins répondent, sous la foi du serment ou d'une affirmation solennelle, aux questions que leur posent la partie adverse ou les membres du Tribunal pour vérifier la validité de leur témoignage. Une fois tous les éléments de preuve présentés, les parties peuvent invoquer des arguments à l'appui de leur position respective.

Le Tribunal, de sa propre initiative ou à la demande de l'appelante ou l'intimé, peut décider de tenir une audience sur la foi d'exposés écrits. Dans un tel cas, il publie un avis d'audience dans la *Gazette du Canada* afin de permettre aux autres personnes intéressées d'y participer.

Habituellement, le Tribunal rend une décision motivée sur les questions en litige dans les 120 jours suivant l'audience.

Si l'appelante, l'intimé ou un intervenant n'est pas d'accord avec la décision du Tribunal, il peut porter celle-ci en appel devant la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale.

Prorogation de délais

Aux termes de l'article 60.2 de la *Loi sur les douanes*, une personne peut présenter au Tribunal une demande de prorogation du délai de présentation d'une demande de réexamen ou de révision au président de l'ASFC. Le Tribunal peut faire droit à une telle demande soit après le rejet de la demande de réexamen en vertu de l'article 60.1 par le président, soit à l'expiration d'un délai de 90 jours suivant la présentation de la demande, si le président n'a pas avisé cette personne de sa décision. Aux termes de l'article 67.1, une personne peut présenter au Tribunal une demande de prorogation du délai pour interjeter appel auprès du Tribunal. Au cours de l'exercice, le Tribunal a rendu quatre ordonnances en vertu de la *Loi sur les douanes*, dans desquelles il a accordé une prorogation. Aucune demande en vertu de la *Loi sur les douanes* n'était en suspens à la fin de l'exercice.

Aux termes de l'article 81.32 de la *Loi sur la taxe d'accise*, une personne peut présenter au Tribunal une demande de prorogation du délai pour signifier un avis d'opposition au ministre du Revenu national en vertu de l'article 81.15 ou 81.17 ou pour interjeter appel auprès du Tribunal en vertu de l'article 81.19. Au cours de l'exercice, le Tribunal a rendu une ordonnance en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise* accordant une prorogation. Aucune demande en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise* n'était en suspens à la fin de l'exercice.

Causes examinées

Au cours de l'exercice, le Tribunal a entendu 25 appels, dont 23 aux termes de la *Loi sur les douanes* et 2 aux termes de la *Loi sur la taxe d'accise*.

Des décisions relatives à 23 causes ont été publiées, dont une décision qui avait été renvoyée au Tribunal par la Cour d'appel fédérale.

Décisions relatives aux causes

Loi	Admis	Admis en partie	Rejeté	Total
Loi sur les douanes	7	1	13	21
Loi sur la taxe d'accise	-	-	2	2

Décisions relatives aux appels rendues au cours de l'exercice

Appel n°	Appelante	Date de la décision	Décision
Loi sur les douanes			
AP-2006-002	Western RV Coach Inc.	23 avril 2007	Appel rejeté
AP-2006-022	N.C. Cameron & Sons Ltd.	14 juin 2007	Appel rejeté
AP-2005-041	IPSCO Inc.	21 juin 2007	Appel rejeté
AP-2006-034	Tai Lung (Canada) Ltd.	25 juillet 2007	Appel admis
AP-2006-042	New Asia (Brampton) Food Centre (2002) Inc.	31 juillet 2007	Appel admis
AP-2006-035	Tiffany Woodworth	11 septembre 2007	Appel rejeté
AP-2006-050	Eric Shenker	17 septembre 2007	Appel rejeté
AP-2006-005	MRP Retail Inc.	27 septembre 2007	Appel admis
AP-2006-016 et AP-2006-018	Pelco Worldwide Headquarters	27 septembre 2007	Appels rejetés
AP-2005-035	Panasonic Canada Inc.	19 octobre 2007	Appel rejeté
AP-2006-038	La Société Canadian Tire Limitée	2 novembre 2007	Appel admis
AP-2006-004	Groupe Cabico Inc.	21 novembre 2007	Appel admis
AP-2006-041	La Société Canadian Tire Limitée	29 novembre 2007	Appel rejeté
AP-2006-052	Scott Arthur	30 janvier 2008	Appel rejeté
AP-2006-057	Allen Zerr	30 janvier 2008	Appel rejeté
AP-2006-059	Terry Shannon	30 janvier 2008	Appel rejeté
AP-2004-018R	Outils Gladu Inc.	12 février 2008	Appel admis en partie
AP-2006-048	The Pampered Chef, Canada Corporation	13 février 2008	Appel admis
AP-2006-033	Rona Corporation Inc.	29 février 2008	Appel admis
AP-2006-053	Les Industries Spectra/Premium Inc.	26 mars 2008	Appel rejeté
Loi sur la taxe d'accise			
AP-2006-036 et AP-2006-037	Location Robert Ltée et Transport Robert (1973) Ltée	13 février 2008	Appels rejetés

Sommaire de décisions choisies

Des nombreuses causes entendues par le Tribunal dans le cadre de ses fonctions d'appel, plusieurs décisions se distinguent, que ce soit par la nature particulière du produit en cause ou par la portée juridique de la cause. On trouvera ci-après des sommaires d'un échantillon représentatif de telles décisions, deux appels ayant été entendus aux termes de la *Loi sur les douanes* et l'autre aux termes de la *Loi sur la taxe d'accise*. Ces sommaires ont été préparés uniquement à titre informatif et n'ont aucun statut juridique.

AP-2006-002 — *Western RV Coach Inc. c. Président de l'Agence des services frontaliers du Canada*

Dans le cadre de son processus d'appel, le Tribunal a tenu une audience publique d'un jour. Il y avait 2 parties à l'appel et un témoin a comparu devant le Tribunal. Le dossier officiel comprenait 49 pièces.

Le présent appel a été interjeté aux termes du paragraphe 67(1) de la *Loi sur les douanes* à l'égard d'une décision rendue par le président de l'Agence des services frontaliers du Canada. Les deux questions en litige dans le présent appel consistaient à déterminer si une autocaravane Royale Coach 1995 d'occasion (la marchandise en cause), importée par Western RV Coach Inc. (Western) en provenance des États-Unis, avait droit au traitement tarifaire préférentiel en vertu de l'*ALÉNA* et à déterminer si les mesures législatives

de mise en œuvre de l'*ALÉNA* concernant le tarif de préférence portent atteinte aux droits conférés par les articles 7, 11 ou 12 ou le paragraphe 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés* et, le cas échéant, si une telle restriction se trouvait justifiée en vertu de l'article 1 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Selon le Tribunal, pour que la marchandise en cause puisse être importée au Canada au taux du tarif préférentiel, l'importateur devait satisfaire à certaines exigences, dont une était que les parties constitutives et les matières retracées devaient répondre à l'exigence concernant la preuve de l'origine du *Règlement sur les règles d'origine (ALÉNA)*. Dans le présent appel, le producteur a refusé d'attester le produit en cause et de soumettre les documents à l'appui d'un traitement tarifaire préférentiel. À cause d'éléments de preuve insuffisants, le Tribunal n'était donc pas convaincu que Western satisfaisait aux conditions énoncées à l'article 15 du *Règlement sur les règles d'origine (ALÉNA)* ou qu'on puisse prendre en compte des produits similaires et il a donc conclu que la marchandises en cause ne répondait pas aux exigences réglementaires concernant la preuve de l'origine pour obtenir le traitement tarifaire préférentiel.

Le Tribunal a conclu que les droits garantis aux articles 7 et 12 et au paragraphe 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés* ne s'appliquaient qu'aux personnes physiques et non aux personnes morales. Le Tribunal a fait observer que la protection garantie par l'alinéa 11*d*) de la *Charte canadienne des droits et libertés* ne s'appliquait qu'à la personne inculpée. Selon le Tribunal, il était clair que ni Western ni ses administrateurs n'avaient été inculpés et cet argument a donc été rejeté. Par conséquent, il n'était pas nécessaire que le Tribunal examine la question de savoir si les présumées restrictions imposées par les mesures législatives se trouvaient justifiées en vertu de l'article 1 de la *Charte canadienne des droits et libertés*. Le Tribunal a donc déterminé que les mesures législatives de mise en œuvre de l'*ALÉNA* ne portaient pas atteinte à un droit garanti par la *Charte canadienne des droits et libertés*. Par conséquent, l'appel a été rejeté.

AP-2006-048 — *The Pampered Chef, Canada Corporation c. Président de l'Agence des services frontaliers du Canada*

Dans le cadre de son processus d'appel, le Tribunal a tenu une audience publique de deux jours. Il y avait 2 parties à l'appel et trois témoins ont comparu devant le Tribunal. Le dossier officiel comprenait 43 pièces.

Le présent appel a été interjeté aux termes de l'article 67 de la *Loi sur les douanes* à l'égard d'une décision rendue par l'ASFC, aux termes du paragraphe 60(4), concernant la valeur en douane de marchandises importées par The Pampered Chef, Canada Corporation (Pampered Chef Canada) de The Pampered Chef, Ltd. (Pampered Chef États-Unis) aux termes d'une décision nationale des douanes. La première question en litige était de déterminer quelle transaction constituait la vente pour exportation au sens du paragraphe 48(1). La deuxième question en litige consistait à savoir si les commissions versées aux conseillers devaient être ajoutées à la valeur avant ajustement, aux termes du paragraphe 48(5).

Le Tribunal était convaincu que la vente pour exportation était la vente faite par Pampered Chef États-Unis à Pampered Chef Canada et que Pampered Chef Canada répondait aux critères d'acheteur au Canada. Cependant, le conseiller jouait un rôle de facilitateur, pour lequel il recevait une commission, et non le rôle de celui qui achetait les marchandises importées pour son propre compte et les revendait par la suite à profit. Pampered Chef Canada vendait des marchandises à des clients au Canada, comme le démontrent les bons de commande utilisés aux présentations et le fait que les paiements étaient envoyés directement à Pampered Chef Canada ou déposés par le conseiller dans un compte auquel la société avait accès, répondant ainsi au critère applicable à « l'exercice d'activités » au Canada énoncé par la Cour d'appel fédérale.

Selon le Tribunal, la commission versée au conseiller ne devait pas être ajoutée à la valeur facturée des marchandises parce que le contexte du paragraphe 48(5) de la *Loi sur les douanes* indiquait clairement que cette exigence avait trait à la vente pour exportation, c'est-à-dire au transfert entre sociétés liées et non à une vente postérieure au Canada. Par conséquent, l'appel a été admis.

AP-2006-036 et AP-2006-037 — *Location Robert Ltée et Transport Robert (1973) Ltée c. Ministre du Revenu national*

Dans le cadre de son processus d'appel, le Tribunal a tenu une audience publique d'un jour. Il y avait 3 parties à l'appel et trois témoins ont comparu devant le Tribunal. Le dossier officiel comprenait 27 pièces (AP-2006-036) et 28 pièces (AP-2006-037).

Les présents appels ont été interjetés aux termes de l'article 81.19 de la *Loi sur la taxe d'accise* à l'égard de décisions rendues par le ministre du Revenu national (le ministre). La question en litige dans les présents appels consiste à déterminer si les appelantes avaient droit au remboursement de la taxe d'accise payée sur la partie du combustible diesel acheté au Canada mais utilisé par les véhicules dans le transport de marchandises à l'extérieur du pays, en dépit du fait que les demandes n'avaient pas été présentées au ministre dans les deux ans suivant l'exportation du combustible diesel, tel qu'il est prévu au paragraphe 68.1(1) de la *Loi sur la taxe d'accise*, et au plus tard à la date limite du 17 février 2003, tel qu'il est prévu au paragraphe 63(2) de la *Loi d'exécution du budget de 2003*.

Le Tribunal a invoqué plusieurs causes antérieures de la Cour suprême du Canada dans lesquelles la cour a confirmé que la présomption d'absence d'effet rétroactif ou d'atteinte aux droits acquis était une présomption réfutable si le texte de loi le décrète expressément ou exige implicitement une telle interprétation. Selon le Tribunal, la *Loi d'exécution du budget de 2003* a expressément modifié l'article 68.1 de la *Loi sur la taxe d'accise* et explicitement énoncé que la modification s'appliquait « [...] à toute demande de paiement, prévue à l'article 68.1 de la même loi, reçue par le ministre du Revenu national après le 17 février 2003 ». Ainsi, le Tribunal a conclu que l'intention du législateur était que la *Loi d'exécution du budget de 2003* ait un effet rétroactif à la date de l'annonce du budget et modifie les attentes (ou les droits) visant l'obtention d'un remboursement si la demande était reçue par le ministre après la date butoir du 17 février 2003. D'après le Tribunal, il était clair que cette date était une date de mise en œuvre et non un délai de prescription tel que suggéré par les appelantes.

Le Tribunal a donc conclu que le paragraphe 63(2) de la *Loi d'exécution du budget de 2003* avait pour effet d'éteindre tout droit à un remboursement qui pouvait exister le 17 février 2003 et que, de ce simple fait, l'Agence du revenu du Canada n'avait aucun pouvoir lui permettant de donner droit au remboursement demandé par les appelantes. Par conséquent, les appels ont été rejetés.

Causes concernant les appels devant la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale

Appel n°	Appelante au Tribunal	Demandeur devant la Cour	Dossier n°/état
AP-2000-014	Asia Pacific Enterprises Corporation	Asia Pacific Enterprises Corporation	A—436—06 Appel retiré (15 juin 2007)
AP-2002-007	King West Communications Inc.	King West Communications Inc.	T—1335—03
AP-2002-008	The Russo Group Inc.	The Russo Group Inc.	T—1332—03
AP-2002-034 à AP-2002-037	Pierre Roy et Associés Inc. pour Lithochrome (1974) Inc. (en faillite), Le Groupe Lithochrome Inc. (en faillite), Filmographie P.F. Inc. (en faillite) et Opticouleur Inc. (en faillite)	Pierre Roy et Associés Inc. pour Lithochrome (1974) Inc. (en faillite), Le Groupe Lithochrome Inc. (en faillite), Filmographie P.F. Inc. (en faillite) et Opticouleur Inc. (en faillite)	T—1134—05
AP-2004-009	Cherry Stix Ltd.	Cherry Stix Ltd.	A—607—05 Appel rejeté (4 septembre 2007)
AP-2004-017	3319067 Canada Inc. (Universal Lites)	3319067 Canada Inc. (Universal Lites)	A—264—06 Appel rejeté (21 juin 2007)
AP-2004-018	Outils Gladu Ltée	Président de l'Agence des services frontaliers du Canada	A—594—05 Appel admis (31 mai 2007)
AP-2005-005, AP-2005-010, AP-2005-011 et AP-2005-020	Arctic Cat Sales Inc.	Arctic Cat Sales Inc.	A—166—06 Appel rejeté (5 septembre 2007)
AP-2005-006	Les Industries Jam Ltée	Les Industries Jam Ltée	A—245—06 Appel rejeté (31 mai 2007)
AP-2005-027	Les Huiles Thuot et Beauchemin Inc.	Les Huiles Thuot et Beauchemin Inc.	T—618—06
AP-2005-035	Panasonic Canada Inc.	Panasonic Canada Inc.	A—571—07
AP-2005-053	Ferragamo U.S.A. Ltd.	Président de l'Agence des services frontaliers du Canada	A—268—07 Appel retiré (26 octobre 2007)
AP-2006-009	Innovak DIY Products Inc.	Innovak DIY Products Inc.	A—31—07 Appel rejeté (14 décembre 2007)
AP-2006-018	Pelco Worldwide Headquarters	Pelco Worldwide Headquarters	A—572—07
AP-2006-041	La Société Canadian Tire Limitée	La Société Canadian Tire Limitée	A—570—07

Nota : Le Tribunal a fait des efforts valables pour s'assurer que l'information indiquée ci-dessus était complète. Néanmoins, puisque le Tribunal ne participe pas toujours aux appels interjetés auprès de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale, il ne peut affirmer que la liste contient toutes les décisions du Tribunal portées en appel devant la Cour d'appel fédérale et la Cour fédérale.

CHAPITRE VI

SAISINE PERMANENTE SUR LES TEXTILES

Conformément au mandat que lui a confié le ministre des Finances le 6 juillet 1994, et qui a été modifié la dernière fois le 27 octobre 2005, le Tribunal doit enquêter sur les demandes présentées par les producteurs nationaux qui souhaitent obtenir des allégements tarifaires sur les intrants textiles importés dans le cadre de leurs activités de fabrication, puis formuler des recommandations, qui assureraient des gains économiques nets maximaux au Canada, au ministre des Finances concernant ces demandes.

En vertu de son mandat, le Tribunal doit faire rapport, tous les ans, au ministre des Finances sur le processus d'enquête. Le présent chapitre fait rapport des activités du Tribunal en vertu de la saisine sur les textiles.

Portée de la saisine

Un producteur national peut demander un allégement tarifaire sur un intrant textile importé qu'il utilise, ou qu'il compte utiliser, dans ses activités de production. Les intrants textiles pour lesquels un allégement tarifaire peut être demandé sont les fibres, les fils et les tissus visés aux Chapitres 51, 52, 53, 54, 55, 56, 58, 59 et 60; certains monofilaments ou bandes et les combinaisons de textile et de plastique visés au Chapitre 39; les fils de caoutchouc et les combinaisons de textile et de caoutchouc visés au Chapitre 40; les produits textiles de fibres de verre visés au Chapitre 70 de l'annexe du *Tarif des douanes*. Les fils suivants sont exclus de la portée de la saisine sur les textiles :

> Fils à tricoter, constitués uniquement de fibres de coton ou uniquement de fibres discontinues de coton et de polyester, titrant plus de 190 décitex, du Chapitre 52 ou de la sous-position n° 5509.53, autres que ceux utilisés pour confectionner des chandails, présentant une lisière finie horizontale non cousue et dont les surfaces extérieures sont essentiellement constituées de 9 mailles ou moins par 2 cm (12 mailles ou moins par pouce) dans le sens horizontal.

Types d'allégement possibles

L'allégement tarifaire que le Tribunal peut recommander au ministre des Finances varie de l'élimination ou de la réduction des tarifs sur une ou plusieurs lignes tarifaires, totales ou partielles, à des dispositions tarifaires applicables à un textile ou à une utilisation finale déterminée. Sauf en cas exceptionnels, les recommandations ne doivent pas inclure une « utilisation finale » spécifique au sexe. La recommandation peut porter sur un allégement tarifaire soit pour une période spécifique, soit pour une période indéterminée.

Procédure

Les producteurs nationaux qui demandent un allégement tarifaire doivent déposer une demande auprès du Tribunal. Les producteurs doivent déposer, avec leur demande d'allégement tarifaire, des échantillons de l'intrant textile visé ou une décision nationale des douanes de l'ASFC sur l'intrant. Si le Tribunal détermine que le dossier de la demande est complet, il effectue une enquête afin de déterminer s'il doit recommander un allégement tarifaire.

Dépôt et notification d'une demande

Sur réception d'une demande d'allégement tarifaire, et avant de procéder à l'ouverture d'une enquête, le Tribunal fait paraître, sur son site Web, un bref avis de réception de la demande. La notification d'une demande doit être faite au moins 30 jours avant l'ouverture de l'enquête.

Une telle façon de faire est conçue pour augmenter la transparence, permettre de déceler l'existence de lacunes dans la demande, éviter les enquêtes inutiles, donner à l'industrie textile nationale l'occasion de communiquer avec la demanderesse et de convenir d'une source nationale raisonnable d'approvisionnement, informer les autres utilisateurs d'intrants textiles identiques ou substituables, préparer les producteurs nationaux à répondre aux questionnaires d'enquête éventuels et donner aux associations un délai préalable de planification et de consultation de leurs membres.

Enquêtes

Lorsque le Tribunal estime que le dossier de la demande est complet, il ouvre une enquête. Un avis d'ouverture d'enquête est envoyé à la demanderesse, à toutes les parties intéressées connues et à tout ministère ou organisme gouvernemental compétent, comme le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, le ministère de l'Industrie, le ministère des Finances et l'ASFC. L'avis est aussi publié dans la *Gazette du Canada*.

Les parties intéressées comprennent toute personne pour qui les recommandations du Tribunal peuvent avoir une incidence sur les droits ou les intérêts financiers. Les parties intéressées sont avisées de la demande et peuvent participer à l'enquête.

Pour préparer un rapport d'enquête du personnel, le personnel du Tribunal recueille de l'information au moyen de questionnaires et de visites des usines. Des renseignements sont obtenus de la demanderesse et des parties intéressées afin de déterminer si l'allégement tarifaire demandé assurera des gains économiques nets maximaux au Canada.

Dans la majorité des cas, une audience publique n'est pas nécessaire, et le Tribunal statue sur l'affaire sur la foi des exposés écrits, y compris la demande, le rapport d'enquête du personnel et tous les exposés et éléments de preuve déposés auprès du Tribunal. Quand la quantité des renseignements au dossier est insuffisante pour résoudre la question, une audience publique est tenue.

La procédure élaborée pour le déroulement des enquêtes du Tribunal prévoit la pleine participation de la demanderesse et de toutes les parties intéressées. Une partie, autre que la demanderesse, peut déposer des observations, y compris des éléments de preuve, en réponse au dossier complet de la demande, au rapport d'enquête du personnel et à tout renseignement fourni par un ministère ou un organisme gouvernemental. La demanderesse peut ensuite déposer des observations auprès du Tribunal en réponse au rapport d'enquête du personnel et à tout renseignement fourni par un ministère gouvernemental, un organisme ou par toute autre partie.

Recommandations au ministre des Finances

Le Tribunal présente habituellement ses recommandations et ses motifs au ministre des Finances dans les 120 jours suivant la date de l'ouverture de l'enquête. Dans les cas exceptionnels, lorsque le Tribunal détermine qu'il est en présence d'une situation d'urgence, il présente ses recommandations dans un délai plus bref.

Demande de réexamen

Lorsque le ministre des Finances a rendu un décret sur un allégement tarifaire à la suite d'une recommandation du Tribunal, certains producteurs nationaux peuvent demander au Tribunal d'ouvrir une enquête afin de recommander le renouvellement, la modification ou l'annulation du décret. Une demande de modification ou d'annulation du décret doit préciser en quoi les circonstances justifiant la demande ont changé.

Examen relatif à l'expiration

Lorsque le ministre des Finances a rendu un décret sur un allégement tarifaire pour une période déterminée, le Tribunal publiera, avant la date d'expiration, un avis officiel selon lequel l'allégement tarifaire prévu par le décret ne sera plus en vigueur à moins que le Tribunal ne fasse une recommandation de prorogation de l'allégement tarifaire et que le ministre des Finances ne mette cette dernière en œuvre. L'avis invite les parties intéressées à déposer des exposés pour ou contre la prorogation de l'allégement tarifaire.

Sommaire des activités

Nouvelles demandes

	2006-2007	2007-2008
Demandes		
Demandes reçues	2	7
Demandes retirées	0	1
En instance d'ouverture d'une enquête	0	2
Enquêtes menées à terme pendant l'année	1	4
Enquêtes en cours à la fin de l'exercice	1	1
Recommandations au ministre des Finances		
Allégement tarifaire	1	4
Aucun allégement tarifaire	0	0
Rapports au ministre des Finances	**1**	**4**
Totaux cumulés (depuis 1994)		
Demandes reçues	177	184
Recommandations au ministre des Finances		
Allégement tarifaire	106	110
Aucun allégement tarifaire	49	49

Au cours de l'exercice, le Tribunal a reçu sept demandes d'allégement tarifaire et a ouvert trois enquêtes. Une demande a été retirée. Le Tribunal a transmis quatre rapports au ministre des Finances, dont un portait sur une enquête qui avait été ouverte au cours de l'exercice précédent. Une enquête était en cours à la fin de l'exercice et des enquêtes liées à deux demandes n'avaient pas encore été ouvertes.

Règlement des demandes

Demande n°	Demanderesse	Intrant textile	Date du règlement	État/recommandations
TR-2006-002	Tricots Liesse (1983) Inc.	Fil	27 août 2007	Allégement tarifaire pour une période indéterminée
TR-2007-001	Vêtements Peerless Inc.	Nontissé	6 novembre 2007	Allégement tarifaire pour une période indéterminée
TR-2007-002	Korhani Manufacture Inc.	Fil	25 février 2008	Allégement tarifaire pour une période indéterminée
TR-2007-003	Vêtements Peerless Inc.	Tissu	5 février 2008	Allégement tarifaire pour une période indéterminée
TR-2007-004	St. Geneve	Tissu	18 février 2008	Demande retirée
TR-2007-005	Canadian Association of Technical Outerwear Manufacturers	Tissu		En cours
TR-2007-006	Vêtements Peerless Inc.	Tissu		À l'étude
TR-2007-007	Le Château	Tissu		À l'étude

Effets

La mise en œuvre de recommandations du Tribunal est effectuée en ajoutant des nouveaux numéros tarifaires au *Tarif des douanes* ou parfois en prenant des décrets spécifiques sur la remise de droits de douane. Le tableau qui figure à la fin du présent chapitre donne une liste des recommandations mises en œuvre par le gouvernement en date du 31 décembre 2007.

Il y a lieu de noter que certains numéros tarifaires dans la liste diffèrent des numéros tarifaires qui, à l'origine, avait été prévus à l'origine afin de mettre en œuvre les recommandations du Tribunal aux termes de la saisine permanente sur les textiles. En premier lieu, le 21 novembre 2005, aux fins de la mise en œuvre des recommandations du Tribunal dans le cadre de la saisine n° MN-2004-002, le gouvernement a mis en place une nouvelle structure tarifaire qui a créé un nombre de numéros tarifaires en franchise. Lorsque ces numéros tarifaires se rapportaient à des produits qui bénéficiaient déjà d'un traitement en franchise par suite de la mise en œuvre de numéros tarifaires individuels en vertu de la saisine permanente sur les textiles, ces derniers numéros tarifaires individuels étaient supprimés du *Tarif des douanes*. En deuxième lieu, le 13 décembre 2006, au moment où il a mis en œuvre les recommandations du Tribunal dans le cadre de la saisine n° MN-2005-001, le gouvernement a apporté des modifications subséquentes à la structure tarifaire afin d'éliminer des numéros tarifaires additionnels et de modifier le libellé existant pour enlever les exigences additionnelles d'utilisation finale ventilées par sexe ou par produit. En troisième lieu, des modifications au *Tarif des douanes* sont entrées en vigueur le 1er janvier 2007 afin de mettre en œuvre des mises à jour du *Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises* apportées par l'Organisation mondiale des douanes.

Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2007, le Tribunal estime que les numéros tarifaires énumérés au tableau à la fin du présent chapitre ont visé des importations d'une valeur d'environ 248 millions de dollars et ont permis un allégement tarifaire d'une valeur d'environ 25,4 millions de dollars. Pour la période comparable en 2006, ces montants étaient d'une valeur d'environ 283 millions de dollars et d'une valeur d'environ 28,5 millions de dollars respectivement. La valeur diminuée de l'allégement tarifaire en 2007 reflète la valeur plus petite des importations.

Tel qu'il est mentionné ci-dessus, les intrants textiles pour lesquels on peut demander un allégement tarifaire sont limités à 12 chapitres du *Tarif des douanes*. Du 1er janvier au 31 décembre 2007, l'allégement tarifaire a touché principalement les intrants textiles de trois chapitres : Chapitre 51 (« Laine, poils fins ou

grossiers; fils et tissus de crin »; Chapitre 52 (« Coton »); Chapitre 54 (« Filaments synthétiques ou artificiels »). Les importations qui bénéficiaient d'un allégement tarifaire et qui étaient classées dans l'un de ces 12 chapitres représentaient entre 0 et 50,3 p. 100 des importations totales. Dans l'ensemble, environ 1 p. 100 des importations totales des 12 chapitres bénéficient d'un allégement tarifaire. Le tableau suivant fournit, pour l'année civile 2007, une distribution des importations bénéficiant d'un allégement tarifaire, selon le chapitre du *Tarif des douanes*.

Pourcentage des importations qui bénéficient d'un allégement tarifaire selon le chapitre du Tarif des douanes

Chapitre	Description	Pourcentage
39	Matières plastiques et ouvrages en ces matières	0,0
40	Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	0,0
51	Laine, poils fins ou grossiers; fils et tissus de crin	50,3
52	Coton	13,8
53	Autres fibres textiles végétales; fils de papier et tissus de fils de papier	6,7
54	Filaments synthétiques ou artificiels	12,4
55	Fibres synthétiques ou artificielles discontinues	6,2
56	Ouates, feutres et nontissés; fils spéciaux; ficelles, cordes et cordages; articles de corderie	1,0
58	Tissus spéciaux; surfaces textiles touffetées; dentelles; tapisseries; passementeries; broderies	1,5
59	Tissus imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés; articles techniques en matières textiles	4,2
60	Étoffes de bonneterie	1,3
70	Verre et ouvrages en verre	0,1
Moyenne pondérée		**1,03**

Source : Statistique Canada.

Sommaire des recommandations

Un sommaire des recommandations du Tribunal pour l'exercice suit.

TR-2006-002 — Tricots Liesse (1983) Inc.

Dans le cadre de son enquête, le Tribunal a fait parvenir 11 questionnaires aux producteurs nationaux et aux utilisateurs ou importateurs de l'intrant textile en question. Des 11 questionnaires envoyés, 6 questionnaires remplis ont été retournés. Le Tribunal a tenu une audience sur pièces et il y avait 4 parties à l'enquête. Le dossier officiel comprenait 56 pièces, pour un total de 712 pages de documents.

Le Tribunal a recommandé au ministre des Finances d'accorder un allégement tarifaire, pour une période indéterminée, sur les importations, en provenance de tous les pays, de fils simples faits uniquement de fibres artificielles discontinues, autres que les fibres d'acétate, ou mélangés uniquement avec au plus 15 p. 100 en poids de toute fibre naturelle, titrant moins de 210 décitex, de la sous-position n° 5510.11, et de fils simples contenant au moins 50 p. 100 en poids de fibres artificielles discontinues autres que les fibres d'acétate, mélangés uniquement avec des fibres de coton, titrant moins de 210 décitex, de la sous-position n° 5510.30, destinés à la confection de tricots circulaires pour vêtements (les fils en question).

Tricots Liesse (1983) Inc. (Liesse) demandait l'allégement tarifaire. Deux producteurs de fils, FilSpec Inc. (FilSpec) et Régitex Inc. (Régitex), s'opposaient à la demande. Deux autres producteurs de fils, Atlantic Yarns Inc. et Atlantic Fine Yarns Inc. (Atlantic), s'opposaient à la demande d'allégement tarifaire sur les fils en question au motif de l'étendue de la portée des sous-positions n^{os} 5510.11 et 5510.30, mais disaient ne pas s'opposer à un allégement tarifaire sur les fils expressément décrits dans la demande et importés durant la période visée par l'enquête.

Le Tribunal a conclu que Régitex et Atlantic n'avaient pas prouvé qu'elles puissent, dans un avenir proche, fournir à Liesse et à d'autres acheteurs potentiels des fils identiques ou substituables aux fils en question.

Le Tribunal a observé que FilSpec avait vendu certaines quantités de fil à Liesse. Cependant, le Tribunal était d'avis que, même en l'absence d'allégement tarifaire, Liesse n'effectuerait pas une plus grande partie de ses achats chez FilSpec, à moins que FilSpec ne puisse offrir des fils à des prix concurrentiels. Le Tribunal a aussi observé que les ventes de fils que FilSpec a allégué être identiques ou substituables ne représentaient pas une portion importante des ventes totales de cette entreprise. De plus, ces ventes incluaient les ventes de fil à des sociétés qui ne produisaient pas de tricots circulaires. Par conséquent, le Tribunal était d'avis que le risque éventuel pour FilSpec était minime.

Le Tribunal a conclu que l'allégement tarifaire entraînerait des avantages annuels de plus de 125 000 $ pour les utilisateurs de ces fils.

TR-2007-001 — Vêtements Peerless Inc.

Dans le cadre de son enquête, le Tribunal a fait parvenir 19 questionnaires aux producteurs nationaux et aux utilisateurs ou importateurs de l'intrant textile en question. Des 19 questionnaires envoyés, 6 questionnaires remplis ont été retournés. Le Tribunal a tenu une audience sur pièces et il y avait 4 parties à l'enquête. Le dossier officiel comprenait 46 pièces, pour un total de 707 pages de documents.

Le Tribunal a recommandé au ministre des Finances d'accorder un allégement tarifaire, pour une période indéterminée, sur les importations, en provenance de tous les pays, de nontissés de fibres discontinues de polyester mélangées uniquement à des fibres discontinues de rayonne viscose, imprégnés de polymère acrylique comme liant, d'un poids supérieur à 70 g/m^2 mais n'excédant pas 100 g/m^2, devant servir dans la fabrication d'épaulières utilisées dans la confection de vestons de complet, de vestons (de sport) et de blazers, du numéro tarifaire 5603.93.90 (les nontissés en question).

Vêtements Peerless Inc. (Peerless) demandait l'allégement tarifaire. Deux producteurs nationaux de nontissés, Fybon Industries Ltd. (Fybon) et Matador Converters Co., Ltd. (Matador), s'opposaient à la demande. Un troisième producteur de nontissés, Texel Inc. (Texel), s'opposait à la demande relativement aux nontissés en question d'un poids supérieur à 100 g/m^2.

Le Tribunal a souligné que l'échantillon fourni par Fybon n'était pas conforme à la définition des nontissés en question, en ce qu'il était composé de fibres différentes et avait un revêtement différent. Fybon n'a fourni aucun renseignement supplémentaire susceptible de convaincre le Tribunal qu'elle avait la capacité de produire des nontissés identiques ou substituables et de les vendre aux producteurs de vêtements.

Même si Matador s'opposait à la demande de Peerless, elle n'a fourni aucun élément de preuve à l'appui de son argument selon lequel elle avait la capacité de produire des nontissés identiques ou substituables.

Puisque Texel ne s'opposait pas à la demande d'allégement tarifaire de Peerless relativement aux nontissés en question d'un poids inférieur à 100 g/m^2, le Tribunal a conclu que Texel ne fabriquait aucun produit identique ou substituable dans cette échelle de poids. Cependant, le Tribunal a souligné l'argument de Texel selon lequel un allégement tarifaire sur les importations des nontissés en question d'un poids supérieur à 100 g/m^2 mettrait en péril ses ventes.

Le Tribunal a conclu que l'allégement tarifaire entraînerait pour les utilisateurs des nontissés en question des bénéfices annuels de plus de 50 000 $.

TR-2007-002 — Korhani Manufacture Inc.

Dans le cadre de son enquête, le Tribunal a fait parvenir 10 questionnaires aux producteurs nationaux et aux utilisateurs ou importateurs de l'intrant textile en question. Des 10 questionnaires envoyés, 2 questionnaires remplis ont été retournés. Le Tribunal a tenu une audience sur pièces et il y avait 3 parties à l'enquête. Le dossier officiel comprenait 46 pièces, pour un total de 411 pages de documents.

Le Tribunal a recommandé au ministre des Finances d'accorder un allégement tarifaire, pour une période indéterminée, sur les importations, en provenance de tous les pays, du fil simple multifilament, uniquement de polypropylène, texturé, complètement tiré, à torsion « S » excédant 50 tours par mètre, titrant au moins 1 680 décitex mais n'excédant pas 3 215 décitex, du numéro tarifaire 5402.34.00, devant servir à la fabrication de carpettes (le fil en question).

Korhani Manufacture Inc. (Korhani) demandait l'allégement tarifaire. Seaway Yarns Inc. (Seaway), un producteur national de fil, indiquait qu'elle ne s'opposait pas à un allégement tarifaire concernant ce qu'elle qualifiait de fil « d'intrant (de fond ou simple) ». Seaway a demandé que trois changements soient faits à la description du fil en question. Premièrement, Seaway demandait que le terme « texturé » soit enlevé de la description du fil en question et qu'il soit remplacé par le nom du type particulier de procédé de texturation utilisé dans la production du fil en question. Deuxièmement, Seaway demandait que le terme « thermofixé » soit inclus dans la description du fil en question. Enfin, Seaway soutenait qu'il était insuffisant d'indiquer seulement la taille du fil simple.

Le Tribunal a souligné qu'aucun des échantillons soumis par Seaway ne correspondait à la description du fil en question, deux des échantillons étant d'une fibre différente. Seaway n'a fourni aucun autre élément de preuve à l'appui de sa prétention qu'elle pouvait produire un fil pratiquement identique et le Tribunal a conclu que Seaway ne produisait pas un fil identique ou substituable au fil en question.

Le Tribunal a souligné que le terme « thermofixé » avait été exclu de la définition du fil en question car l'ASFC avait indiqué qu'elle ne connaissait aucun test susceptible d'établir si le fil avait été thermofixé. De même, l'ASFC a indiqué qu'il serait difficile d'effectuer des tests pour distinguer les procédés de texturation.

Toutefois, le Tribunal a accepté la demande de Seaway de restreindre le fil en question au fil simple multifilament. Le Tribunal estimait que la description du fil en question comme un « fil simple multifilament » était plus compatible avec les produits décrits et présentés pour réexamen par Korhani, qui étaient des fils simples.

Le Tribunal a conclu que l'allégement tarifaire entraînerait pour les utilisateurs du fil en question des bénéfices annuels de plus 25 000 $.

TR-2007-003 — Vêtements Peerless Inc.

Dans le cadre de son enquête, le Tribunal a fait parvenir 16 questionnaires aux producteurs nationaux et aux utilisateurs ou importateurs de l'intrant textile en question. Des 16 questionnaires envoyés, 2 questionnaires remplis ont été retournés. Le Tribunal a tenu une audience sur pièces et 1 partie a participé à l'enquête. Le dossier officiel comprenait 30 pièces, pour un total de 366 pages de documents.

Le Tribunal a recommandé au ministre des Finances d'accorder un allégement tarifaire, pour une période indéterminée, sur les importations, en provenance de tous les pays, de tissus, avec ou sans renforcement, uniquement de fils de filaments de polyester texturés, d'un poids n'excédant pas 225 g/m^2, du numéro tarifaire 5407.52.90, devant servir de parementure ou de tresses dans la confection de smokings.

Peerless demandait l'allégement tarifaire. Aucun producteur de tissus nationaux ne s'opposait à la réclamation de Peerless selon laquelle il n'existait pas de production nationale de tissus identiques ou substituables.

Le Tribunal a conclu que l'allégement tarifaire entraînerait pour les utilisateurs du fil en question des bénéfices annuels de plus 25 000 $.

Recommandations d'allégement tarifaire en vigueur

Demande n°/ réexamen n°	Expiration n° (demande initiale)	Demanderesse/intrant textile	Numéro tarifaire en date du 31 décembre 2007
TR-94-001		Les Industries Canatex (division de Tricot Richelieu Inc.)	5402.45.00[3]
TR-94-004		Woods Canada Limited	5208.52.10
TR-94-010		Palliser Furniture Ltd.	5806.20.10
TR-94-012		Vêtements Peerless Inc.	5309.29.30[1]
TR-94-013 et TR-94-016		MWG Apparel Corp.	5208.42.91[1] 5208.43.70[1] 5208.49.91[1] 5513.31.20[1] 5513.39.11[3] 5513.33.20[1]
TR-94-017 et TR-94-018		Elite Counter & Supplies	9943.00.00
TR-95-003		Landes Canada Inc.	5603.11.20 5603.12.20 5603.13.20 5603.14.20 5603.91.20 5603.92.20 5603.93.20 5603.94.20
TR-95-004		Lingerie Bright Sleepwear (1991) Inc.	5208.12.20[2] 5208.52.20[2]
TR-95-005		Lingerie Bright Sleepwear (1991) Inc.	5513.11.91[1] 5513.41.10[2]
TR-95-009		Vêtements Peerless Inc.	5408.21.40[1] 5408.22.23[1] 5408.22.91[1]
TR-95-010 et TR-95-034		Freed & Freed International Ltd. et Fen-nelli Fashions Inc.	5111.19.10 5111.19.20
TR-95-011		Louben Sportswear Inc.	5408.31.40[1] 5408.32.60[1]
TR-95-012		Teinturerie Perfect Canada Inc.	5509.32.10
TR-95-013A		Doubletex	5208.11.00[1] 5208.12.40 5208.13.20 5208.19.30 5208.21.40 5208.22.20 5208.23.10 5208.29.20 5209.11.30 5209.12.20 5209.19.30 5209.21.20 5209.22.10 5209.29.20
TR-95-036		Canadian Mill Supply Co. Ltd.	5208.21.20

Recommandations d'allégement tarifaire en vigueur (suite)

Demande n°/ réexamen n°	Expiration n° (demande initiale)	Demanderesse/intrant textile	Numéro tarifaire en date du 31 décembre 2007
TR-95-037		Bonneterie Paris Star Inc.	5408.24.12[1] 5408.24.92[1] 5408.34.30[1] 5516.14.20[1] 5516.24.10[2]
TR-95-051		Camp Mate Limited	5407.41.10 5407.42.10 5407.42.20 5903.20.22
TR-95-053 et TR-95-059		Les Industries Majestic (Canada) Ltée et Caulfeild Apparel Group Ltd.	5802.11.20[1] 5802.19.40[1]
TR-95-056		Sealy Canada Ltd.	3921.19.20 5407.69.30 5407.73.10 5407.94.10 5516.23.10 5903.90.21 6005.34.20
TR-95-057 et TR-95-058		Doubletex	5407.51.10 5407.61.96 5407.69.10 5515.11.10 5516.21.10 5516.91.10
TR-95-060		Triple M Fiberglass Mfg. Ltd.	7019.59.10
TR-95-061		Camp Mate Limited	6005.31.20 6005.32.20 6005.33.20 6005.34.30
TR-95-064 et TR-95-065		Lady Americana Sleep Products Inc. et Ameublement el ran Ltée	6005.34.60 6005.44.20
TR-96-003		Venture III Industries Inc.	5407.61.95[2]
TR-96-004		Acton International Inc.	5906.99.21
TR-97-001		Jones Apparel Group Canada Inc.	5407.91.10[2] 5407.92.20[2] 5407.93.10[2] 5408.21.40[1] 5408.22.91[1] 5408.23.91[1] 5408.31.40[1] 5408.32.60[1] 5408.33.30[1]
TR-97-002 et TR-97-003		Manufacture Universelle Inc.	5208.43.70[1] 5513.41.20[2]
TR-97-006		Vêtements Peerless Inc.	5407.51.30[2] 5903.90.22[2] 5903.90.23[2] 5903.90.24[2] 6005.31.30[2] 6005.31.40[2] 6005.32.30[2] 6005.32.40[2] 6005.33.91[1] 6005.34.40[2] 6005.34.50[2]

Recommandations d'allégement tarifaire en vigueur (suite)

Demande n°/ réexamen n°	Expiration n° (demande initiale)	Demanderesse/intrant textile	Numéro tarifaire en date du 31 décembre 2007
TR-97-004, TR-97-007, TR-97-008 et TR-97-010		Blue Bird Dress of Toronto Ltd.	5407.51.20 5407.52.20 5407.61.94 5407.69.20
TR-97-011		Australian Outback Collection (Canada) Ltd.	5209.31.20 5907.00.16
TR-97-012		Ballin Inc.	5407.93.30 5516.23.91[2]
TR-97-014		Les Industries Lenrod Ltée	5603.93.40
TR-97-015, TR-97-016 et TR-97-020		Helly Hansen Canada Ltd.	5903.20.24
TR-98-001		Cambridge Industries	5608.19.20
TR-98-002		Distex Inc.	6006.23.10
TR-98-004, TR-98-005 et TR-98-006		Ladcal Investments Ltd., s/n Pintar Manufacturing Nour Trading House et T.S. Simms and Company Limited	5806.10.20
TR-98-007		Caulfeild Apparel Group Ltd.	5208.43.70[1]
TR-98-016		Vêtements Peerless Inc.	5407.93.20[2]
TR-98-017		Jones Apparel Group Canada Inc.	5408.32.60[1] 5408.33.30[1] 5408.34.30[1]
TR-98-019		Les vêtements de sports Tribal Inc.	5209.12.10[1] 5209.22.40[1] 5209.32.10[2]
TR-99-002		Albany International Canada Inc.	5404.19.00[3]
TR-99-003/003A		Western Glove Works Ltd.	5209.31.30 5209.32.30
TR-99-004		Vêtements Peerless Inc.	5112.11.50[1] 5112.19.20[2] 5112.19.30[2]
TR-99-005		Distex Inc.	6006.22.20
TR-99-006		Coloridé Inc.	5402.45.00[3]
TR-99-008		JMJ Fashions Inc.	5407.61.20[2]
TR-2000-001		Vêtements Peerless Inc.	5408.22.23[1]
TR-2000-002		Les Industries Majestic (Canada) Ltée	5802.19.40[1]
TR-2000-003		Tantalum Mining Corporation of Canada Limited	5911.40.10
TR-2000-004		Ballin Inc.	5516.23.91[2] 5516.93.00[2]
TR-2000-005		Vêtements Peerless Inc.	5112.11.50[1] 5112.19.40[2]
TR-2000-006		Doubletex	5512.11.30 5513.11.20 5513.12.10 5513.13.10 5514.11.10 5514.12.10 5514.19.10[3] 9997.00.00
TR-2000-007 et TR-2000-008		Scapa Tapes North America Ltd.	5208.21.50 5208.31.20
TR-2001-001		Gibson Textile Dyers	5512.29.10

Recommandations d'allégement tarifaire en vigueur (suite)

Demande n°/ réexamen n°	Expiration n° (demande initiale)	Demanderesse/intrant textile	Numéro tarifaire en date du 31 décembre 2007
TR-2001-002		Beco Industries Ltd.	5513.41.30
TR-2002-001		Richlu Manufacturing Ltd.	5209.39.10[2]
TR-2002-002		Vêtements Peerless Inc.	5602.10.20[2]
TR-2002-006		C.S. Brooks Inc.	5407.91.20 5513.11.30
TR-2002-007		Vêtements Peerless Inc.	5408.22.91[1] 5408.23.91[1]
TR-2002-008		Les vêtements de sports Tribal Inc.	5515.11.20[2]
TR-2002-010/010A		Ballin Inc.	5516.22.10 5516.23.91[2]
TR-2003-001		Les vêtements de sports Tribal Inc.	5208.39.30[1] 5209.32.40[2] 5209.39.20[2] 5209.52.10[2] 5209.59.10[2]
TR-20003-002		Sunshine Mills Inc.	5205.24.30 5205.26.00[1] 5205.27.00[1]
TR-2003-003		Vêtements Peerless Inc.	5603.92.91[2]
TR-2003-004		Vêtements Peerless Inc.	5903.90.23[2]
TR-2004-001		Tricots Liesse (1983) Inc.	5402.31.10
TR-2006-001		Vêtements Peerless Inc.	5407.61.97
TR-2006-002		Tricots Liesse (1983) Inc.	5510.11.10 5510.30.10
TA-98-001	TE-97-004 (TR-95-009)	Tissus teints de rayonne et de polyester	5408.31.40[1] 5408.32.60[1]
TA-98-002	TE-97-003 (TR-94-009)	Tissu Vinex FR-9B	5512.99.10
TA-98-003	TE-98-001 (TR-95-014)	Velours par la chaîne tissés coupés	5801.35.10
TA-2003-001	TE-2003-001 TE-2001-001 TE-98-002 (TR-94-002 et TR-94-002A)	Fils produits par filature à anneaux	5205.14.20 5205.15.00[1] 5205.24.20 5205.26.00[1] 5205.27.00[1] 5205.28.00[1] 5205.35.00[1] 5205.46.00[1] 5205.47.00[1] 5205.48.00[1] 5206.14.00[1] 5206.15.00[1] 5206.24.00[2] 5206.25.00[1] 5509.53.10 5509.53.20[2] 5509.53.30[2] 5509.53.40[2]

1. Numéro tarifaire inclut des marchandises non visées par la demande originale par suite du décret du 21 novembre 2005.
2. Numéro tarifaire inclut des marchandises non visées par la demande originale par suite du décret du 13 décembre 2006.
3. Numéro tarifaire inclut des marchandises non visées par la demande originale par suite du décret du 23 juin 2006, lequel est entré en vigueur le 1er janvier 2007.

ANNUAL REPORT

FOR THE FISCAL YEAR ENDING
MARCH 31, 2008

© Minister of Public Works and Government Services Canada 2008

Cat. No. F40-2008
ISBN 978-0-662-05491-7
ISSN 0846-6629
Accessible on the Tribunal's Web site at www.citt-tcce.gc.ca
Exemplaires en français aussi disponibles

Canadian International Trade Tribunal
Tribunal canadien du commerce extérieur

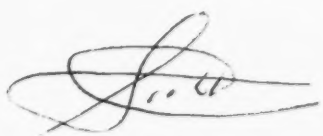
June 6, 2008

The Honourable Jim Flaherty, P.C., M.P.
Minister of Finance
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Minister:

I have the honour of transmitting to you, for tabling in the House of Commons, pursuant to section 41 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, the Tribunal's Annual Report for the fiscal year ending March 31, 2008.

Yours sincerely,



André F. Scott
Chairperson

333 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario K1A 0G7
Tel.: (613) 990-2452
Fax.: (613) 990-2439
www.citt-tcce.gc.ca

333, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario) K1A 0G7
Tél. : (613) 990-2452
Téléc. : (613) 990-2439
www.tcce-citt.gc.ca

Foreword

Departure of Mr. Pierre Gosselin

In December 2007, the second term of Mr. Gosselin's appointment as Chairperson of the Canadian International Trade Tribunal (the Tribunal) came to an end. The Tribunal would like to take this opportunity to recognize Mr. Gosselin's important contribution to the work of the Tribunal over the past 10 years. He brought extensive experience in the area of international trade to the Tribunal upon his arrival and also provided strong managerial leadership to Tribunal members and staff throughout his two terms of appointment. For example, under his guidance, the Tribunal undertook major initiatives in the area of electronic case management, which placed the Tribunal at the forefront in this area. He also took measures to strengthen the Tribunal's management services capacity so as to be able to respond to the greater accountability required by the Government's central agencies during his term in office.

Mr. Gosselin personally presided over many important cases, most notably the 2002 *Safeguard Inquiry Into the Importation of Certain Steel Goods*. His innovative approach to the logistical challenges of the inquiry and the leadership that he showed while serving as presiding member of the panel assigned to the case ensured that the Tribunal delivered its report within the time lines established by the Government, despite the daunting length and complexity of the inquiry.

TABLE OF CONTENTS

Chapter I — Highlights 1

Chapter II — Mandate, Organization and Activities 5

Chapter III — Dumping and Subsidizing Injury Inquiries and Reviews 9

Chapter IV — Procurement Review 19

Chapter V — Appeals 27

Chapter VI — Standing Textile Reference 33

CHAPTER I

HIGHLIGHTS

Members

On February 29, 2008, Mr. André F. Scott was appointed Chairperson of the Canadian International Trade Tribunal (the Tribunal). He replaced Mr. Pierre Gosselin whose second term expired on December 15, 2007. On September 25, 2007, Ms. Diane Vincent was appointed Vice-chairperson of the Tribunal. On March 10, 2008, Mr. Pasquale Michaele Saroli was appointed Member of the Tribunal.

During the fiscal year, Ms. Elaine Feldman resigned as Member of the Tribunal. In addition, the terms of Ms. Meriel V. M. Bradford and Mr. Zdenek Kvarda expired. The Tribunal would like to acknowledge the excellent work of these members.

Dumping and Subsidizing Inquiries and Reviews

In the fiscal year, the Tribunal issued two preliminary determinations of injury under subsection 37.1(1) of the *Special Import Measures Act* (*SIMA*). The Tribunal also issued two findings, following injury inquiries, under section 43 and two orders following interim reviews pursuant to section 76.01. The Tribunal issued three orders following expiry reviews under section 76.03. At the end of the fiscal year, there was one expiry review in progress.

Procurement Review

In 1994, pursuant to the *North American Free Trade Agreement* (*NAFTA*), the Government mandated the Tribunal as its reviewing body for bid challenges relating to procurement contracts. The mandate was expanded to include the bid challenge mechanism under both the World Trade Organization (WTO) *Agreement on Government Procurement* (*AGP*) and Canada's *Agreement on Internal Trade* (*AIT*).

For procurements covered by these agreements, the Tribunal, in line with the objectives of the new *Federal Accountability Act*, provides suppliers with an effective means of redress whenever they feel that procurement actions are not conducted in a fair, open and transparent manner.

The Tribunal received 95 procurement complaints during the fiscal year. The Tribunal issued 23 determinations of its findings and recommendations. Eight of these determinations related to cases that were in progress at the end of fiscal year 2006-2007. One determination was remanded to the Tribunal.

In 2007-2008, the Department of Public Works and Government Services (PWGSC) alone issued approximately 17,200 contracts valued at between $25,000 and $400 million, for a total value of $8.8 billion. The 95 complaints received in the fiscal year pertained to 91 different contracts, representing about 0.6 percent of the total number of contracts issued by PWGSC in 2007-2008. Although complaints represent only a small percentage of the procurements performed by the federal government, that small number belies a significant impact on the integrity of government procurement through disciplinary and instructional effects of complaints found valid.

Appeals

The Tribunal issued decisions on 22 appeals from decisions of the President of the Canada Border Services Agency (CBSA) and the Minister of National Revenue made under the *Customs Act* and the *Excise Tax Act*. In addition, the Tribunal issued a decision on remand further to a judgment by the Federal Court of Appeal.

Standing Textile Reference

In 1994, the Minister of Finance established a standing reference that mandated the Tribunal to investigate requests from domestic producers for tariff relief on imported textile inputs for use in their manufacturing operations and to make recommendations to the Minister of Finance. During the fiscal year, the Tribunal issued four reports to the Minister of Finance concerning four requests for tariff relief. One request was withdrawn. At the end of the fiscal year, one case was in progress, and two requests had not yet been initiated.

Access to Tribunal Notices, Decisions and Publications

The Tribunal's Web site provides an exhaustive repository of all Tribunal notices, decisions and publications, as well as other information relating to the Tribunal's current activities. The Tribunal offers a subscriber alert service that notifies subscribers of each new posting on its Web site. Subscribers can choose their areas of interest. This service is available without charge.

Tribunal notices and decisions are published in the *Canada Gazette*. Those relating to procurement complaints are also published on MERX (Canada's electronic tendering service).

Electronic Filing

The Tribunal offers a Secure E-filing Service. The service allows parties to file electronically both public and confidential documents with the Tribunal. All transmitted documents using the service are encrypted to ensure their confidentiality. The Secure E-filing Service can be accessed on the Tribunal's Web site (www.citt-tcce.gc.ca). It utilizes the Government of Canada's epass system, which allows the secure transmission of business confidential information.

Meeting Statutory Deadlines

All the Tribunal's inquiries were completed on time, and decisions were issued within the statutory deadlines. For appeals of customs and excise decisions, which are not subject to statutory deadlines, the Tribunal usually issues, within 120 days of the hearing, a decision on the matter in dispute, including the reasons for its decision.

Improved Reporting

Beginning with this annual report, the Tribunal is reporting selected statistics relating to decisions that it rendered in the fiscal year, such as those relating to directions and administrative rulings. Those statistics, set out in the following table, complement the caseload statistics table.

Caseload

	Cases Brought Forward From Previous Fiscal Year	Cases Received in Fiscal Year	Total	Decisions/ Reports Issued	Decisions Not to Initiate	Cases Withdrawn/ Closed	Cases Outstanding (March 31, 2008)
***SIMA* activities**							
Preliminary injury inquiries	-	2	2	2	-	-	-
Inquiries	1	1	2	2	-	-	-
Public interest inquiries	1	-	1	-	1	-	-
Interim reviews	2	-	2	2	-	-	-
Expiries	1[1]	4	5	3	-	-	2
Expiry reviews	1	3	4	3	-	-	1
TOTAL	**6**	**10**	**16**	**12**	**1**	**-**	**3**
Procurement review activities							
Complaints	8[2]	96[2]	104	23[3]	58	5	18
Appeals							
Extensions of time							
Customs Act	-	4	4	4	-	-	-
Excise Tax Act	-	1	1	1	-	-	-
TOTAL	**-**	**5**	**5**	**5**	**-**	**-**	**-**
Appeals							
Customs Act	59[2]	27[2]	86	21[3]	-	39	26
Excise Tax Act	53	1	54	2	-	8	44
SIMA	-	1	1	-	-	1	-
TOTAL	**112**	**29**	**141**	**23[3]**	**-**	**48[4]**	**70**
Standing textile reference							
Requests for tariff relief	1	7	8	4	-	1	3

1. Number changed due to new method of reporting expiries.
2. Number changed due to reporting error in 2006-2007 annual report.
3. Includes one case that was remanded by the Federal Court of Appeal.
4. Includes a procedural dismissal order.

Statistics Relating to Decisions Rendered in the Fiscal Year

	SIMA Activities	Procurement Review Activities	Appeals	Standing Textile Reference	TOTAL
Orders					
Disclosure order	18	-	-	-	18
Cost award order	-	13	-	-	13
Compensation order	-	2	-	-	2
Production order	-	2	-	-	2
Postponement of award order	-	6	-	-	6
Rescission of postponement of award order	-	4	-	-	4
Directions/administrative rulings					
Requests for information	95	-	-	-	95
Like goods	2	-	-	-	2
Motions	-	6	-	-	6
Subpoenas	1	3	-	-	4
Other statistics					
Public hearing days	17	1	11	-	29
File hearings[1]	8	81	6	4	99
Witnesses	53	7	19	-	79
Participants	80	116	48	12	92
Questionnaire respondents[2]	166	-	-	18	184
Exhibits[3]	1,740	1,524	672	156	4,092
Pages of official records[3]	66,289	N/A	N/A	932	67,221

1. A file hearing occurs where the Tribunal renders a decision on the basis of written submissions, without holding a public hearing.
2. Includes those that replied that they do not import or produce the goods subject to the inquiry or expiry review, and unsolicited replies.
3. Estimate.

N/A = Not available

CHAPTER II

MANDATE, ORGANIZATION AND ACTIVITIES

Introduction

The Tribunal is an administrative tribunal operating within Canada's trade remedies system. It is an independent quasi-judicial body that carries out its statutory responsibilities in an autonomous and impartial manner and reports to Parliament through the Minister of Finance.

The main legislation governing the work of the Tribunal is the *Canadian International Trade Tribunal Act* (*CITT Act*), *SIMA*, the *Customs Act*, the *Excise Tax Act*, the *Canadian International Trade Tribunal Regulations*, the *Canadian International Trade Tribunal Procurement Inquiry Regulations* and the *Canadian International Trade Tribunal Rules* (*Rules*).

Mandate

The Tribunal's primary mandate is to:

- inquire into whether dumped or subsidized imports have caused, or are threatening to cause, injury to a domestic industry;
- inquire into complaints by potential suppliers concerning federal government procurement that is covered by *NAFTA*, the *AIT* and the *AGP*;
- hear appeals from decisions of the CBSA made under the *Customs Act* and *SIMA* or of the Minister of National Revenue under the *Excise Tax Act*;
- investigate requests from Canadian producers for tariff relief on imported textile inputs used in production operations and to make recommendations to the Minister of Finance on the relative benefits to Canada of the requests; and
- inquire into complaints by domestic producers that increased imports from all sources are causing, or threatening to cause, serious injury to domestic producers;
- conduct safeguard inquiries with respect to increased imports from the People's Republic of China (China);
- inquire into and provide advice on such economic, trade and tariff issues as are referred to the Tribunal by the Governor in Council or the Minister of Finance.

Governing Legislation

Section	Authority
CITT Act	
18	Inquiries on economic, trade or commercial interests of Canada by reference from the Governor in Council
19	Inquiries into tariff-related matters by reference from the Minister of Finance
19.01	Safeguard inquiries concerning goods imported from the United States and Mexico
19.02	Mid-term reviews of safeguard measures and report
20	Safeguard inquiries concerning goods imported into Canada and inquiries into the provision, by persons normally resident outside Canada, of services in Canada
23	Safeguard complaints by domestic producers
23(1.01) and (1.02)	Safeguard complaints by domestic producers concerning goods imported from the United States and Mexico
30.08 and 30.09	Safeguard measures
30.11	Complaints by potential suppliers in respect of designated contracts
30.21 to 30.26	Safeguard inquires concerning market disruption, trade diversion and market disruption extension regarding goods originating in China at the request of either the government or a domestic producer
SIMA	
33 and 37	Advice regarding reference to the Tribunal
34(2) and 35(3)	Preliminary injury inquiry
37.1	Preliminary determination of injury
42	Inquiries with respect to injury caused by the dumping and subsidizing of goods
43	Findings of the Tribunal concerning injury
44	Recommencement of inquiry (on remand from the Federal Court of Appeal or a binational panel)
45	Public interest
46	Advice to the CBSA
61	Appeals of re-determinations of the CBSA made pursuant to section 59 concerning whether imported goods are goods of the same description as goods to which a Tribunal finding applies, normal values and export prices or subsidies
76	Reviews of findings of injury initiated by the Tribunal or at the request of the CBSA or other interested persons
76.01	Interim reviews of orders by the Tribunal
76.02	Reviews of orders by the Tribunal on referral back and re-hearing
76.03	Expiry reviews
76.1	Reviews of findings of injury initiated at the request of the Minister of Finance
89	Rulings on who is the importer
Customs Act	
60.2	Application for an extension of time to request a re-determination or a further re-determination
67	Appeals of decisions of the CBSA concerning value for duty and origin and classification of imported goods
67.1	Requests for time extension to file notices of appeal
68	Appeals to the Federal Court of Appeal
70	References of the CBSA relating to the tariff classification or value for duty of goods
Excise Tax Act	
81.19, 81.21, 81.22, 81.23, 81.25 and 81.33	Appeals of assessments and determinations of the Minister of National Revenue
81.32	Requests for extension of time for objection or appeal
Energy Administration Act	
13	Declarations concerning the amount of oil export charge

Method of Operation

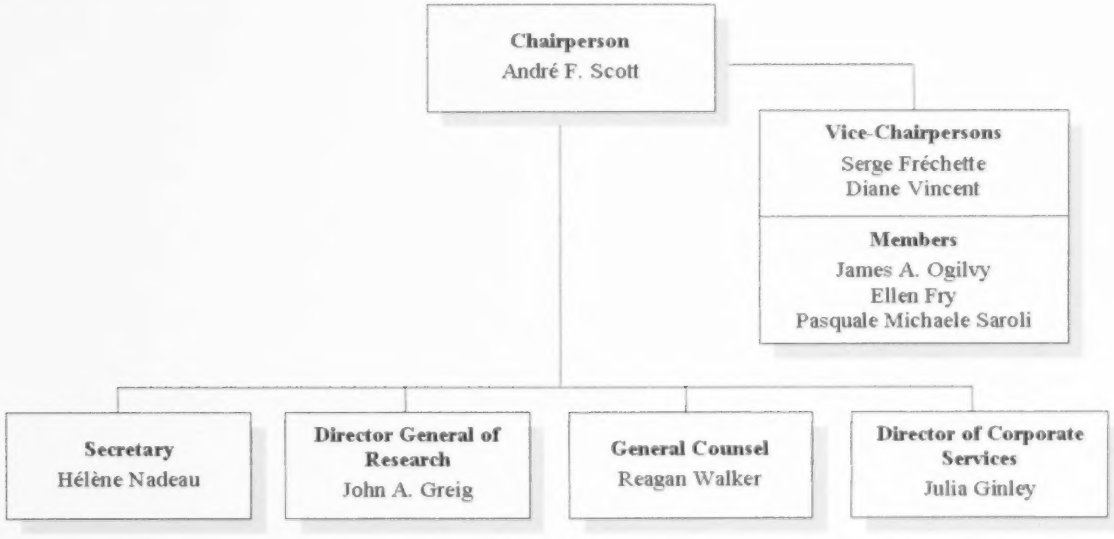
In carrying out most of its inquiry responsibilities, the Tribunal conducts hearings that are open to the public. These are ordinarily held at the Tribunal's offices in Ottawa, Ontario, although hearings may also be held elsewhere in Canada, either in person or through videoconferencing. The Tribunal follows rules and procedures similar to those of a court of law; however, in order to facilitate greater access, they are not as formal or strict. The *CITT Act* states that hearings, generally conducted by a panel of three members, should be carried out as "informally and expeditiously" as the circumstances and considerations of fairness permit. The Tribunal has the power to subpoena witnesses and require parties to submit information. The *CITT Act* contains provisions for the protection of confidential information. Only independent counsel who have filed declarations and confidentiality undertakings may have access to confidential information. Protecting commercially sensitive information against unauthorized disclosure has been, and continues to be, of paramount importance to the Tribunal.

Membership

The Tribunal may be composed of nine full-time members, including a Chairperson and two Vice-Chairpersons. All are appointed by the Governor in Council for a term of up to five years that is renewable once. The Chairperson is the Chief Executive Officer and is responsible for the assignment of members to cases and for the management of the Tribunal's work. Members come from a variety of educational backgrounds, careers and regions of the country.

Organization

There are currently 6 Tribunal members assisted by a permanent staff of 71 persons. Its principal officers are the Secretary, responsible for relations with the public and parties and the court registry functions of the Tribunal; the Director General of Research, responsible for the investigative portion of inquiries, including fact-finding related to trade, economic, commercial and tariff matters; the General Counsel, responsible for the provision of legal services; and the Director of Corporate Services, responsible for management services.



Consultations

Through the Bench and Bar Committee, the Tribunal provides a forum to promote discussion on issues of procedure. The committee includes representatives from the Canadian Bar Association, counsel at the Department of Justice and the trade consulting community who appear before the Tribunal. The Tribunal also consults with counsel, representatives of industries and others who appear or are likely to appear before the Tribunal to exchange views on new procedures being considered by the Tribunal prior to their distribution as guidelines or practice notices. The Tribunal also briefs federal government departments and trade associations on its procedures.

Judicial Review and Appeal to the Federal Court of Appeal

Any person affected by Tribunal findings or orders under section 43, 44 or 76 of *SIMA* can request judicial review by the Federal Court of Appeal, for instance, on grounds of alleged denial of natural justice or error of fact or law. Similarly, any person affected by Tribunal procurement findings and recommendations under the *CITT Act* can similarly request judicial review by the Federal Court of Appeal. Lastly, Tribunal appeal orders and decisions, under the *Customs Act*, can be appealed to the Federal Court of Appeal or, under the *Excise Tax Act*, to the Federal Court.

Judicial Review by NAFTA Binational Panel

Tribunal findings or orders under sections 43, 44 or 76 of *SIMA* involving goods from the United States and Mexico may be reviewed by a *NAFTA* binational panel.

WTO Dispute Resolution

Governments that are members of the WTO may challenge Tribunal injury findings or orders in dumping and countervailing duty cases before the WTO dispute settlement body. This is initiated by intergovernmental consultations under the WTO Dispute Settlement Understanding.

CHAPTER III

DUMPING AND SUBSIDIZING INJURY INQUIRIES AND REVIEWS

Process

Under *SIMA*, the CBSA may impose anti-dumping and countervailing duties if domestic producers are injured by imports of goods into Canada:

- sold at prices lower than sales in the home market or lower than the cost of production (dumping), or
- that have benefited from certain types of government grants or other assistance (subsidizing).

The determination of dumping and subsidizing is the responsibility of the CBSA. The Tribunal determines whether such dumping or subsidizing has caused "injury" or "retardation" or is threatening to cause injury to a domestic industry.

Preliminary Injury Inquiries

A Canadian producer or an association of Canadian producers begins the process of seeking relief from alleged injurious dumping or subsidizing by making a complaint to the CBSA. If the CBSA initiates a dumping or subsidizing investigation, the Tribunal initiates a preliminary injury inquiry under subsection 34(2) of *SIMA*. The Tribunal seeks to make all interested parties aware of the inquiry. It issues a notice of commencement of preliminary injury inquiry that is published in the *Canada Gazette* and forwarded to all known interested persons.

In a preliminary injury inquiry, the Tribunal determines whether the evidence discloses a "reasonable indication" that the dumping or subsidizing has caused injury or retardation, or is threatening to cause injury. The primary evidence is the information received from the CBSA and submissions from parties. The Tribunal seeks the views of parties on what are the like goods and which domestic producers comprise the domestic industry. In most cases, it does not issue questionnaires or hold a public hearing. The Tribunal completes its inquiry within 60 days.

If the Tribunal finds that there is a reasonable indication that the dumping or subsidizing has caused injury or retardation, or is threatening to cause injury, it makes a determination to that effect, and the CBSA continues the dumping or subsidizing investigation. If there is no reasonable indication that the dumping or subsidizing has caused injury or retardation, or is threatening to cause injury, the Tribunal terminates the inquiry, and the CBSA terminates the dumping or subsidizing investigation. The Tribunal issues reasons for its decision no later than 15 days after its determination.

Preliminary Injury Inquiry Activities

Preliminary injury inquiry no.	PI-2007-001	PI-2007-002
Product	Seamless carbon or alloy steel oil and gas well casing	Carbon steel welded pipe
Country	China	China
Date of determination	October 12, 2007	March 25, 2008
Determination	Injury	Injury
Participants	10	4
Pages of official record	4,953	4,993

Preliminary Injury Inquiries Completed in the Fiscal Year

The Tribunal completed two preliminary injury inquiries in the fiscal year. There were no preliminary injury inquiries in progress at the end of the fiscal year.

Final Injury Inquiries

If the CBSA makes a preliminary determination of dumping or subsidizing, the Tribunal commences a final injury inquiry under section 42 of *SIMA*. The CBSA may levy provisional duties on imports from the date of the preliminary determination. The CBSA continues its investigation to a final determination of dumping or subsidizing.

As in a preliminary injury inquiry, the Tribunal seeks to make all interested parties aware of its inquiry. It issues a notice of commencement of inquiry that is published in the *Canada Gazette* and forwarded to all known interested parties.

In conducting final injury inquiries, the Tribunal requests information from interested parties, receives representations and holds public hearings. The Tribunal's staff carries out extensive research for each inquiry. The Tribunal sends questionnaires to domestic producers, importers, purchasers and foreign producers. Based primarily on questionnaire responses, the Tribunal's staff prepares a report that focuses on the factors that the Tribunal considers in arriving at decisions regarding injury or retardation or threat of injury to a domestic industry. The report becomes part of the case record and is made available to counsel and parties.

Parties participating in the proceedings may conduct their own cases or be represented by counsel. Confidential or business-sensitive information is protected in accordance with provisions of the *CITT Act*.

The *Special Import Measures Regulations* prescribe factors that the Tribunal may consider in its determination of whether the dumping or subsidizing of goods has caused injury or retardation or is threatening to cause injury to a domestic industry. These factors include, among others, the volume of dumped or subsidized goods, the effects of the dumped or subsidized goods on prices and the impact of the dumped or subsidized goods on production, sales, market shares, profits, employment and utilization of production capacity.

The Tribunal holds a public hearing about 90 days after the commencement of the inquiry, usually starting once the CBSA has made a final determination of dumping or subsidizing. At the public hearing, domestic producers attempt to persuade the Tribunal that the dumping or subsidizing of goods has caused injury or retardation or is threatening to cause injury to a domestic industry. Importers and exporters challenge the domestic producers' case. After cross-examination by parties and questioning by the Tribunal,

each side has an opportunity to respond to the other's case and to summarize its own. In many inquiries, the Tribunal calls witnesses who are knowledgeable about the industry and market in question. Under certain circumstances, parties may seek the exclusion of certain goods from the effects of a Tribunal finding.

The Tribunal must issue its finding within 120 days from the date of the preliminary determination of dumping and/or subsidizing by the CBSA. It has an additional 15 days to issue a statement of reasons supporting its finding. A Tribunal finding of injury or retardation or threat of injury to a domestic industry is the legal authority for the CBSA to impose anti-dumping or countervailing duties.

Final Injury Inquiry Activities

Inquiry no.	NQ-2006-004	NQ-2007-001
Product	Disposable adult incontinence briefs	Seamless carbon or alloy steel oil and gas well casing
Country	France	China
Date of finding	June 20, 2007	March 10, 2008
Finding	No injury	Threat of injury
Questionnaires sent	52	58
Questionnaire responses received	46	49
Participants	6	14
Exhibits	300	432
Pages of official record	5,623	13,288
Public hearing days	3	5
Witnesses	7	16

Final Injury Inquiries Completed in the Fiscal Year

The Tribunal completed two final injury inquiries in the fiscal year. They concerned *Disposable Adult Incontinence Briefs* (NQ-2006-004) and *Seamless Carbon or Alloy Steel Oil and Gas Well Casing* (NQ-2007-001). In 2006, the estimated values of the Canadian market for these goods were, respectively, $90 million and $1.5 billion. The following summaries were prepared for general information purposes and have no legal status.

NQ-2006-004—Disposable Adult Incontinence Briefs

This inquiry concerned dumped imports from France.

In its investigation, the Tribunal sent detailed questionnaires to the sole known domestic producer, 16 of the largest importers, 4 foreign manufacturers of the subject goods in the named country and 31 purchasers of disposable adult incontinence briefs. Of the 52 questionnaires sent, 46 responses were received. There were 6 parties to the inquiry, with 7 witnesses appearing before the Tribunal during 3 days of public hearing. The official record consisted of 300 exhibits, totalling 5,623 pages of documents.

The Tribunal found that the subject goods had caused some injury to the domestic industry in the form of price depression and lost sales revenue. However, when assessed against total domestic production, as required by *SIMA*, and in view of the Tribunal's analysis of other relevant factors, any injury suffered by the domestic industry from the subject imports failed to meet the threshold of materiality. As for the threat of injury, the Tribunal found that, although imports had increased significantly in 2006 on a percentage basis, the volume was so small as to not constitute a threat. Moreover, the Tribunal did not find that the subject imports could sustain this rate of increase, given the limited excess capacity of the exporter in

France. Furthermore, the prices at which the subject goods were entering the Canadian market were not likely to have a significant depressing or suppressing effect on the prices of the like goods in the future. Therefore, the Tribunal concluded that the evidence did not indicate that the dumped goods posed a clearly foreseen and imminent threat of injury to the domestic industry.

NQ-2007-001—Seamless Carbon or Alloy Steel Oil and Gas Well Casing

This inquiry concerned dumped and subsidized imports from China.

In its investigation, the Tribunal sent detailed questionnaires to the 5 known domestic producers, 17 of the largest importers, 11 foreign manufacturers of the subject goods in the named country and 25 purchasers of seamless carbon or alloy steel oil and gas well casing. Of the 58 questionnaires sent, 49 responses were received. There were 14 parties to the inquiry, with 16 witnesses appearing before the Tribunal during 5 days of public hearing. The official record consisted of 432 exhibits, totalling 13,288 pages of documents.

The Tribunal first determined that electric resistance welded (ERW) oil and gas well casing was like goods to seamless oil and gas well casing. The Tribunal conducted its injury analysis on the basis that the domestically produced like goods included seamless and ERW oil and gas well casing.

The Tribunal found that the domestic industry had not suffered injury from 2004 to 2006, but had suffered injury during the January to September period of 2007, the last period covered by the Tribunal's period of inquiry. However, the injury suffered during that period was attributable to a decline in the apparent market and was not caused by the subject imports.

The Tribunal next considered whether the subject imports were threatening to cause injury. In the Tribunal's view, as the Canadian market for oil and gas well casing improved over the following 18 to 24 months, it would be an attractive destination for increasing volumes of the subject goods, which had already proven to be an acceptable alternative to domestic sources of supply. The expected increase in the volume of subject imports, combined with the evidence of price undercutting by the dumped and subsidized imports during 2006 and 2007, convinced the Tribunal that, in the absence of anti-dumping and countervailing duties, the subject imports would cause injury to the domestic industry. Consequently, the Tribunal found that the dumping and subsidizing of the subject goods were threatening to cause injury to the domestic industry.

Public Interest Inquiry Under Section 45 of SIMA

Following a finding of injury, the Tribunal notifies all interested parties that any submissions requesting a public interest inquiry must be filed within 45 days. It may initiate, either after a request from an interested person or on its own initiative, a public interest inquiry following a finding of injury caused by dumped or subsidized imports. It may decide that there are reasonable grounds to consider that the imposition of part or all of the duties may not be in the public interest. It then conducts a public interest inquiry pursuant to section 45 of *SIMA*. The result of this inquiry may be a report to the Minister of Finance recommending that the duties be reduced and by how much.

In Public Interest Inquiry No. PB-2006-001, *Copper Pipe Fittings*, following its injury finding of February 19, 2007 in Inquiry No. NQ-2006-002, the Tribunal, on May 14, 2007, issued its opinion that there were no reasonable grounds to consider that the imposition of an anti-dumping or countervailing duty, or the imposition of such a duty in the full amount, would not or might not be in the public interest. Accordingly, the Tribunal did not initiate a public interest inquiry into this matter.

Interim Reviews

The Tribunal may review its findings of injury or orders at any time, on its own initiative or at the request of the Minister of Finance, the CBSA or any other person or government (section 76.01 of *SIMA*). It commences an interim review where one is warranted and determines if the finding or order (or any aspect of it) should be rescinded or continued to its expiry date, with or without amendment.

An interim review may be warranted where there is a reasonable indication that new facts have arisen or that there has been a change in the circumstances that led to the finding or order. For example, since the finding or order, the domestic industry may have ceased production of like goods or foreign subsidies may have been terminated. An interim review may also be warranted where there are facts that, although in existence, were not put into evidence during the previous review or inquiry and were not discoverable by the exercise of reasonable diligence at that time.

Interim Review Activities

Interim review no.	RD-2006-005	RD-2006-006
Product	Fasteners	Carbon steel pipe nipples, threaded couplings and adaptor fittings
Country	China and Chinese Taipei	China
Date of order	May 11, 2007	June 8, 2007
Order	Findings continued	Finding amended
Participants	7	3
Exhibits	61	36
Pages of official record	473	284

Interim Reviews Completed in the Fiscal Year

The Tribunal completed two interim reviews in the fiscal year.

In Interim Review No. RD-2006-005, *Fasteners*, there were 7 parties. The official record consisted of 61 exhibits, totalling 473 pages of documents.

At issue in the interim review was a request to exclude certain screws. On May 11, 2007, the Tribunal determined that the exclusion of the screws in question would cause injury to the domestic industry. Therefore, the exclusion was not granted.

In Interim Review No. RD-2006-006, *Carbon Steel Pipe Nipples, Threaded Couplings and Adaptor Fittings*, there were 3 parties. The official record consisted of 36 exhibits, totalling 284 pages of documents.

At issue in the interim review was a request seeking the rescission of the finding as it related to pipe nipples and threaded couplings. On May 3, 2007, the Tribunal determined that an interim review was not warranted with respect to pipe nipples but that an interim review was warranted with respect to threaded couplings. On June 8, 2007, the Tribunal determined that, in the absence of domestic production of threaded couplings, the exclusion for threaded couplings could be granted without causing injury. The Tribunal amended its finding, made on July 16, 2003 in Inquiry No. NQ-2002-004, to exclude threaded couplings.

Expiries

Subsection 76.03(1) of *SIMA* provides that a finding or order expires after five years, unless an expiry review has been initiated. No later than 10 months before the expiry date of the order or finding, the Secretary publishes a notice of expiry in the *Canada Gazette*. The notice invites persons and governments to submit their views on whether the order or finding should be reviewed and gives direction on the issues that should be addressed in the submissions.

Expiry Activities

Expiry no.	LE-2006-003	LE-2007-001	LE-2007-002	LE-2007-003	LE-2007-004
Product	Hot-rolled carbon steel plate	Xanthates	Carbon steel pipe nipples and adaptor fittings	Structural tubing	Hot-rolled carbon steel plate and high-strength low-alloy steel plate
Country	China, South Africa and Russia	China	China	Korea, South Africa and Turkey	Bulgaria, Czech Republic and Romania
Date of order/notice of expiry review	April 25, 2007	June 20, 2007	October 31, 2007		
Decision	Expiry review initiated	Expiry review initiated	Expiry review initiated	In progress	In progress
Participants	7	3	1		
Pages of official record	329	696	108		

In 2007-2008, the Tribunal decided to commence expiry reviews in three cases.

On the basis of submissions from interested parties, the Tribunal was of the view that expiry reviews were warranted and initiated Expiry Review No. RR-2007-001 respecting *Hot-rolled Carbon Steel Plate*, Expiry Review No. RR-2007-002 respecting *Xanthates* and Expiry Review No. RR-2007-003 respecting *Carbon Steel Pipe Nipples and Adaptor Fittings*.

Consideration of Expiry No. LE-2007-003, *Structural Tubing*, and Expiry No. LE-2007-004, *Hot-rolled Carbon Steel Plate and High-strength Low-alloy Steel Plate*, was in progress at the end of the fiscal year.

Expiry Reviews

The Tribunal initiates a review of an order or finding, as requested, if it determines that such a review is warranted. It then issues a notice of review and notifies the CBSA of its decision. The notice of expiry review is published in the *Canada Gazette* and forwarded to all known interested parties. If the Tribunal determines that an expiry review is not warranted, it will issue an order with reasons for its decision.

The purpose of an expiry review is to determine whether anti-dumping or countervailing duties remain necessary. There are two phases in an expiry review. The first phase is the investigation by the CBSA to determine whether there is a likelihood of resumed or continued dumping or subsidizing if the finding or order expires. If the CBSA determines that such likelihood exists with respect to any of the goods, the second phase is the Tribunal's inquiry into the likelihood of injury or retardation. If the CBSA determines that such likelihood does not exist for any of the goods, the Tribunal does not consider those goods in its subsequent determination of the likelihood of injury and issues an order rescinding the order or finding with respect to those goods.

The Tribunal's procedures in expiry reviews are similar to those in final injury inquiries.

Upon completion of an expiry review, the Tribunal issues an order with reasons, rescinding or continuing a finding or order, with or without amendment. If a finding or order is continued, it remains in force for a further five years, unless an interim review has been initiated and the finding or order is rescinded. If the finding or order is rescinded, imports are no longer subject to anti-dumping or countervailing duties.

Expiry Review Activities

Review no.	RR-2006-001	RR-2007-001	RR-2007-002	RR-2007-003
Product	Bicycles and frames	Hot-rolled carbon steel plate	Xanthates	Carbon steel pipe nipples and adaptor fittings
Country	Chinese Taipei and China	China, South Africa and Russia	China	China
Date of order	December 10, 2007	January 9, 2008	March 3, 2008	
Order	Order continued for bicycles Order rescinded for bicycle frames	Order continued for China Order rescinded for South Africa and Russia	Finding rescinded	In progress
Questionnaires sent[1]	334	61	56	
Questionnaire responses received[2]	47	14	10	
Participants	12	4	3	
Exhibits	495	247	158	
Pages of official record	22,358	9,892	3,130	
Public hearing days	4	3	2	
Witnesses	15	7	8	

1. Expiry review questionnaires are sent to companies based on a comprehensive list of known domestic producers and to all potential importers and exporters for use by the CBSA and the Tribunal.
2. As in the case of final injury inquiries, the Tribunal focuses its questionnaire response follow-up on all known domestic producers and the largest importers that generally account for 80 percent or more of the subject imports during the period of review.

Expiry Reviews Completed in the Fiscal Year

In the fiscal year, the Tribunal completed three expiry reviews.

RR-2006-001—Bicycles and Frames

In its investigation, the Tribunal sent detailed questionnaires to the 8 known domestic producers, 167 of the largest importers and 159 foreign manufacturers of the subject goods in the named countries. Of the 334 questionnaires sent, 47 responses were received. There were 12 parties to the inquiry, with 15 witnesses appearing before the Tribunal during 4 days of public hearing. The official record consisted of 495 exhibits, totalling 22,358 pages of documents.

On December 10, 2007, the Tribunal continued its order made on December 9, 2002 in Expiry Review No. RR-2002-001 concerning bicycles, assembled or unassembled, with wheel diameters of 16 inches (40.64 cm) and greater, originating in or exported from Chinese Taipei and China, excluding bicycles with an FOB Chinese Taipei or China selling price exceeding CAN$225 and excluding bicycles with foldable frames and stems, and rescinded its order concerning all bicycle frames originating in or exported from Chinese Taipei and China.

RR-2007-001—Hot-rolled Carbon Steel Plate

In its investigation, the Tribunal sent detailed questionnaires to the 2 known domestic producers, 13 of the largest importers and 46 foreign manufacturers of the subject goods in the named countries. Of the 61 questionnaires sent, 14 responses were received. There were 4 parties to the inquiry, with 7 witnesses appearing before the Tribunal during 3 days of public hearing. The official record consisted of 247 exhibits, totalling 9,892 pages of documents.

On January 9, 2008, the Tribunal continued its order made on January 10, 2003 in Expiry Review No. RR-2001-006 in respect of hot-rolled carbon steel plate originating in or exported from China and rescinded its order in respect of hot-rolled carbon steel plate originating in or exported from South Africa and Russia.

RR-2007-002—Xanthates

In its investigation, the Tribunal sent detailed questionnaires to the single known domestic producer, 17 of the largest importers and 38 foreign manufacturers of the subject goods in the named country. Of the 56 questionnaires sent, 10 responses were received. There were 3 parties to the inquiry, with 8 witnesses appearing before the Tribunal during 2 days of public hearing. The official record consisted of 158 exhibits, totalling 3,130 pages of documents.

On March 3, 2008, the Tribunal rescinded its finding made on March 4, 2003 in Inquiry No. NQ-2002-003 respecting dumped xanthates from China.

Expiry Reviews in Progress at the End of the Fiscal Year

There was one expiry review in progress at the end of the fiscal year.

RR-2007-003—Carbon Steel Pipe Nipples and Adaptor Fittings

This is a review of the finding made on July 16, 2003 in Inquiry No. NQ-2002-004, as amended on June 8, 2007 in Interim Review No. RD-2006-006, concerning carbon steel pipe nipples and adaptor fittings.

Judicial or Panel Review of SIMA Decisions

Regarding Inquiry No. NQ-2004-005, *Fasteners*, on March 21, 2006, the Federal Court of Appeal remanded the Tribunal's decision to deny the requests for product exclusions for patented stainless steel screws submitted by GRK Fasteners. On September 26, 2006, in Inquiry No. NQ-2004-005R, the Tribunal concluded that granting the exclusions would threaten to cause injury to the domestic industry and, therefore, denied the requests. On October 25, 2006, GRK Fasteners filed an appeal of the Tribunal's determination in Inquiry No. NQ-2004-005R before the Federal Court of Appeal.

Regarding Inquiry No. NQ-2005-001, *Unprocessed Grain Corn*, on June 5, 2007, the Federal Court of Appeal dismissed the application filed by the Ontario Corn Producers' Association, the Federation of Quebec Producers of Cash Crops and the Manitoba Corn Growers Association, Inc.

Tribunal Decisions Under Section 43, 44 or 76 of *SIMA* Before the Federal Court of Appeal

Case No.	Product	Country of Origin	File No./Status
NQ-2004-005R	Fasteners	China and Chinese Taipei	A—468—06
NQ-2005-001	Unprocessed grain corn	United States	A—267—06 Application dismissed (June 5, 2007)

Note: The Tribunal has made reasonable efforts to ensure that the information listed is complete. However, since the Tribunal does not always participate in appeals to the Federal Court of Appeal or the Federal Court, it is unable to confirm that the list contains all appeals or decisions rendered that were before the Federal Court of Appeal and the Federal Court.

International Assistance

As a major player in Canada's trade remedies system, the Tribunal is often called upon to provide assistance to countries seeking to establish trade remedy systems or to countries negotiating to become members of the WTO. The Tribunal also participates in technical exchange meetings with other anti-dumping authorities. In 2007-2008, the Tribunal hosted a delegation from China. In addition, Tribunal members and staff provided training in China.

Presentations and Technical Exchanges by Members and Staff

Tribunal members and staff are also called upon to make presentations to various international, legal and administrative bodies. In 2007-2008, members and staff made presentations to the Canadian Bar Association, the annual conference of the Foundation of Administrative Justice, the Government Accountability Office in the United States, the Seoul International Forum on Trade Remedies, the WTO (Technical Group meetings) and students of the University of Ottawa's MBA Program.

SIMA Findings and Orders in Force as of March 31, 2008

Review No. or Inquiry No.	Date of Decision	Product	Country	Related Decision No. and Date
NQ-2002-004	July 16, 2003	Carbon steel pipe nipples, threaded couplings and adaptor fittings	China	
NQ-2003-001	December 23, 2003	Structural tubing	Korea, South Africa and Turkey	
NQ-2003-002	January 9, 2004	Hot-rolled carbon steel plate and high-strength low-alloy steel plate	Bulgaria, Czech Republic and Romania	
NQ-2003-003	June 18, 2004	Wood venetian blinds and slats	China and Mexico	
NQ-2004-001	July 30, 2004	Stainless steel wire	Korea, Switzerland, United States and India	
NQ-2004-005	January 7, 2005	Fasteners	China and Chinese Taipei	
NQ-2004-006	June 16, 2005	Laminate flooring	China and France	
NQ-2006-002	February 19, 2007	Copper pipe fittings	United States, Korea and China	
NQ-2007-001	March 10, 2008	Seamless carbon or alloy steel oil and gas well casing	China	
RR-2004-006	September 12, 2005	Whole potatoes	United States	RR-99-005 (September 13, 2000) RR-94-007 (September 14, 1995) RR-89-010 (September 14, 1990) CIT-16-85 (April 18, 1986) ADT-4-84 (June 4, 1984)
RR-2004-007	November 2, 2005	Refined sugar	United States, Denmark, Germany, Netherlands, United Kingdom and European Union	RR-99-006 (November 3, 2000) NQ-95-002 (November 6, 1995)
RR-2004-008	December 7, 2005	Waterproof footwear and bottoms	China	NQ-2000-004 (December 8, 2000)
RR-2005-002	August 16, 2006	Flat hot-rolled carbon and alloy steel sheet and strip	Brazil, China, Chinese Taipei, India, South Africa and Ukraine	NQ-2001-001 (August 17, 2001)
RR-2006-001	December 10, 2007	Bicycles and frames	Chinese Taipei and China	RR-2002-001 (December 9, 2002) RR-97-003 (December 10, 1997) NQ-92-002 (December 11, 1992)
RR-2007-001	January 9, 2008	Hot-rolled carbon steel plate	China, South Africa and Russia	RR-2001-006 (January 10, 2003) NQ-97-001 (October 27, 1997)

Note: For complete product descriptions, refer to the most recent finding or order available at www.citt-tcce.gc.ca.

CHAPTER IV

PROCUREMENT REVIEW

Introduction

Potential suppliers that believe that they may have been unfairly treated during a solicitation covered by one or all of *NAFTA*, the *AIT* or the *AGP* may file a formal complaint with the Tribunal. They are encouraged however to first attempt to resolve the issue with the government institution responsible for the procurement.

The Tribunal's role is to determine whether the government institution responsible for the procurement has observed the procurement procedures and other requirements specified in *NAFTA*, the *AIT* and the *AGP*.

When the Tribunal receives a complaint, it reviews the submission against the criteria for filing. If there are deficiencies, the complainant is given an opportunity to correct these within the specified time limit. If the Tribunal decides to conduct an inquiry, the government institution and all other interested parties are sent a formal notification of the complaint and a copy of the complaint itself. An official notice of the complaint is also published on MERX and in the *Canada Gazette*. If the contract in question has not been awarded, the Tribunal may order the government institution to postpone awarding any contract pending the disposition of the complaint by the Tribunal.

After receipt of its copy of the complaint, the government institution responsible for the procurement files a response called the Government Institution Report. The complainant and any intervener are sent a copy of the response and then have the opportunity to submit comments. Any comments made are forwarded to the government institution and other parties to the inquiry.

Copies of any other submissions or reports prepared for the inquiry are also circulated to all parties for their comments. Once this phase of the inquiry is completed, the Tribunal reviews the information collected and decides if a public hearing is necessary or if the case can be decided on the basis of the information on the record.

The Tribunal then determines whether the complaint is valid. If the complaint is found to be valid, the Tribunal may make recommendations for remedies, such as re-tendering, re-evaluating or providing compensation. The government institution, as well as all other parties and interested persons, is notified of the Tribunal's decision. Recommendations made by the Tribunal in its determination are, by statute, to be implemented to the greatest extent possible. The Tribunal may also award reasonable costs to the complainant or the responding government institution depending on the nature and circumstances of the case.

Procurement Complaints

Summary of Activities

	2006-2007	2007-2008
Number of Complaints		
Carried over from previous fiscal year	7	8
Received in fiscal year	53	95
Remanded	1	1
Total	**61**	**104**
Cases Resolved		
Withdrawn or resolved by the parties	3	4
Abandoned while filing	-	1
Subtotal	**3**	**5**
Inquiries Not Initiated		
Lack of jurisdiction	6	3
Late or improper filing	7	10
No valid basis/no reasonable indication of a breach/premature	14	45
Subtotal	**27**	**58**
Inquiry Results		
Complaints dismissed	3	2
Complaints not valid	6	6
Complaints valid or valid in part	13[1]	13
Remand decisions	1	1
Inquiries ceased	0	1
Subtotal	**23**[1]	**23**
Outstanding at End of Fiscal Year	**8**[1]	**18**

1. Numbers changed due to reporting error in the 2006-2007 annual report.

In 2007-2008, PWGSC issued approximately 17,200 contracts valued at between $25,000 and $400 million, for a total value of $8.8 billion. The 95 complaints received in the fiscal year pertained to 91 different contracts, representing about 0.6 percent of the total number of contracts issued by PWGSC in 2007-2008.

Summary of Selected Determinations

During the fiscal year, the Tribunal issued 23 determinations of its findings and recommendations. In 13 of the 23 determinations, the complaints were determined to be valid or valid in part. Eighteen cases were still in progress at year-end. The table at the end of this chapter summarizes these activities.

Of the cases investigated by the Tribunal in carrying out its procurement review functions, certain decisions stand out because of their legal significance. Brief summaries of a representative sample of these cases are included below. These summaries have been prepared for general information purposes only and are of no legal effect.

PR-2007-009—Information Builders (Canada) Inc.

The Tribunal considered this case on the basis of written submissions. There were 3 parties to the inquiry. The official record consisted of 42 exhibits.

This was a complaint filed by Information Builders (Canada) Inc. (IBI) concerning a procurement by PWGSC on behalf of the Department of Indian Affairs and Northern Development for the provision of business intelligence software. IBI alleged that the use of limited tendering was a violation of the trade agreements. IBI submitted that PWGSC incorrectly dismissed information that it provided when it challenged the Advance Contract Award Notice.

The Tribunal was satisfied that, in the first instance, PWGSC gave some consideration to IBI's challenge, as it acknowledged the challenge and engaged in an exchange with the supplier. However, in the Tribunal's view, this exchange was ultimately inadequate and resulted in the denial of due process to IBI. Given that valid grounds for the government institution to utilize limited tendering procedures are narrowly defined in the trade agreements, the Tribunal considered that threshold for success in a challenge of this nature should be relatively low.

The Tribunal found that IBI's claim of being able to offer an alternative solution was sufficiently compelling to require that it be given consideration in a competitive environment. As such, the Tribunal determined that IBI's complaint was valid and recommended that PWGSC conduct a competitive procurement process, in accordance with the applicable trade agreements, for the requirement that was the subject of this complaint. The Tribunal also recommended that, should the competitive process result in a supplier other than Cognos Inc. prevailing, the current contract with Cognos Inc. be terminated and a new contract be awarded. Costs were awarded to IBI.

PR-2007-011—Surespan Construction Ltd.

The Tribunal considered this case on the basis of written submissions. The official record consisted of four exhibits.

This was a complaint filed by Surespan Construction Ltd. (Surespan) concerning a procurement by PWGSC for construction services. Surespan alleged that PWGSC improperly rejected its proposal because the front page of the Invitation to Tender was not signed. Surespan submitted that the requirement was not a mandatory condition or, if it was, the failure to sign was an insignificant omission of form that did not render its proposal non-compliant.

The Tribunal reviewed Surespan's submission and found no reasonable indication that the requirement was not mandatory or that Surespan met the substance of the obligation in another part of its proposal. Thus, the Tribunal was of the opinion that the complaint did not show that PWGSC failed to properly follow the terms of the Invitation to Tender when it declared Surespan's proposal non-compliant. As such, the Tribunal found that Surespan's complaint did not disclose a reasonable indication that the procurement was not conducted in accordance with the applicable trade agreements and decided not to conduct an inquiry.

The Tribunal's decision was challenged before the Federal Court of Appeal. That challenge was dismissed.

PR-2007-053 and PR-2007-054—Serco Facilities Management Inc.

The Tribunal considered these cases on the basis of written submissions. There were 2 parties to the inquiry. The official record consisted of 42 exhibits.

These were two complaints filed by Serco Facilities Management Inc. (Serco) that concerned the procurement by Defence Construction Canada (DCC) of construction services on behalf of the Department of National Defence. Serco submitted that its proposal was rejected by DCC's application of after-the-fact criteria that were not published in the solicitation materials.

The Tribunal considered that, since Serco had participated in the preparation of the solicitations in question and was expected to have an oversight role in the administration the contracts, this was enough to have allowed DCC to eliminate Serco as a potential bidder, as it would have created, at a minimum, a reasonable apprehension of bias on the part of DCC in relation to its evaluation of the bids. However, DCC did not follow the correct procedure to do this, in that the solicitation documents contained no specific provisions to indicate that a company in Serco's position could not be the successful bidder. As a government entity subject to the *AIT*, DCC is required to conduct itself in compliance with the requirements of the *AIT* relative to all bidders, including Serco.

The Tribunal found that DCC's decision to disqualify Serco was based on criteria that were not clearly identified in the solicitation documents and, therefore, that the complaints were valid.

The Tribunal awarded Serco its costs for filing the complaint, but did not recommend any further remedy. The Tribunal's decision has been challenged by DCC before the Federal Court of Appeal. A decision in that case is still pending.

Judicial Review of Procurement Decisions

Decisions Appealed to and/or Decided by the Federal Court of Appeal

File No.	Complainant at the Tribunal	Applicant before the Federal Court of Appeal	File No./Status
PR-2004-054R	Envoy Relocation Services	Attorney General of Canada	A—243—06 Application dismissed (May 3, 2007)
		Envoy Relocation Services	A—246—06 Application dismissed (May 3, 2007)
PR-2006-026	Canadian North Inc.	Bradley Air Services Limited (carrying on business under the trade name of First Air)	A—110—07 Application discontinued (October 5, 2007)
		Canadian North Inc.	A—95—07 Application discontinued (September 26, 2007)
		Attorney General of Canada	A—106—07 Application dismissed (November 20, 2007)
PR-2006-031	The Access to Information Agency Inc.	The Access to Information Agency Inc.	A—184—07 Application dismissed (January 18, 2008)
PR-2006-035	Zenix Engineering Ltd.	Defence Construction Canada	A—238—07 Application dismissed (March 31, 2008)

Decisions Appealed to and/or Decided by the Federal Court of Appeal (cont'd)

File No.	Complainant at the Tribunal	Applicant before the Federal Court of Appeal	File No./Status
PR-2006-039	Europe Displays, Inc.	Europe Displays, Inc.	A—88—07 Application dismissed (December 12, 2007)
PR-2006-045	Les Systèmes Equinox Inc.	Les Systèmes Equinox Inc.	A—128—07 Application allowed (January 29, 2008) A—336—07
		Attorney General of Canada	A—343—07
PR-2006-050	TPG Technology Consulting Ltd.	TPG Technology Consulting Ltd.	A—193—07 Application allowed (September 18, 2007)
PR-2007-003	Ready John Inc.	Ready John Inc.	A—247—07 Application discontinued (October 1, 2007)
PR-2007-008	Northrop Grumman Overseas Services Corporation	Attorney General of Canada	A—310—07
	Northrop Grumman Overseas Services Corporation	Attorney General of Canada	A—398—07
	Northrop Grumman Overseas Services Corporation	Lockheed Martin Corporation	A—418—07
	Northrop Grumman Overseas Services Corporation	Northrop Grumman Overseas Services Corporation	A—424—07
PR-2007-010 and PR-2007-012	Bureau d'études stratégiques et techniques en économique	Bureau d'études stratégiques et techniques en économique	A—455—07
		Jean-Marc Bergevin	A—553—07 Application dismissed (March 19, 2008)
PR-2007-011	Surespan Construction Ltd.	Surespan Construction Ltd.	A—258—07 Application dismissed (February 12, 2008)
PR-2007-025	TPG Technology Consulting Limited	TPG Technology Consulting Limited	A—518—07 Application discontinued (March 7, 2008)
		CGI Group Inc.	A—551—07 Application discontinued (March 13, 2008)
PR-2007-053 and PR-2007-054	Serco Facilities Management Inc.	Defence Construction Canada	A—32—08
PR-2007-060	TPG Technology Consulting Limited	CGI Group Inc.	A—506—07 Application discontinued (March 13, 2008)
PR-2007-070	Davis Pontiac Buick GMC (Medicine Hat) Ltd.	Attorney General of Canada	A—102—08

Note: The Tribunal has made reasonable efforts to ensure that the information listed is complete. However, since the Tribunal does not always participate in appeals to the Federal Court of Appeal or the Federal Court, it is unable to confirm that the list contains all appeals or decisions rendered that were before the Federal Court of Appeal and the Federal Court.

Disposition of Procurement Complaints

File No.	Complainant	Status/Decision
PR-2006-026R	Canadian North Inc.	Complaint dismissed
PR-2006-045R	Les Systèmes Equinox Inc.	Remanded to the Tribunal
PR-2006-031	The Access Information Agency Inc.	Decision rendered on March 16, 2007 Complaint valid
PR-2006-035	Zenix Engineering Ltd.	Decision rendered on April 20, 2007 Complaint valid
PR-2006-041	Marathon Management Company	Decision rendered on April 26, 2007 Complaint not valid
PR-2006-042	EDS Canada Inc.	Decision rendered on May 1, 2007 Complaint dismissed
PR-2006-044	Chaussures Régence	Decision rendered on April 26, 2007 Complaint not valid
PR-2006-045	Les Systèmes Equinox Inc.	Decision rendered on June 20, 2007 Complaint valid
PR-2006-046	Acron Capability Engineering Inc.	Decision rendered on July 10, 2007 Complaint valid
PR-2006-049	BDMK Consultants Inc.	Decision rendered on June 11, 2007 Complaint valid
PR-2007-001	Chaussures Régence inc.	Decision not to conduct an inquiry, no jurisdiction
PR-2007-002	BSI Management Systems Canada Inc.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-003	Ready John Inc.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-004	Ecosfera Inc.	Decision rendered on July 11, 2007 Complaint valid
PR-2007-005	ArchiDATA Inc.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-006	PSC The Public Sector Company Limited	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-007	Valcom Consulting Group Inc.	Decision rendered on June 20, 2007 Complaint not valid
PR-2007-008	Northrop Grumman Overseas Services Corporation	Decision rendered on August 30, 2007 Complaint valid in part
PR-2007-009	Information Builders (Canada) Inc.	Decision rendered on July 16, 2007 Complaint valid
PR-2007-010	Bureau d'études stratégiques et techniques en économique	Decision rendered on September 5, 2007 Complaint valid
PR-2007-011	Surespan Construction Ltd.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-012	Bureau d'études stratégiques et techniques en économique	Decision rendered on September 5, 2007 Complaint valid
PR-2007-013	Helicopter Engineers and Pilots Association, Canada	Decision not to conduct an inquiry, no jurisdiction
PR-2007-014	Script Services Corporation	Decision not to conduct an inquiry, late filing
PR-2007-015	Papp Plastics & Distributing Ltd.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-016	GlaxoSmithKline Inc.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-017	Maxxam Analytics Inc.	Decision rendered on September 20, 2007 Complaint not valid
PR-2007-018	Intersources (9107-6364 Québec inc.)	Complaint withdrawn
PR-2007-019	Inforex Inc.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach

Disposition of Procurement Complaints (cont'd)

File No.	Complainant	Status/Decision
PR-2007-020	TPG Technology Consulting Ltd.	Decision rendered on August 30, 2007 Inquiry ceased
PR-2007-021	Trust Business Systems	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-022	Mega-Technical Holdings Inc.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-023	Quantum Marine Ltd.	Decision not to conduct an inquiry, late filing
PR-2007-024	Les logiciels Lingua Technologies Inc.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-025	TPG Technology Consulting Limited	Decision rendered on November 2, 2007 Complaint valid
PR-2007-026	1075773 Ontario Inc. operating as ctc TrainCanada	Decision not to conduct an inquiry, late filing
PR-2007-027	Mega-Technical Holdings Ltd.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-028	Papp Plastics & Distribution Limited	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-029	Quantum Marine Ltd.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-030	Serco Facilities Management Inc.	Decision not to conduct an inquiry, premature
PR-2007-031	GHK Group	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-032	Canadian Boat Works	Decision not to conduct an inquiry, no jurisdiction
PR-2007-033	TPG Technology Consulting Ltd.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-034	Trust Business Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-035	Trust Business Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-036	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-037	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-038	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-039	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-040	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-041	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-042	Trust Business Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-043	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-044	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-045	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-046	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-047	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-048	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-049	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-050	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-051	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-052	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-053	Serco Facilities Management Inc.	Decision rendered on December 18, 2007 Complaint valid
PR-2007-054	Serco Facilities Management Inc.	Decision rendered on December 18, 2007 Complaint valid
PR-2007-055	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-056	IPSS Inc.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach

Disposition of Procurement Complaints (cont'd)

File No.	Complainant	Status/Decision
PR-2007-057	Barer Engineering International	Complaint withdrawn
PR-2007-058	Solartech Inc.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-059	Gear Up Motors	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-060	TPG Technology Consulting Limited	Decision rendered on December 20, 2007 Complaint not valid
PR-2007-061	Tenaquip Limited	Decision rendered on December 18, 2007 Complaint not valid
PR-2007-062	CB Richard Ellis Quebec Ltd. c/o CBRE Ottawa in association with CBRE (Global)	Complaint withdrawn
PR-2007-063	West Atlantic Systems	Decision not to conduct an inquiry, late filing
PR-2007-064	Trust Business Systems	Decision not to conduct an inquiry, not a potential supplier
PR-2007-065	CB Richard Ellis Quebec Ltd. c/o CBRE Ottawa in association with CBRE (Global)	Decision not to conduct an inquiry, late filing
PR-2007-066	CB Richard Ellis Quebec Ltd. c/o CBRE Ottawa in association with CBRE (Global)	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-067	CMI Interlangues Inc.	Decision rendered on February 13, 2008 Complaint valid
PR-2007-068	Bureau d'études stratégiques et techniques en économique	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-069	ABCE Language School Inc.	Complaint withdrawn
PR-2007-070	Davis Pontiac Buick GMC (Medicine Hat) Ltd.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-071	NETGEAR, Inc.	Decision not to conduct an inquiry, late filing
PR-2007-072	OrthoCanada Medical Products (SVM) Orthopedic Solutions Inc.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach
PR-2007-073	Siva & Associates Inc.	Decision not to conduct an inquiry, late filing
PR-2007-074	Marathon Management Company	Abandoned after filing
PR-2007-075	NETGEAR, Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-076	NETGEAR, Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-077	NETGEAR, Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-078	NETGEAR, Inc.	Complaint dismissed
PR-2007-079	Immeubles Yvan Dumais Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-080	NETGEAR, Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-081	NETGEAR, Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-082	NETGEAR, Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-083	NETGEAR, Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-084	Cifelli Systems Corporation	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-085	Sandman Signature Hotel Toronto Airport	Decision not to conduct an inquiry, late filing
PR-2007-086	Electric Services Grand Centre Ltd.	Decision not to conduct an inquiry, late filing
PR-2007-087	Canadian Bio Services	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-088	NETGEAR, Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-089	NETGEAR, Inc.	Decision not to conduct an inquiry, late filing
PR-2007-090	NETGEAR, Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-091	NETGEAR, Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-092	NETGEAR, Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-093	NETGEAR, Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-094	NETGEAR, Inc.	Accepted for inquiry, case in progress
PR-2007-095	Competition Composites Inc.	Decision not to conduct an inquiry, no reasonable indication of a breach

CHAPTER V

APPEALS

Introduction

The Tribunal hears appeals from decisions of the CBSA under the *Customs Act* and *SIMA* or of the Minister of National Revenue under the *Excise Tax Act*. Appeals under the *Customs Act* relate to the origin, tariff classification, value for duty or marking of goods imported into Canada. Appeals under *SIMA* concern the application, to imported goods, of a Tribunal finding or order concerning dumping or subsidizing and the normal value, export price or subsidy of imported goods. Under the *Excise Tax Act*, a person may appeal the Minister of National Revenue's decision about an assessment or determination of federal sales tax or excise tax.

The Tribunal strives to be informal and accessible. However, there are certain procedures and time constraints that are imposed by law and by the *Rules*. For example, the appeal process is set in motion with a notice (or letter) of appeal, in writing, sent to the Secretary of the Tribunal within the time limit specified in the act under which the appeal is made.

Rules

Under the *Rules*, the person launching the appeal (the appellant) normally has 60 days to submit to the Tribunal a document called a "brief". Generally, the brief states under which act the appeal is launched, gives a description of the goods in issue and an indication of the points at issue between the appellant and the Minister of National Revenue or the CBSA (the respondent), and states why the appellant believes that the respondent's decision is incorrect. A copy of the brief must also be given to the respondent.

The respondent must also comply with time and procedural constraints. Normally, within 60 days after having received the appellant's brief, the respondent must provide the Tribunal and the appellant with a brief setting forth the respondent's position. The Secretary of the Tribunal then contacts both parties in order to schedule a hearing. Hearings are generally conducted before Tribunal members in public. The Tribunal publishes a notice of the hearing in the *Canada Gazette* to allow other interested persons to attend. Depending on the complexity and precedential nature of the matter at issue, appeals will be heard by a panel of one or three members. Persons may intervene in an appeal by specifying the nature of their interest in the appeal and by indicating the reason for intervening and how they may assist the Tribunal in the resolution of the appeal.

Hearings

An individual may present a case before the Tribunal in person, or be represented by counsel. The respondent is generally represented by counsel from the Department of Justice.

Hearing procedures are designed to ensure that the appellant and the respondent are given a full opportunity to make their cases. They also enable the Tribunal to have the best information possible to make a decision. As in a court, the appellant and the respondent can call witnesses, and these witnesses are questioned under oath or affirmation by the opposing parties, as well as by Tribunal members, in order to test the validity of their evidence. When all the evidence is gathered, parties may present arguments in support of their respective positions.

The Tribunal, on its own initiative or at the request of the appellant or the respondent, may decide to hold a hearing by way of written submissions. In that case, it publishes a notice of the hearing in the *Canada Gazette* to allow other interested persons to participate.

Usually, within 120 days of the hearing, the Tribunal issues a decision on the matters in dispute, including the reasons for its decision.

If the appellant, the respondent or an intervener disagrees with the Tribunal's decision, the decision can be appealed to the Federal Court of Appeal or the Federal Court.

Extensions of Time

Under section 60.2 of the *Customs Act*, a person may apply to the Tribunal for an extension of time to file a request for a re-determination or a further re-determination with the President of the CBSA. Such an application may be granted by the Tribunal after either the President has refused an application under section 60.1 or 90 days have elapsed after the application was made and the person has not been notified of the President's decision. Under section 67.1, a person may make an application to the Tribunal for an extension of time within which to file a notice of appeal with the Tribunal. During the fiscal year, the Tribunal issued four orders under the *Customs Act*, all of which granted extensions of time. There were no requests under the *Customs Act* that were outstanding at the end of the fiscal year.

Under section 81.32 of the *Excise Tax Act*, a person may apply to the Tribunal for an extension of time to serve a notice of objection with the Minister of National Revenue under section 81.15 or 81.17 or to file a notice of appeal with the Tribunal under section 81.19. During the fiscal year, the Tribunal issued one order under the *Excise Tax Act* granting an extension of time. There were no requests under the *Excise Tax Act* that were outstanding at the end of the fiscal year.

Appeals Considered

During the fiscal year, the Tribunal heard 25 appeals, of which 23 related to the *Customs Act* and 2 to the *Excise Tax Act*.

Decisions were issued in 23 cases, which included a decision that had been remanded to the Tribunal by the Federal Court of Appeal.

Disposition of Cases

Act	Allowed	Allowed in Part	Dismissed	Total
Customs Act	7	1	13	21
Excise Tax Act	-	-	2	2

Appeal Decisions Rendered in Fiscal Year

Appeal No.	Appellant	Date of Decision	Decision
Customs Act			
AP-2006-002	Western RV Coach Inc.	April 23, 2007	Appeal dismissed
AP-2006-022	N.C. Cameron & Sons Ltd.	June 14, 2007	Appeal dismissed
AP-2005-041	IPSCO Inc.	June 21, 2007	Appeal dismissed
AP-2006-034	Tai Lung (Canada) Ltd.	July 25, 2007	Appeal allowed
AP-2006-042	New Asia (Brampton) Food Centre (2002) Inc.	July 31, 2007	Appeal allowed
AP-2006-035	Tiffany Woodworth	September 11, 2007	Appeal dismissed
AP-2006-050	Eric Shenker	September 17, 2007	Appeal dismissed
AP-2006-005	MRP Retail Inc.	September 27, 2007	Appeal allowed
AP-2006-016 and AP-2006-018	Pelco Worldwide Headquarters	September 27, 2007	Appeals dismissed
AP-2005-035	Panasonic Canada Inc.	October 19, 2007	Appeal dismissed
AP-2006-038	Canadian Tire Corporation Limited	November 2, 2007	Appeal allowed
AP-2006-004	Groupe Cabico Inc.	November 21, 2007	Appeal allowed
AP-2006-041	Canadian Tire Corporation Limited	November 29, 2007	Appeal dismissed
AP-2006-052	Scott Arthur	January 30, 2008	Appeal dismissed
AP-2006-057	Allen Zerr	January 30, 2008	Appeal dismissed
AP-2006-059	Terry Shannon	January 30, 2008	Appeal dismissed
AP-2004-018R	Gladu Tools Inc.	February 12, 2008	Appeal allowed in part
AP-2006-048	The Pampered Chef, Canada Corporation	February 13, 2008	Appeal allowed
AP-2006-033	Rona Corporation Inc.	February 29, 2008	Appeal allowed
AP-2006-053	Spectra/Premium Industries Inc.	March 26, 2008	Appeal dismissed
Excise Tax Act			
AP-2006-036 and AP-2006-037	Location Robert Ltée and Transport Robert (1973) Ltée	February 13, 2008	Appeals dismissed

Summary of Selected Decisions

Of the many cases heard by the Tribunal in carrying out its appeal functions, several decisions stand out, either because of the particular nature of the product in issue or because of the legal significance of the case. Brief summaries of a representative sample of such decisions follow, two appeals having been heard under the *Customs Act* and one under the *Excise Tax Act*. These summaries have been prepared for general information purposes only and are of no legal effect.

AP-2006-002—*Western RV Coach Inc. v. President of the Canada Border Services Agency*

As part of its appeal process, the Tribunal held a one-day public hearing. There were 2 parties to the appeal, and one witness appeared before the Tribunal. The official record consisted of 49 exhibits.

This was an appeal under subsection 67(1) of the *Customs Act* from a decision of the CBSA. The two issues in this appeal were whether a used 1995 Royale Coach motor home (the good in issue), imported by Western RV Coach Inc. (Western) from the United States, was entitled to preferential tariff treatment under *NAFTA* and whether the legislation implementing *NAFTA*'s preferential tariff provisions violated the rights conferred by section 7, 11 or 12 or subsection 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and, if it did, whether the violation was justified under section 1 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

The Tribunal noted that, in order for the good in issue to be imported into Canada at the preferential tariff rate, the importer had to satisfy certain requirements, one of which was that component parts and traced materials had to meet the proof-of-origin requirement in the *NAFTA Rules of Origin Regulations*. In this appeal, the producer refused to certify the good in issue and declined to submit supporting documentation for the preferential treatment. Due to inadequate evidence, the Tribunal was therefore not satisfied that Western met the prescribed conditions stipulated in section 15 of the *NAFTA Rules of Origin Regulations* or that reliance might be placed on similar goods, and it therefore concluded that the good in issue did not meet the statutory proof-of-origin requirement for preferential tariff treatment.

The Tribunal found that the rights recognized in sections 7 and 12 and subsection 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* applied only to individuals, not corporations. The Tribunal noted that the protection guaranteed by paragraph 11*d*) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* applied only where a person had been charged with an offence. It was clear to the Tribunal that neither Western nor its principals had been charged with an offence, and this argument therefore also failed. Hence, there was no need for the Tribunal to consider whether any alleged limitations imposed by the legislation were justifiable under section 1 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*. The Tribunal therefore determined that the *NAFTA* implementation legislation did not violate any right under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*. Accordingly, the appeal was dismissed.

AP-2006-048—*The Pampered Chef, Canada Corporation v. President of the Canada Border Services Agency*

As part of its appeal process, the Tribunal held a two-day public hearing. There were 2 parties to the appeal, and three witnesses appeared before the Tribunal. The official record consisted of 43 exhibits.

This was an appeal under section 67 of the *Customs Act* from a decision of the CBSA, pursuant to subsection 60(4), concerning the value for duty of goods imported by The Pampered Chef, Canada Corporation (Pampered Chef Canada) from The Pampered Chef, Ltd. (Pampered Chef U.S.A.) under a national customs ruling. The first issue was the determination of which transaction constituted the sale for export within the meaning of subsection 48(1). The second issue was whether commissions paid to the consultants should be added to the pre-adjustment value, under subsection 48(5).

The Tribunal was convinced that the sale for export was the sale from Pampered Chef U.S.A. to Pampered Chef Canada and that Pampered Chef Canada met the test of a purchaser in Canada. However, the role played by the consultant was that of a facilitator, for which he or she was paid a commission, not that of one who bought the imported goods on his or her own account and then later resold them for a profit. Pampered Chef Canada sold goods to customers in Canada, as evidenced by order forms used at the parties and by payments that were either sent to Pampered Chef Canada directly or deposited by the consultant in an account to which the company had access, thereby satisfying the "carrying on business in Canada" test established by the Federal Court of Appeal.

In the Tribunal's opinion, the commissions paid to the consultant should not have been added to the invoiced value of the goods because the context of subsection 48(5) of the *Customs Act* makes clear that this requirement related to the sale for export, i.e. the related-company transfer, not some subsequent sale within Canada. Accordingly, the appeal was allowed.

AP-2006-036 and AP-2006-037—*Location Robert Ltée and Transport Robert (1973) Ltée v. Minister of National Revenue*

As part of its appeal process, the Tribunal held a one-day public hearing. There were 3 parties to the appeal, and three witnesses appeared before the Tribunal. The official record consisted of 27 exhibits (AP-2006-036) and 28 exhibits (AP-2006-037).

These were appeals under section 81.19 of the *Excise Tax Act* from decisions of the Minister of National Revenue (the Minister). The issue in these appeals was whether the appellants were entitled to a refund of excise tax paid on the portion of diesel fuel purchased in Canada but used in vehicles for the transportation of goods outside the country, despite the fact that the applications were not submitted to the Minister within two years of the export of the diesel fuel, as prescribed in subsection 68.1(1) of the *Excise Tax Act*, and on or before the deadline of February 17, 2003, as prescribed in subsection 63(2) of the *Budget Implementation Act, 2003*.

The Tribunal relied upon a number of previous cases of the Supreme Court of Canada in which the court confirmed that the presumption against retroactivity or interference with vested rights could be rebutted by the express words of the statute or by necessary implication. According to the Tribunal, the *Budget Implementation Act, 2003* expressly amended section 68.1 of the *Excise Tax Act* and explicitly stated that the amendment applied ". . . in respect of any application for a payment under section 68.1 of the Act received by the Minister of National Revenue after February 17, 2003". As such, the Tribunal held that the legislator intended the *Budget Implementation Act, 2003* to be retroactive to the date of the Budget announcement and to affect expectations (or rights) to a refund if the application was received by the Minister after the deadline of February 17, 2003. In the Tribunal's opinion, it was clear that this date was an implementation date rather than a limitation period, as suggested by the appellants.

The Tribunal therefore found that subsection 63(2) of the *Budget Implementation Act, 2003* had the effect of extinguishing any right to a refund that might have existed on or before February 17, 2003 and that, by this simple fact, the Canada Revenue Agency had no authority to grant the refund requested by the appellants. Accordingly, the appeals were dismissed.

Appeal Cases Before the Federal Court of Appeal or the Federal Court

Appeal No.	Appellant at the Tribunal	Appellant before the Court	File No./Status
AP-2000-014	Asia Pacific Enterprises Corporation	Asia Pacific Enterprises Corporation	A—436—06 Appeal discontinued (June 15, 2007)
AP-2002-007	King West Communications Inc.	King West Communications Inc.	T—1335—03
AP-2002-008	The Russo Group Inc.	The Russo Group Inc.	T—1332—03
AP-2002-034 to AP-2002-037	Pierre Roy et Associés Inc. for Lithochrome (1974) Inc. (in Bankruptcy), Le Groupe Lithochrome Inc. (in Bankruptcy), Filmographie P.F. Inc. (in Bankruptcy) and Opticouleur Inc. (in Bankruptcy)	Pierre Roy et Associés Inc. for Lithochrome (1974) Inc. (in Bankruptcy), Le Groupe Lithochrome Inc. (in Bankruptcy), Filmographie P.F. Inc. (in Bankruptcy) and Opticouleur Inc. (in Bankruptcy)	T—1134—05
AP-2004-009	Cherry Stix Ltd.	Cherry Stix Ltd.	A—607—05 Appeal dismissed (September 4, 2007)
AP-2004-017	3319067 Canada Inc. (Universal Lites)	3319067 Canada Inc. (Universal Lites)	A—264—06 Appeal dismissed (June 21, 2007)
AP-2004-018	Outils Gladu Ltée	President of the Canada Border Services Agency	A—594—05 Appeal allowed (May 31, 2007)
AP-2005-005, AP-2005-010, AP-2005-011 and AP-2005-020	Arctic Cat Sales Inc.	Arctic Cat Sales Inc.	A—166—06 Appeal dismissed (September 5, 2007)
AP-2005-006	Jam Industries Ltd.	Jam Industries Ltd.	A—245—06 Appeal dismissed (May 31, 2007)
AP-2005-027	Les Huiles Thuot et Beauchemin Inc.	Les Huiles Thuot et Beauchemin Inc.	T—618—06
AP-2005-035	Panasonic Canada Inc.	Panasonic Canada Inc.	A—571—07
AP-2005-053	Ferragamo U.S.A. Ltd.	President of the Canada Border Services Agency	A—268—07 Appeal discontinued (October 26, 2007)
AP-2006-009	Innovak DIY Products Inc.	Innovak DIY Products Inc.	A—31—07 Appeal dismissed (December 14, 2007)
AP-2006-018	Pelco Worldwide Headquarters	Pelco Worldwide Headquarters	A—572—07
AP-2006-041	Canadian Tire Corporation Limited	Canadian Tire Corporation Limited	A—570—07

Note: The Tribunal has made reasonable efforts to ensure that the information listed is complete. However, since the Tribunal does not always participate in appeals to the Federal Court of Appeal or the Federal Court, it is unable to confirm that the list contains all appeals or decisions rendered that were before the Federal Court of Appeal and the Federal Court.

CHAPTER VI

STANDING TEXTILE REFERENCE

Pursuant to a reference from the Minister of Finance dated July 6, 1994, as last amended on October 27, 2005, the Tribunal is directed to investigate requests from domestic producers for tariff relief on imported textile inputs for use in their manufacturing operations and to make recommendations, in respect of those requests to the Minister of Finance, that would maximize net economic gains to Canada.

The terms of reference call for the Tribunal to report annually to the Minister of Finance on the investigation process. This chapter reports on the Tribunal's activities under the textile reference.

Scope of the Reference

A domestic producer may apply for tariff relief on an imported textile input used, or proposed to be used, in its manufacturing operations. The textile inputs on which tariff relief may be requested are the fibres, yarns and fabrics of Chapters 51, 52, 53, 54, 55, 56, 58, 59 and 60; certain monofilaments or strips and textile and plastic combinations of Chapter 39; rubber thread and textile and rubber combinations of Chapter 40; and products of textile glass fibres of Chapter 70 of the schedule to the *Customs Tariff*. The following yarns are not included in the textile reference:

> Knitting yarns, solely of cotton or solely of cotton and polyester staple fibres, measuring more than 190 decitex, of Chapter 52 or subheading No. 5509.53 other than those used to make sweaters, having a horizontal self-starting finished edge and the outer surfaces of which are constructed essentially with 9 or fewer stitches per 2 centimetres (12 or fewer stitches per inch) measured in the horizontal direction.

Types of Relief Available

The tariff relief that may be recommended by the Tribunal to the Minister of Finance ranges from the removal or reduction of tariffs on one or several, partial or complete, tariff lines, textile- and/or end-use-specific tariff provisions. Except in exceptional circumstances, recommendations are not to include a gender-specific "end use". The recommendation could be for tariff relief for either a specific or an indeterminate period of time.

Process

Domestic producers seeking tariff relief must file a request with the Tribunal. Along with their request, producers must file either samples of the textile input for which tariff relief is being sought or a National Customs Ruling from the CBSA covering the input. If the Tribunal determines that the request is properly documented, it will conduct an investigation to determine if it should recommend tariff relief.

Filing and Notification of a Request

Upon receipt of a request for tariff relief, and before commencement of an investigation, the Tribunal issues a brief electronic notice on its Web site announcing the request. The minimum period of time for the notification of a request before the start of an investigation is 30 days.

This notification is designed to increase transparency, identify potential deficiencies in the request, avoid unnecessary investigations, provide an opportunity for the domestic textile industry to contact the requester and agree on a reasonable domestic source of supply, inform other users of identical or substitutable textile inputs, prepare the domestic industry to respond to subsequent investigation questionnaires and give associations advance time for planning and consultation with their members.

Investigations

When the Tribunal is satisfied that a request is properly documented, it commences an investigation. A notice of commencement of investigation is sent to the requester, all known interested parties and any appropriate government department or agency, such as the Department of Foreign Affairs and International Trade, the Department of Industry, the Department of Finance and the CBSA. The notice is also published in the *Canada Gazette*.

Interested parties include all persons whose rights or pecuniary interests may be affected by the Tribunal's recommendations. Interested parties are given notice of the request and can participate in the investigation.

To prepare a staff investigation report, the Tribunal's staff gathers information through such means as questionnaires and plant visits. Information is obtained from the requester and interested parties to determine whether the tariff relief sought will maximize net economic gains for Canada.

In most cases, a public hearing is not required, and the Tribunal will dispose of the matter on the basis of the written submissions, including the request, the staff investigation report and all submissions and evidence filed with the Tribunal. In cases where the written record is not sufficient to dispose of the matter, a public hearing is held.

The procedures for the conduct of the Tribunal's investigation envisage the full participation of the requester and all interested parties. A party, other than the requester, may file submissions, including evidence, in response to the properly documented request, the staff investigation report and any information provided by a government department or agency. The requester may subsequently file submissions with the Tribunal in response to the staff investigation report and any information provided by a government department, agency or other party.

Recommendations to the Minister of Finance

The Tribunal will normally issue its recommendations, with reasons, to the Minister of Finance within 120 days from the date of commencement of the investigation. In exceptional cases, where the Tribunal determines that critical circumstances exist, it will issue its recommendations within an earlier specified time frame.

Request for Review

Where the Minister of Finance has made an order for tariff relief pursuant to a recommendation of the Tribunal, certain domestic producers may ask the Tribunal to commence an investigation for the purpose of recommending the renewal, amendment or termination of the order. A request for the amendment or termination of the order should specify what changed circumstances justify the request.

Review on Expiry

Where the Minister of Finance has made an order for tariff relief subject to a scheduled expiry date, the Tribunal will, before the expiry date, issue a formal notice that the tariff relief provided by the order will expire unless the Tribunal issues a recommendation that tariff relief should be continued and the Minister of Finance implements the recommendation. The notice invites interested parties to file submissions for or against continuation of tariff relief.

Summary of Activities

New Requests

	2006-2007	2007-2008
Requests		
Received	2	7
Withdrawn	0	1
Awaiting initiation of investigation	0	2
Investigations completed during the year	1	4
Investigations in progress at year-end	1	1
Recommendations to Minister of Finance		
Tariff relief	1	4
No tariff relief	0	0
Reports to Minister of Finance	**1**	**4**
Cumulative totals (since 1994)		
Requests received	177	184
Recommendations to Minister of Finance		
Tariff relief	106	110
No tariff relief	49	49

During the fiscal year, the Tribunal received seven requests for tariff relief and initiated three investigations. One request was withdrawn. The Tribunal issued four reports to the Minister of Finance, one of which dealt with an investigation that was initiated in the previous fiscal year. One investigation was in progress at the end of the fiscal year, and two requests were under investigation.

Disposition of Requests

Request No.	Requester	Textile Input	Date of Disposition	Status/Recommendations
TR-2006-002	Tricots Liesse (1983) Inc.	Yarn	August 27, 2007	Indeterminate tariff relief
TR-2007-001	Peerless Clothing Inc.	Nonwoven	November 6, 2007	Indeterminate tariff relief
TR-2007-002	Korhani Manufacture Inc.	Yarn	February 25, 2008	Indeterminate tariff relief
TR-2007-003	Peerless Clothing Inc.	Fabric	February 5, 2008	Indeterminate tariff relief
TR-2007-004	St. Geneve	Fabric	February 18, 2008	Request withdrawn
TR-2007-005	Canadian Association of Technical Outerwear Manufacturers	Fabric		In progress
TR-2007-006	Peerless Clothing Inc.	Fabric		Under consideration
TR-2007-007	Le Château	Fabric		Under consideration

Effects

The implementation of Tribunal recommendations is made by adding new tariff items to the *Customs Tariff* or, occasionally, by issuing specific customs duty remission orders. The table at the end of this chapter provides a list of the recommendations implemented by the Government as of December 31, 2007.

It should be noted that some of the tariff items in the list differ from the tariff items as they were originally enacted to give effect to the Tribunal's recommendations under the standing textile reference. First, on November 21, 2005, as part of its implementation of the recommendations made by the Tribunal in Reference No. MN-2004-002, the Government put in place a new tariff structure that created a number of duty-free tariff items. In instances where these broader duty-free tariff items covered products that were already provided duty-free treatment by individual tariff items implemented under the standing textile reference, the latter individual tariff items were deleted from the *Customs Tariff*. Second, on December 13, 2006, at the same time as it implemented the Tribunal's recommendations in Reference No. MN-2005-001, the Government further modified the tariff structure to eliminate additional tariff items and to amend the existing wording to remove additional gender-specific or product-specific end use requirements. Third, amendments to the *Customs Tariff* came into effect on January 1, 2007 to implement updates to the *Harmonized Commodity Description and Coding System* by the World Customs Organization.

For the period from January 1 to December 31, 2007, the Tribunal estimates that the tariff items listed in the table at the end of this chapter covered imports worth about $248 million and provided tariff relief worth about $25.4 million. For the comparable period in 2006, these amounts were about $283 million and about $28.5 million respectively. The decrease in the value of tariff relief in 2007 is reflective of the smaller value of imports.

As stated earlier, textile inputs on which tariff relief may be requested are limited to 12 chapters of the *Customs Tariff*. From January 1 to December 31, 2007, tariff relief principally affected textile inputs falling in three chapters: Chapter 51 ("Wool, fine or coarse animal hair; horsehair yarn and woven fabric"); Chapter 52 ("Cotton") and Chapter 54 ("Man-made filaments"). The percentage of total imports accounted for by the imports benefiting from tariff relief, falling in these 12 chapters, ranged from 0 to 50.3 percent. Overall, approximately 1 percent of total imports falling in the 12 chapters benefit from tariff relief. The following table provides, for calendar year 2007, a distribution of the imports benefiting from tariff relief, by *Customs Tariff* chapter.

Percentage of Imports Benefiting from Tariff Relief by Customs Tariff Chapter

Chapter	Description	Percentage
39	Plastic and articles thereof	0.0
40	Rubber and articles thereof	0.0
51	Wool, fine or course animal hair	50.3
52	Cotton	13.8
53	Other vegetable textile fibres; paper yarn and woven fabrics of paper yarn	6.7
54	Man-made filaments	12.4
55	Man-made stable fibres	6.2
56	Wadding, felt and nonwovens; special yarns; twine, cordage, ropes and cables and articles thereof	1.0
58	Special woven fabrics; tufted textile fabrics; lace; tapestries; trimmings; embroidery	1.5
59	Impregnated, coated, covered or laminated textile fabrics; textile articles of a kind suitable for industrial use	4.2
60	Knitted or crocheted fabrics	1.3
70	Glass and glassware	0.1
Weighted average		**1.03**

Source: Statistics Canada.

Summary of Recommendations

A summary of the Tribunal's recommendations issued during the fiscal year follows.

TR-2006-002—Tricots Liesse (1983) Inc.

In its investigation, the Tribunal sent 11 questionnaires to domestic producers and users and/or importers of the subject textile input. Of the 11 questionnaires sent, 6 responses were received. The Tribunal held a file hearing, and there were 4 parties to the investigation. The official record consisted of 56 exhibits, totalling 712 pages of documents.

The Tribunal recommended to the Minister of Finance that tariff relief be granted, for an indeterminate period of time, on importations from all countries of single yarn solely of artificial staple fibres other than acetate fibres, or mixed solely with 15 percent or less by weight of any natural fibre, measuring less than 210 decitex, of subheading No. 5510.11, and single yarn containing 50 percent or more by weight of artificial staple fibres other than acetate fibres, mixed solely with cotton fibres, measuring less than 210 decitex, of subheading No. 5510.30, for use in the manufacture of circular knitted apparel fabrics (the subject yarn).

Tricots Liesse (1983) Inc. (Liesse) requested the tariff relief. Two yarn producers, FilSpec Inc. (FilSpec) and Régitex Inc. (Régitex) opposed the request. Two other yarn producers, Atlantic Yarns Inc. and Atlantic Fine Yarns Inc. (Atlantic), objected to the request for tariff relief on the subject yarn on the basis of the breadth of coverage of subheading Nos. 5510.11 and 5510.30, but did not object to the granting of relief for the specific yarns listed in request and imported during the inquiry period.

The Tribunal concluded that Régitex and Atlantic had not demonstrated that they would be able, in the foreseeable future, to supply Liesse and other potential buyers with yarns that were identical to or substitutable for the subject yarn.

The Tribunal noted that FilSpec had sold certain quantities of yarn to Liesse. However, the Tribunal was of the view that, even in the absence of tariff relief, Liesse would not shift more of its purchases to FilSpec unless FilSpec were able to offer yarns at competitive prices. The Tribunal also noted that FilSpec's sales of alleged identical or substitutable yarns did not represent a significant portion of its total company sales of yarn. Furthermore, these sales included sales of yarn to companies not involved in circular knitting. Therefore, the Tribunal was of the view that any potential risk to FilSpec was minimal.

The Tribunal concluded that tariff relief would result in yearly benefits to users of these yarns in excess of $125,000.

TR-2007-001—Peerless Clothing Inc.

In its investigation, the Tribunal sent 19 questionnaires to domestic producers and users and/or importers of the subject textile input. Of the 19 questionnaires sent, 6 responses were received. The Tribunal held a file hearing, and there were 4 parties to the investigation. The official record consisted of 46 exhibits, totalling 707 pages of documents.

The Tribunal recommended to the Minister of Finance that tariff relief be granted, for an indeterminate period of time, on importations from all countries of nonwovens of polyester staple fibres mixed solely with viscose rayon staple fibres, impregnated with a bonding agent of acrylic polymer, weighing more than 70 g/m^2 but not more than 100 g/m^2, of tariff item No. 5603.93.90, for use in the manufacture of shoulder pads used in the manufacture of suit jackets, jackets (sportcoats) and blazers (the subject nonwovens).

Peerless Clothing Inc. (Peerless) requested the tariff relief. Two domestic producers of nonwovens, Fybon Industries Ltd. (Fybon) and Matador Converters Co., Ltd. (Matador), opposed the request. A third producer of nonwovens, Texel Inc. (Texel), opposed the request with respect to the subject nonwovens weighing more than 100 g/m^2.

The Tribunal noted that the sample provided by Fybon failed to meet the definition of the subject nonwovens, in that it was composed of different fibres and had a different coating. Fybon failed to provide any additional information to convince the Tribunal that it had the capability to produce identical or substitutable nonwovens and to sell them to apparel producers.

Although Matador opposed Peerless's request, it provided no evidence that it had the capability to produce identical or substitutable nonwovens.

Since Texel did not oppose Peerless's request with respect to the subject nonwovens weighing less than 100 g/m^2, the Tribunal concluded that Texel did not produce an identical or substitutable product in that weight range. However, the Tribunal accepted Texel's view that tariff relief on importations of the subject nonwovens weighing more than 100 g/m^2 would put its sales at risk.

The Tribunal concluded that tariff relief would result in yearly benefits to users of the subject nonwovens in excess of $50,000.

TR-2007-002—Korhani Manufacture Inc.

In its investigation, the Tribunal sent 10 questionnaires to domestic producers and users and/or importers of the subject textile input. Of the 10 questionnaires sent, 2 responses were received. The Tribunal held a file hearing, and there were 3 parties to the investigation. The official record consisted of 46 exhibits, totalling 411 pages of documents.

The Tribunal recommended to the Minister of Finance that tariff relief be granted for an indeterminate period of time, on importations from all countries of multifilament single yarn, solely of polypropylene, textured, fully drawn, with an "S" twist exceeding 50 turns per metre, measuring 1,680 decitex or more but not exceeding 3,215 decitex, of tariff item No. 5402.34.00, for use in the manufacture of area rugs (the subject yarn).

Korhani Manufacture Inc. (Korhani) requested the tariff relief. Seaway Yarns Inc. (Seaway), a domestic yarn producer, submitted that it did not object to tariff relief for what it described as the "input (base or single)" yarn. Seaway requested three changes to the description of the subject yarn. First, Seaway requested that the term "textured" be removed and replaced with the name of the specific type of texturing process used to produce the subject yarn. Second, Seaway requested that the term "heat-set" be included. Finally, Seaway submitted that including only the single yarn size was insufficient.

The Tribunal noted that none of the samples submitted by Seaway met the description of the subject yarn, with two of the samples being of a different fibre. Seaway provided no other evidence to support its submission that it could produce a virtually identical yarn, and the Tribunal concluded that Seaway did not produce a yarn identical to or substitutable for the subject yarn.

The Tribunal noted that the term "heat-set" had been excluded from the definition of the subject yarn because the CBSA had indicated that it was not aware of any test that could determine if yarn had been heat-set. Likewise, the CBSA indicated that it would be difficult to conduct tests to differentiate among texturing processes.

However, the Tribunal accepted Seaway's request to restrict the subject yarn to multifilament single yarn. The Tribunal considered that describing the subject yarn as "multifilament single yarn" was more consistent with the products described and submitted for review by Korhani, which were single yarns.

The Tribunal concluded that tariff relief would result in yearly benefits to users of the subject yarn in excess of $25,000.

TR-2007-003—Peerless Clothing Inc.

In its investigation, the Tribunal sent 16 questionnaires to domestic producers and users and/or importers of the subject textile input. Of the 16 questionnaires sent, 2 responses were received. The Tribunal held a file hearing, and 1 party participated in the investigation. The official record consisted of 30 exhibits, totalling 366 pages of documents.

The Tribunal recommended to the Minister of Finance that tariff relief be granted for an indeterminate period of time, on importations from all countries of woven fabrics, with or without backing, solely of yarns of textured polyester filaments, of a weight not exceeding 225 g/m^2, of tariff item No. 5407.52.90, for use as facing or braids in the manufacture of tuxedos.

Peerless requested the tariff relief. No domestic fabric producers contested Peerless's claim that there was no domestic production of identical or substitutable fabrics.

The Tribunal concluded that tariff relief would result in yearly benefits to users of these fabrics in excess of $25,000.

Tariff Relief Recommendations in Place

Request No./ Review No.	Expiry No. (Original Request No.)	Requester/Textile Input	Tariff Item No. as of December 31, 2007
TR-94-001		Canatex Industries (Division of Richelieu Knitting Inc.)	5402.45.00[3]
TR-94-004		Woods Canada Limited	5208.52.10
TR-94-010		Palliser Furniture Ltd.	5806.20.10
TR-94-012		Peerless Clothing Inc.	5309.29.30[1]
TR-94-013 and TR-94-016		MWG Apparel Corp.	5208.42.91[1] 5208.43.70[1] 5208.49.91[1] 5513.31.20[1] 5513.39.11[3] 5513.33.20[1]
TR-94-017 and TR-94-018		Elite Counter & Supplies	9943.00.00
TR-95-003		Landes Canada Inc.	5603.11.20 5603.12.20 5603.13.20 5603.14.20 5603.91.20 5603.92.20 5603.93.20 5603.94.20
TR-95-004		Lingerie Bright Sleepwear (1991) Inc.	5208.12.20[2] 5208.52.20[2]
TR-95-005		Lingerie Bright Sleepwear (1991) Inc.	5513.11.91[1] 5513.41.10[2]
TR-95-009		Peerless Clothing Inc.	5408.21.40[1] 5408.22.23[1] 5408.22.91[1]
TR-95-010 and TR-95-034		Freed & Freed International Ltd. and Fen-nelli Fashions Inc.	5111.19.10 5111.19.20
TR-95-011		Louben Sportswear Inc.	5408.31.40[1] 5408.32.60[1]
TR-95-012		Perfect Dyeing Canada Inc.	5509.32.10
TR-95-013A		Doubletex	5208.11.00[1] 5208.12.40 5208.13.20 5208.19.30 5208.21.40 5208.22.20 5208.23.10 5208.29.20 5209.11.30 5209.12.20 5209.19.30 5209.21.20 5209.22.10 5209.29.20
TR-95-036		Canadian Mill Supply Co. Ltd.	5208.21.20

Tariff Relief Recommendations in Place (cont'd)

Request No./ Review No.	Expiry No. (Original Request No.)	Requester/Textile Input	Tariff Item No. as of December 31, 2007
TR-95-037		Paris Star Knitting Mills Inc.	5408.24.12[1] 5408.24.92[1] 5408.34.30[1] 5516.14.20[1] 5516.24.10[2]
TR-95-051		Camp Mate Limited	5407.41.10 5407.42.10 5407.42.20 5903.20.22
TR-95-053 and TR-95-059		Majestic Industries (Canada) Ltd. and Caulfeild Apparel Group Ltd.	5802.11.20[1] 5802.19.40[1]
TR-95-056		Sealy Canada Ltd.	3921.19.20 5407.69.30 5407.73.10 5407.94.10 5516.23.10 5903.90.21 6005.34.20
TR-95-057 and TR-95-058		Doubletex	5407.51.10 5407.61.96 5407.69.10 5515.11.10 5516.21.10 5516.91.10
TR-95-060		Triple M Fiberglass Mfg. Ltd.	7019.59.10
TR-95-061		Camp Mate Limited	6005.31.20 6005.32.20 6005.33.20 6005.34.30
TR-95-064 and TR-95-065		Lady Americana Sleep Products Inc. and el ran Furniture Ltd.	6005.34.60 6005.44.20
TR-96-003		Venture III Industries Inc.	5407.61.95[2]
TR-96-004		Acton International Inc.	5906.99.21
TR-97-001		Jones Apparel Group Canada Inc.	5407.91.10[2] 5407.92.20[2] 5407.93.10[2] 5408.21.40[1] 5408.22.91[1] 5408.23.91[1] 5408.31.40[1] 5408.32.60[1] 5408.33.30[1]
TR-97-002 and TR-97-003		Universal Manufacturing Inc.	5208.43.70[1] 5513.41.20[2]
TR-97-006		Peerless Clothing Inc.	5407.51.30[2] 5903.90.22[2] 5903.90.23[2] 5903.90.24[2] 6005.31.30[2] 6005.31.40[2] 6005.32.30[2] 6005.32.40[2] 6005.33.91[1] 6005.34.40[2] 6005.34.50[2]

Tariff Relief Recommendations in Place (cont'd)

Request No./ Review No.	Expiry No. (Original Request No.)	Requester/Textile Input	Tariff Item No. as of December 31, 2007
TR-97-004, TR-97-007, TR-97-008 and TR-97-010		Blue Bird Dress of Toronto Ltd.	5407.51.20 5407.52.20 5407.61.94 5407.69.20
TR-97-011		Australian Outback Collection (Canada) Ltd.	5209.31.20 5907.00.16
TR-97-012		Ballin Inc.	5407.93.30 5516.23.91[2]
TR-97-014		Lenrod Industries Ltd.	5603.93.40
TR-97-015, TR-97-016 and TR-97-020		Helly Hansen Canada Ltd.	5903.20.24
TR-98-001		Cambridge Industries	5608.19.20
TR-98-002		Distex Inc.	6006.23.10
TR-98-004, TR-98-005 and TR-98-006		Ladcal Investments Ltd., O/A Pintar Manufacturing Nour Trading House and T.S. Simms and Company Limited	5806.10.20
TR-98-007		Caulfeild Apparel Group Ltd.	5208.43.70[1]
TR-98-016		Peerless Clothing Inc.	5407.93.20[2]
TR-98-017		Jones Apparel Group Canada Inc.	5408.32.60[1] 5408.33.30[1] 5408.34.30[1]
TR-98-019		Tribal Sportswear Inc.	5209.12.10[1] 5209.22.40[1] 5209.32.10[2]
TR-99-002		Albany International Canada Inc.	5404.19.00[3]
TR-99-003/003A		Western Glove Works Ltd.	5209.31.30 5209.32.30
TR-99-004		Peerless Clothing Inc.	5112.11.50[1] 5112.19.20[2] 5112.19.30[2]
TR-99-005		Distex Inc.	6006.22.20
TR-99-006		Coloridé Inc.	5402.45.00[3]
TR-99-008		JMJ Fashions Inc.	5407.61.20[2]
TR-2000-001		Peerless Clothing Inc.	5408.22.23[1]
TR-2000-002		Majestic Industries (Canada) Ltd.	5802.19.40[1]
TR-2000-003		Tantalum Mining Corporation of Canada Limited	5911.40.10
TR-2000-004		Ballin Inc.	5516.23.91[2] 5516.93.00[2]
TR-2000-005		Peerless Clothing Inc.	5112.11.50[1] 5112.19.40[2]
TR-2000-006		Doubletex	5512.11.30 5513.11.20 5513.12.10 5513.13.10 5514.11.10 5514.12.10 5514.19.10[3] 9997.00.00
TR-2000-007 and TR-2000-008		Scapa Tapes North America Ltd.	5208.21.50 5208.31.20
TR-2001-001		Gibson Textile Dyers	5512.29.10

Tariff Relief Recommendations in Place (cont'd)

Request No./ Review No.	Expiry No. (Original Request No.)	Requester/Textile Input	Tariff Item No. as of December 31, 2007
TR-2001-002		Beco Industries Ltd.	5513.41.30
TR-2002-001		Richlu Manufacturing Ltd.	5209.39.10[2]
TR-2002-002		Peerless Clothing Inc.	5602.10.20[2]
TR-2002-006		C.S. Brooks Inc.	5407.91.20 5513.11.30
TR-2002-007		Peerless Clothing Inc.	5408.22.91[1] 5408.23.91[1]
TR-2002-008		Tribal Sportswear Inc.	5515.11.20[2]
TR-2002-010/010A		Ballin Inc.	5516.22.10 5516.23.91[2]
TR-2003-001		Tribal Sportswear Inc.	5208.39.30[1] 5209.32.40[2] 5209.39.20[2] 5209.52.10[2] 5209.59.10[2]
TR-20003-002		Sunshine Mills Inc.	5205.24.30 5205.26.00[1] 5205.27.00[1]
TR-2003-003		Peerless Clothing Inc.	5603.92.91[2]
TR-2003-004		Peerless Clothing Inc.	5903.90.23[2]
TR-2004-001		Tricots Liesse (1983) Inc	5402.31.10
TR-2006-001		Peerless Clothing Inc.	5407.61.97
TR-2006-002		Tricots Liesse (1983) Inc.	5510.11.10 5510.30.10
TA-98-001	TE-97-004 (TR-95-009)	Dyed woven fabrics of rayon and polyester	5408.31.40[1] 5408.32.60[1]
TA-98-002	TE-97-003 (TR-94-009)	Vinex FR-9B fabric	5512.99.10
TA-98-003	TE-98-001 (TR-95-014)	Woven cut warp pile fabrics	5801.35.10
TA-2003-001	TE-2003-001 TE-2001-001 TE-98-002 (TR-94-002 and TR-94-002A)	Ring-spun yarns	5205.14.20 5205.15.00[1] 5205.24.20 5205.26.00[1] 5205.27.00[1] 5205.28.00[1] 5205.35.00[1] 5205.46.00[1] 5205.47.00[1] 5205.48.00[1] 5206.14.00[1] 5206.15.00[1] 5206.24.00[2] 5206.25.00[1] 5509.53.10 5509.53.20[2] 5509.53.30[2] 5509.53.40[2]

1. Tariff item encompasses goods not covered in the original request as a result of the November 21, 2005, Order in Council.
2. Tariff item encompasses goods not covered in the original request as a result of the December 13, 2006, Order in Council.
3. Tariff item encompasses goods not covered in the original request as a result of the June 23, 2006, Order in Council, which came into effect on January 1, 2007.